

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE

l'Endossement

IRRÉGULIER

DES TITRES TRANSMISSIBLES

Par la voie de l'ordre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Jeudi 5 Mars 1903, à 3 heures 1/2
de l'après-midi*

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

G. MEHEUDIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE CAEN

[6]

CAEN

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE A. LE BOYTEUX
RUE SAINT-PIERRE, 102 ET 116

1903

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE

l'Endossement

IRRÉGULIER

DES TITRES TRANSMISSIBLES

Par la voie de l'ordre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le Jeudi 5 Mars 1903, à 3 heures 1/2
de l'après-midi*

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

G. MEHEUDIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE CAEN



CAEN

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE A. LE BOYTEUX

RUE SAINT-PIERRE, 102 ET 116

1903

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903

DOYEN:

M. Edmond VILLEY (✱, I. ④), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS:

MM. DANJON (I. ④), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ④), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (○, A. ④), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ④, C. ②, G. O. ②, C. I. C. ②, O. ②, L. ②), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ④), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ④), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ④), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ④), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. U), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN:

MM. DANJON, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE;

LEBRET, *professeur*;

ASTOUL, *professeur*.

INTRODUCTION

L'article 1690 du Code civil établit d'une façon générale les conditions nécessaires à la cession des créances en ce qui concerne les tiers.

« Le cessionnaire, dit-il, n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur. Néanmoins, le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique. »

Ainsi donc, laissant aux parties le soin de régler comme elles l'entendent l'une vis-à-vis de l'autre la cession qui intervient entre elles, la loi les oblige, dans l'intérêt des tiers, à assurer la publicité de cette cession. Pour cela, elles les contraignent à faire choix entre deux formalités, dont la première est de beaucoup la plus employée, pour ne pas dire presque la seule, la signification de la cession au débiteur cédé ou la rédaction d'un acte authentique constatant l'acceptation de ce dernier.

Mais si ces formalités sont exigées par la loi pour la transmission des créances qui ne revêtent aucune forme déterminée, elles cessent de l'être

lorsqu'on se trouve en présence de titres de créances qui revêtent une forme spéciale, ayant pour corollaire un mode de transmission déterminé. Bien que dans ces cas la cession de l'article 1690 du Code civil reste toujours possible, elle cesse d'être obligatoire, et de fait personne ne songera plus à en faire usage tant son emploi présente de lenteurs et d'inconvénients pratiques. Le fait de donner à une créance la forme d'un titre facilement négociable implique, en effet, de la part du titulaire de cette créance, l'intention de la lancer dans le commerce et de la soustraire à tous les obstacles, à toutes les lenteurs qui pourraient gêner sa circulation. Et si cette transmission peut être opérée *erga omnes* par la simple remise du titre au cessionnaire, ou par une simple mention inscrite sur le titre lui-même ou en dehors de celui-ci sur un registre *ad hoc*, nul doute que les parties ne préfèrent de beaucoup un moyen aussi expéditif et aussi pratique à celui de l'article 1690 du Code civil, qui suppose l'intervention d'un officier ministériel, notaire ou huissier, et des formalités d'écriture considérables.

Il existe trois variétés de titres négociables :

Les titres au porteur, les titres nominatifs et les titres à ordre.

Les titres *nominatifs*, qui ne sont guère employés que par l'État, les départements et les communes et par les sociétés, constituent une

obligation ou une part d'associé et portent le nom de leur titulaire.

Ils ne peuvent être transmis, et avec eux le droit qu'ils constatent, que par un *transfert*, c'est-à-dire par une mutation opérée sur les registres de l'État, de la ville, de la société, et la délivrance d'un nouveau titre au cessionnaire.

Les titres *au porteur* se transmettent par la simple remise de la main à la main par la tradition ; ils sont une véritable monnaie.

Les titres *à ordre* se transmettent par l'endossement, c'est-à-dire par une mention inscrite par le cédant au dos, au verso du titre, et signé par lui. Le cessionnaire, à son tour, pourra transmettre de la même façon la propriété du titre qu'il a reçu par un endossement au nom d'un nouveau cessionnaire, et ainsi de suite jusqu'à ce que la créance se trouve éteinte par le paiement du débiteur cédé. De telle sorte que la seule inspection du titre suffira pour faire connaître les différentes cessions dont le titre aura été l'objet et dont chacune aura eu effet, c'est là une des conséquences de l'endossement, d'augmenter les garanties de paiement en établissant une garantie solidaire entre tous les cédants successifs. D'où cette conséquence que plus un titre aura changé de propriétaire, plus il donnera au porteur actuel de chances d'être payé.

On conçoit facilement que, pour lui faire produire des effets aussi importants, aussi sérieux, la

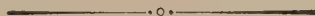
loi ait étroitement réglementé les formes de l'endossement. Elle ne pouvait livrer au hasard de rédactions plus ou moins fantaisistes un aussi merveilleux instrument de crédit, qui ne tarderait pas, entre les mains de gens sans scrupules, à dégénérer en un instrument de fraude. Elle a, dans les articles 137 et 138 du Code de commerce, établi les règles nécessaires à la régularité de l'endossement et fixé les conséquences de l'irrégularité de l'endossement. Ce sont ces conséquences qui feront l'objet de cette étude.

Prenant parmi les plus usuels et les plus connus des titres transmissibles par la voie de l'ordre, la lettre de change et le billet à ordre, au sujet desquels la loi indique les règles générales de l'endossement, nous nous demanderons quels éléments constituent un endossement irrégulier de ces titres. Nous nous demanderons ensuite quelles doivent être les conséquences de cette irrégularité et quels tempéraments la pratique est venue apporter aux rigueurs de la loi commerciale.

Puis nous rechercherons quelles particularités présente une variété spéciale d'endossement irrégulier, l'endossement en blanc, dont l'emploi de plus en plus fréquent, a donné lieu à d'intéressantes constructions juridiques, tant en doctrine qu'en jurisprudence. Nous étudierons enfin l'endossement irrégulier de certains titres à ordre et les dispositions des législations étrangères concernant cette matière, et nous en profiterons pour

nous livrer à une rapide critique des dispositions légales et des décisions de la jurisprudence en présence des nécessités économiques et des exigences du commerce.

Mais, avant d'aborder cette étude, il est nécessaire que, par une rapide esquisse historique, nous montrions comment se sont formées les règles des articles 137 et 138 du Code de commerce et comment, dès les débuts de l'endossement, la jurisprudence des Parlements s'est efforcée de créer, à côté du régime légal, un régime plus conforme aux véritables intérêts du commerce et aux besoins de la pratique.



APERÇU HISTORIQUE

La clause à ordre, qui n'a guère été employée en France d'une façon courante avant le XVII^e siècle, paraît avoir été connue des peuples commerçants de l'antiquité. Les Hébreux la connaissaient (1), les Grecs aussi, et on a prétendu qu'elle existait peut-être en droit romain (2).

L'ancien droit germanique la connaissait aussi, concurremment avec la clause au porteur, et les documents du VI^e au XI^e siècle indiquent deux variétés de titres à ordre :

1^o *Ceux dans lesquels le débiteur s'engage envers le créancier ou son missus ou même envers le missus seul ;*

2^o *Ceux dans lesquels le débiteur s'engage envers le créancier ou celui à qui ce dernier aura remis le titre en vue d'en exiger le paiement (exactor) (3).*

La seconde de ces deux variétés, la plus récente car elle n'apparaît qu'à la fin du VIII^e siècle, est

(1) TALMUD. « *Je m'engage envers toi ou quiconque réclame pour toi* ».

(2) *Dig. Lev. XLVI, tit. II, loi 11. Delagare est vice suo alium dare creditori, vel cui jusserit (Ulp. lex. 27 ad edictum).*

(3) M^r DEBRAY. *Thèse, Paris, 1892.*

celle qui se rapproche le plus de notre conception moderne de la clause à ordre, car, tandis que le *missus* pouvait prouver sa qualité de toutes les façons, l'*exactor* devait représenter son titre de créance.

En droit français, ce ne fut qu'à partir du XIII^e siècle que l'on commença à rencontrer la clause à ordre soit seule, soit cumulativement dans le même titre avec la clause au porteur, comme cela résulte de différentes expressions « *tibi vel procuratori tuo* », « *vel certo muncio* », « *à son command de lettres portant* », « *à son procureur* ». Le créancier, muni d'un titre renfermant une semblable clause, devait en outre rédiger un écrit dans lequel il désignait son *missus*, son *procurator*, qui se trouvait autorisé désormais à se présenter devant le débiteur pour lui demander de payer. Et lorsque la pratique eut admis que cet écrit pouvait être fait non plus séparément mais sur le titre lui-même, on se trouva en présence d'un véritable endossement. Il convient, d'ailleurs, de faire remarquer que cet endossement du moyen âge n'avait pas, à beaucoup près, la souplesse de notre endossement moderne. L'intention du créancier, qui insérait dans son titre la clause à ordre, n'était pas la plupart du temps de faire de son titre une valeur circulante, mais simplement d'employer un mode de transfert plus rapide et moins coûteux que les modes ordinaires de cession.

La clause à ordre, d'ailleurs, ne se maintint pas

dans notre ancien droit au delà du XV^e siècle, elle se trouva peu à peu éclipsée par la clause au porteur, avec laquelle on la rencontrait fréquemment accouplée. On y vit une stipulation pour autrui incompatible avec l'esprit du droit romain, alors en pleine renaissance, et elle disparut complètement pour ne réapparaître que vers le milieu du XVII^e siècle, sous l'influence du développement croissant de notre commerce. Celui-ci, grâce aux grandes explorations des deux siècles précédents, qui avaient doté les principales nations de l'Europe et particulièrement la France de riches colonies, grâce aussi à la construction des canaux et des grandes routes royales, qui marqua le passage de Sully puis de Colbert aux affaires, prit en peu de temps une extension qu'il n'avait jamais eue jusque là. Les antiques foires, où se donnaient rendez-vous tous les grands traitants de l'Europe, perdirent de leur importance devant la possibilité où l'on se trouvait de se fournir directement, et au fur et à mesure de ses besoins, dans les centres de production. De nombreuses banques s'établirent dans les principales villes du royaume. En présence des nouvelles exigences du crédit, le titre au porteur « *payable en foire* » devenait tout à fait insuffisant. Il se trouvait, depuis longtemps déjà, l'objet de nombreuses attaques de la part des Parlements, qui lui reprochaient de n'établir en aucune façon la preuve que la possession du porteur était régulière et de présenter de trop grands

risques de perte ou de vol. De plus, le titre au porteur ne mentionnait aucune indication permettant, au cas de non paiement, de rechercher, pour recourir contre eux, les différents porteurs. On était bien parvenu à assurer, d'une façon relative, la transmission facile et prompte de la lettre de change en écrivant sur le titre la mention « *pour acquit* » avec la signature du preneur. Par ce moyen, tout détenteur de la lettre pouvait en toucher le montant, et le tiré n'avait pas à craindre d'être obligé de payer deux fois, à cause de la mention « *pour acquit* ». Il était donc relativement facile d'assurer la circulation du titre, mais sans aucune espèce de garantie. C'était là un grave inconvénient pour le crédit, inconvénient auquel les Républiques commerçantes de l'Italie avaient remédié depuis longtemps par l'emploi de la clause « *all'ordine* », entraînant comme corollaire la transmission par endossement. Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'à ses débuts l'endossement fut très étroitement réglementé en Italie. Dès 1560, l'endossement avait pris un développement considérable, contre lequel on songea tout d'abord à réagir, et les « *Pragmatiques de Naples* » de 1607 et de 1617 interdirent la multiplicité des endossements. C'est que, dans la conception primitive, l'endossement ne devait être qu'un moyen donné au créancier de faire toucher la somme qui lui était due par une tierce personne, sans qu'il fut obligé de se déplacer. L'endossataire était un

simple mandataire, auquel l'endossement ne conférait aucun droit propre. Et telle était la rigueur de cette conception, que, lorsque le créancier entendait donner à l'endossataire, mandat de poursuivre en justice le débiteur qui refusait de payer, il était obligé de lui donner une *procuratio in rem suam*, qui faisait de l'endossataire un véritable cessionnaire du titre.

C'était là une entrave bien inutile apportée au commerce, qui ne s'expliquait que par le respect des principes du droit romain, mais dont la pratique ne devait pastarder à avoir raison. Et quand la clause à ordre et l'endossement entrèrent simultanément en France, dans le second quart du XVII^e siècle, ce mode de transmission prit rapidement un développement considérable sans qu'on songeât à lui créer les obstacles qu'il avait rencontrés en Italie.

Toutefois, en présence des services immenses que l'endossement rendait et qu'il était en mesure de rendre, la loi songea à arrêter d'une façon définitive ses formes, ses conditions d'existence et ses effets. Ce fut le rôle de *l'ordonnance de 1673*. C'est dans ce texte législatif, *titre V, articles 23 à 25*, que nous trouvons les premières dispositions relatives à l'endossement irrégulier et à ses effets. Après avoir indiqué les mentions qui doivent entrer dans la rédaction d'un endossement pour que celui-ci soit régulier et puisse transférer la propriété de l'effet, date, nom du bénéficiaire,

valeur fournie, l'article 23 ajoute qu'en l'absence de l'une quelconque de ces mentions il y aura « *endossement* » et non « *ordre* ». A cette époque, en effet, le mot endossement n'avait pas la signification que nous lui connaissons aujourd'hui ; il désignait tout simplement toute mention mise au verso d'un titre pour donner à la personne à qui le titre était remis, procuration pour en toucher la valeur. Tandis que l'endossement translatif tel que nous le concevons actuellement portait à cette époque le nom d'*ordre*. Ce n'est que peu à peu que le mot endossement prit le sens qu'il a aujourd'hui. Quoiqu'il en soit, il résulte de la rédaction de l'article 25 que l'endossement irrégulier ne valait que comme procuration et non comme transmission de propriété. Cette décision de l'ordonnance avait d'ailleurs une origine historique. Nous avons vu qu'avant la réapparition de la clause à ordre la circulation de l'effet était assurée par la clause « *pour acquit* », qui permettait à une personne autre que le créancier primitif de toucher le montant de la lettre de change. Cette clause avait rendu d'importants services et l'introduction de la clause à ordre ne la fit pas disparaître. On décida que, quand une des mentions exigées pour la régularité de l'endossement viendrait à faire défaut, il y aurait simplement « *pour acquit* ». Et comme dans le pour acquit le porteur n'était qu'un mandataire du titulaire, qu'un procurator, on donna à l'endossement irrégulier le nom

de procuration, qui figure en toutes lettres dans le texte de l'ordonnance.

Si l'ordonnance de 1673 avait tenu à se montrer aussi sévère dans la sanction des formes qu'elle imposait à l'endossement, c'est que depuis quarante ans environ que ce mode de transfert avait acquis en France droit de cité, une variété d'endossement extrêmement simplifiée et rendant de grands services à la pratique, mais dangereuse à cause de sa simplicité même, n'avait pas tardé à se répandre. C'était l'endossement en blanc consistant en une simple signature apposée par le cédant au verso du titre, qui était ensuite remis au cessionnaire. Nous verrons, au cours de cette étude, quel est aujourd'hui le sort d'un pareil endossement et quelles sont, en ce qui le concerne, les décisions de la jurisprudence et de la doctrine modernes.

Au XVII^e siècle, les auteurs, n'apercevant que les inconvénients qui pouvaient résulter de l'endossement en blanc, s'élevèrent vigoureusement contre lui, si bien que, s'inspirant de leurs critiques, l'ordonnance de 1673, par son silence en ce qui concerne ce mode particulier d'endossement, le soumit au régime des endossements irréguliers ordinaires.

Voici quels étaient, d'après Savary (1), les principaux griefs à retenir contre l'endossement en blanc :

(1) Parfait négociant. PARÈRE 153.

1° Facilité donnée au commerçant qui voulait favoriser un de ses créanciers de préparer à l'avance un endossement en blanc de façon à n'avoir plus qu'à le remplir au nom de ce créancier lors de la cessation des paiements ;

2° Le commerçant sur le point de tomber en faillite pouvait soustraire une partie de son actif au gage de ses créanciers en remplissant un endossement en blanc avec le nom d'un complice ;

3° En cas de perte d'un titre endossé en blanc, ceux qui le trouvaient, s'ils « n'étaient pas des gens de bien, pouvaient remplir les ordres à leur profit particulier ou de quelques autres » ;

4° Enfin, les héritiers pouvaient facilement détourner les effets endossés en blanc.

Comme le fait remarquer M. Wahl (1), le titre au porteur présentait également, et à un degré plus grand encore, les mêmes inconvénients, et personne n'avait songé à le prohiber à cause de cela.

D'ailleurs, si la doctrine avec Savary, Jousse (2), Bornier (3), était unanime contre l'endossement

(1) WAHL « Des Titres au porteur, tome I, n° 139.

(2) Commentaire de l'ordonnance de 1673. Note sur l'article 23 : « *Quand on met simplement sa signature au bas d'une lettre de change sans rien écrire au-dessus, on doit être censé ne l'avoir mise que pour être remplie d'un reçu par celui qu'on a chargé de recevoir le montant de la lettre et pour lui tenir lieu de procuration* ».

(3) BORNIER. Conférence des ordonnances de Louis XIII, tome II, page 596. « *Celui à qui la lettre était payable ou à*

en blanc, il s'en fallait de beaucoup qu'il fut jugé avec la même sévérité par la pratique à laquelle il avait rendu et devait rendre encore les plus signalés services en permettant aux titres de circuler plus facilement et sans laisser de traces des négociations dont ils étaient l'objet. Aussi, un mouvement de protestation contre l'ordonnance ne tarda-t-il pas à se dessiner, mouvement dont les Parlements s'inspirèrent dans leurs décisions. Ce mouvement ne fit que s'accroître dans le siècle suivant, surtout lorsqu'il eut reçu en quelque sorte la consécration du pouvoir par une lettre de 1747 écrite par le chancelier d'Aguesseau au procureur général du Parlement de Toulouse, qui le consultait sur l'attitude que le Parlement devait tenir en présence des termes de l'ordonnance de 1673 et de la coutume désormais certaine qui faisait de l'endossement en blanc un endossement translatif.

« Les abus, dit d'Aguesseau, dont la crainte a suspendu la décision du Parlement, ne peuvent être mis en balance avec les grands avantages qui résultent pour le bien et la facilité du commerce de l'usage des billets au porteur et *des endossements écrits en blanc* sur la lettre de change.

son ordre mettait seulement sa signature au dos de la lettre et celui entre les mains duquel elle était remise remplissait l'ordre d'un nom tel que bon lui semblait, et si ce négociant venait à faire faillite, cette lettre était un effet détourné aux créanciers, au lieu que si l'ordre eût été rempli de son nom pour lui être payé, il n'eût pu disposer que par son ordre ».

Aussi ces abus sont du nombre de ceux que les lois humaines ne sauraient prévenir entièrement et qui, ne pouvant causer que quelques inconvénients particuliers, sont plus que compensés par l'utilité publique ».

Aussi, à partir de cette époque, une jurisprudence absolument constante reconnaît-elle, à l'endossement en blanc, la valeur d'un endossement translatif.

(Parlement de Paris 4 février 1717. Parlement d'Aix 1732. Parlement de Flandre 7 avril 1784) (1).

Le seul arrêt contraire est un arrêt d'Aix du 19 juillet 1777, rapporté dans le journal de la Cour d'Aix, année 1778, où il est suivi d'une note ainsi conçue : « Cette décision, fondée sur le texte de l'Edit de 1673, est contraire à ce qui se pratique dans toutes les places de commerce, à la jurisprudence universelle de la France et même à divers arrêts du Parlement d'Aix, d'après lesquels on a toujours tenu pour certain que l'endossement en blanc d'un effet de commerce transporte la propriété ».

Malgré la grande faveur dont jouissait l'endossement en blanc, celui-ci fut interdit par les législateurs de la Révolution (loi du 22 vendémiaire de l'an IV). L'effet négocié en blanc devait être confisqué et sa valeur partagée par moitié entre le fisc et le dénonciateur ; l'agent de change, com-

(1) Rapportés dans Merlin, v^o Endossement.

plice de cette négociation, était frappé de destitution. Ces dispositions eurent d'ailleurs le sort de celles de l'ordonnance de 1673 ; elles ne furent jamais appliquées et l'endossement en blanc n'en resta pas moins très employé.

Dans la période intermédiaire jusqu'à la rédaction du Code de commerce, la jurisprudence resta assez flottante en ce qui concerne l'endossement en blanc, se prononçant tantôt en faveur de l'effet translatif de cet endossement, tantôt contre lui. Cette divergence se comprend par le rôle donné à la Cour de Cassation. D'un côté, comme le fait remarquer Merlin, elle ne pouvait casser les arrêts refusant l'effet translatif à l'endossement en blanc, puisque ceux-ci étaient conformes aux dispositions de l'ordonnance de 1673, qui faisait de nouveau loi en la matière. Elle ne pouvait d'ailleurs annuler ceux qui se montraient favorables au transfert de la propriété, ceux-ci étant conformes aux us et coutumes généraux du commerce.

Il résulte des travaux préparatoires du Code de commerce que l'adoption dans les articles 137 et 138 des dispositions de l'ordonnance de 1673 n'alla pas sans une très forte opposition de Corvetto, qui se prévalait des intérêts du commerce et de l'approbation donnée par d'Aguesseau lui-même à l'effet translatif de l'endossement en blanc. Mais l'esprit de l'ordonnance trouva un éloquent défenseur en la personne de Bégouen, et finit par triompher au mépris des intérêts bien entendus,

du commerce. Il est vrai que, comme nous le verrons par la suite, la pratique a su réduire à peu près à l'état de lettre morte l'article 138, en ce qui concerne les effets de l'endossement en blanc; elle permet à l'endosseur de prouver qu'il a entendu faire un endossement translatif, et au porteur de remplir à son profit l'endossement en blanc. Comme sous le régime de l'ordonnance de 1673, comme sous celui de vendémiaire an IV, la Cour de Cassation et les Cours d'Appel, s'inspirant des véritables besoins du commerce et du crédit, sont parvenues à édifier, parallèlement à la loi, une jurisprudence constante dont personne ne songe plus à contester la légitimité.

PREMIÈRE PARTIE

De l'endossement irrégulier de la lettre de change et du billet à ordre

CHAPITRE PREMIER

DES MENTIONS DONT L'ABSENCE REND L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER

Les mentions exigées par l'article 137 pour la régularité de l'endossement sont au nombre de trois :

- 1° La date ;
- 2° L'indication de la valeur fournie ;
- 3° Le nom du bénéficiaire de l'endossement.

L'absence de l'une de ces mentions rend l'endossement irrégulier et l'empêche de valoir comme mode de transfert de la propriété, mais elle ne lui enlève pas tout effet. L'endossement irrégulier vaut encore comme mandat de toucher le montant du titre, mandat donné au cessionnaire par le cédant. Il n'en est pas ainsi pour l'endossement nul, dont la loi n'a point parlé. L'endossement nul, en effet, est dénué de toute valeur juridique ; il importe que nous en disions quelques mots avant d'aborder l'étude de l'endossement irrégulier proprement dit.

SECTION I^{re}

De l'endossement nul

La nullité d'un endossement peut résulter de vices qui affectent le fond de l'acte lui-même ou de certains vices de forme. Des premiers nous ne dirons rien, et il nous suffira de renvoyer le lecteur à la théorie générale des vices du consentement.

Il faut, en effet, pour qu'un endossement soit valable, que la volonté de l'endosseur n'ait été entravée en aucune façon et que celui-ci soit propriétaire du titre et capable de s'obliger, tant d'une façon générale qu'au point de vue plus spécial du change (1). Quant aux conditions de forme auxquelles donne lieu l'endossement, elles résultent de l'esprit et du texte de la loi.

L'endossement, comme son nom l'indique, doit être nécessairement un acte écrit, car c'est seulement par l'écriture qu'on pourra fixer au dos du titre les mentions qui le constituent. Celles-ci, d'ailleurs, ne sont pas forcément écrites de la main du signataire, ni même nécessairement manuscrites ; souvent elles sont apposées à l'aide d'un timbre humide. Mais il faut qu'il y ait un écrit et l'endossement ne peut pas plus être verbal,

(1) Conformément aux articles 113 et 114, les mineurs, les femmes et les filles non commerçants sont incapables de s'obliger par lettres de change.

disent MM. Bravard et Demangeat, que la lettre de change elle-même.

De plus, l'endossement doit être porté sur le titre lui-même, au dos de celui-ci, et non pas fait par acte séparé. Certes, comme nous le disons au début de cette étude, la créance constatée dans le titre à ordre pourra fort bien être transportée suivant les formes de l'art. 1690 du Code civil, signification ou acceptation authentique, mais ce sera un acte distinct, qui ne pourra en aucune façon prétendre à la dénomination d'endossement et qui n'en produira aucunement les effets.

Bien que le mot d'endossement soit suffisamment significatif par lui-même au point de vue de la place que doit occuper la mention qui le constitue, la plupart des auteurs prétendent que celui-ci ne serait pas nul si, au lieu d'être apposé au verso, il était apposé au recto du titre. Nous ne partageons pas cette façon de voir, qui aurait selon nous, l'inconvénient de surcharger le recto de l'effet et d'embrouiller les mentions limitées par la loi qui doivent seules s'y rencontrer. Cette façon d'agir aurait également l'inconvénient, au cas d'endossement en blanc, de laisser croire à l'existence d'un aval. Et puis, dans l'habitude ou l'on est de rechercher les endossements au verso des effets, il y aurait danger qu'un endossement écrit au recto pût passer inaperçu.

Lorsque le verso du titre est complètement recouvert par les endossements, comme cela peut

se produire dans les effets à longue échéance, on en est quitte pour coller au titre une « allonge » sur laquelle on pourra continuer à écrire des endossements.

S'il n'est pas nécessaire que l'endossement soit écrit de la main de l'endosseur, s'il peut être apposé à l'aide d'un timbre humide ou de caractères d'imprimerie, il est absolument obligatoire qu'il soit signé par l'endosseur lui-même. L'endossement est en effet, un acte sous seing privé qui ne pourrait même au dire de certains auteurs (1), bien que cela nous semble fort contestable, revêtir la forme authentique, et la signature du cédant peut seule donner à cet acte l'existence.

Telles sont les conditions auxquelles un endossement acquiert une valeur juridique. Mais nous avons vu que cette valeur peut être altérée dans ses effets par le défaut de certaines mentions auxquelles nous arrivons, et dont l'absence, sans annuler l'endossement, rend celui-ci irrégulier et incapable de réaliser le transport de propriété.

SECTION II

De l'irrégularité de l'endossement pour défaut de date

Il est facile de comprendre pourquoi la date de l'endossement a été jugée si importante par les

(1) PARDESSUS, tome II, n° 343.

législateurs de 1673 et de 1807. Dans une législation comme la nôtre, où tous les actes juridiques supposent de la part de celui qui les passe, un âge minimum, et où la plupart cessent de pouvoir être légalement passés à partir du moment où leur auteur a subi certaines déchéances, la date est, pour ainsi dire, la clé de la capacité juridique. En matière commerciale, notamment, et surtout en matière de change, la date est d'une importance capitale. C'est elle qui permettra, par exemple, de connaître les fraudes commises par un porteur indélicat à la veille d'être déclaré en faillite, dans le but de dérober à la masse de ses créanciers une grande partie de son actif en le gardant pour lui ou en avantageant certains de ses créanciers au détriment des autres. Quoi de plus facile, en effet, pour un individu malhonnête, que de remettre son titre revêtu d'un endossement non daté à un tiers qui lui en verserait le montant, ou d'endosser l'effet, toujours sans le dater, à l'ordre d'une personne qu'il désire avantager ? Et cependant le droit commercial est loin de se montrer aussi exigeant que le droit civil en ce qui concerne la certification de la date des actes sous seing privé. Tandis qu'en droit civil un fait postérieur à la date doit confirmer la sincérité de celle-ci, enregistrement, décès du signataire, relation de l'acte sous seing privé dans un acte authentique, le droit commercial, dérogeant à la règle de l'article 1328 du Code civil, admet que l'acte sous seing privé

constatant une opération commerciale, fait foi de sa date par lui-même, sauf aux tiers à prouver l'inexactitude de la date. Ainsi l'exigeaient en effet, les raisons de célérité qui sont la base du commerce. A plus forte raison en est-il ainsi pour les effets de commerce, dont la circulation rapide ne saurait s'accommoder de la nécessité de l'enregistrement. Aussi est-il universellement admis que la négociation du titre fait foi de la date de son émission et de ses endossements. L'on conçoit que, dans ces conditions, en présence des tentations de fraudes, de la facilité avec laquelle elles peuvent être commises, de la gravité de leurs conséquences, la loi commerciale se soit montrée si sévère en ce qui concerne la date de l'émission et des transmissions de l'effet de commerce. Nous verrons dans un instant comment elle a assuré le respect de ses intentions sur ce point en prononçant contre l'antidate des peines criminelles de la plus grande sévérité.

Si la loi exige en termes impératifs que l'endossement soit daté, elle n'indique pas les différents éléments qui doivent constituer cette date. Mais depuis longtemps la jurisprudence et les habitudes du commerce sont fixées sur ce point, et suppléent au silence de la loi. La date doit contenir l'année, le quantième du mois et rien de plus. L'indication du jour de la semaine n'est pas nécessaire, non plus que celle du lieu où l'endossement a été fait. L'indication du lieu, qui se com-

prenait avant la loi du 7 juin 1894, supprimant la remise de place en place, n'était même pas alors requise pour l'endossement, mais seulement pour l'effet lui-même.

Autrefois on admettait, dans une certaine mesure, que la date pouvait être valablement remplacée par certaines mentions abrégées, indiquant qu'il fallait se référer à une date précédemment énoncée dans le corps de l'effet ou dans un précédent endossement. Telles étaient les mentions : « payez à l'ordre de M. X... la valeur en marchandises *ut supra* ou bien encore *ut retro*. » Mais un arrêt de cassation (1) du 13 juin 1817 et un arrêt de Colmar du 5 février 1826 ont jugé définitivement que de telles mentions ne remplissaient en rien le vœu de la loi en ce qui concerne la date et n'empêchaient nullement l'endossement qui les renfermait d'être irrégulier.

« Attendu, dit le premier de ces deux arrêts, que la date dans les ordres est de rigueur pour qu'il puissent produire l'effet de transmettre la propriété au porteur de la lettre de change, et que les mots : « *ut retro, ut supra* » n'expriment une date dans aucun idiome, qu'ils peuvent signifier toute autre chose suivant la place qu'ils occupent dans le discours ; que s'il y a de la vraisemblance que ces mots se rapportent plutôt à la date qu'à toute autre choses, dans les ordres, ce n'est là

(1) MERLIN. Questions de droit, Endossement, I, p. 668.

(2) DALLOZ. V^o Endossement, n^o 388, note 3.

qu'une présomption ; qu'il faut, pour en faire application à la date, que le juge exerce un pouvoir discrétionnaire, qu'il explique, qu'il interprète, qu'il commente, qu'il compare, qu'il recoure à des actes étrangers, tandis que le Code, en exigeant que les ordres soient datés, a voulu qu'à la simple lecture de l'ordre, on pût préciser si la formalité prescrite a été remplie. »

La date, d'ailleurs, doit être exacte (1), et indépendamment de ce que nous dirons au sujet de l'antidate, il a été jugé (Colmar, 18 janvier 1823) (2) qu'un endossement portant une date dont la fausseté résultait évidemment des circonstances, par exemple de ce fait qu'à la date indiquée l'endosseur était dans un pays éloigné, ne valait que comme procuration.

Cette décision, qui prétend éclairer un endossement dont les mentions seraient inexactes, à l'aide de faits extrinsèques à celui-ci et des circonstances dans lesquelles cet endossement aurait été rédigé, nous amène à étudier une question qui a donné lieu à des opinions contradictoires et qui peut être posée sous cette forme :

Au cas de défaut de date ou de date incomplète, l'endossement peut-il cependant être considéré comme régulier s'il est possible, à l'aide d'éléments

(2) NOUGUIER. Des lettres de change et des effets de commerce, t. I, n° 628.

(2) DAL. 17. 834.

extérieurs, de reconstituer cette date dans son intégrité ?

Cette question, qui avait été déjà posée dans notre ancien droit par Savary et Pothier, est tranchée par le premier de ces deux auteurs dans le sens de la négative. Savary (1) nie énergiquement qu'on puisse valablement remplacer dans un endossement la date absente par un protêt faute d'acceptation, ou par un aval en faveur de l'endosseur, survenu postérieurement à l'endossement non daté et indiquant la date de celui-ci. Pothier, de son côté, se montre hésitant sur la question (2). Il reconnaît volontiers que la date de l'aval étant nécessairement postérieure à celle de l'endossement que cet aval garantit, que la date du protêt étant nécessairement subséquente à celle de l'endossement, indiquent suffisamment que celle-ci leur est antérieure. Mais il ajoute que l'endosseur irrégulier, faute d'avoir daté son endossement, ayant aux termes de la loi conservé la propriété du titre, se trouverait exposé, si l'on admettait cette solution, à être injustement exproprié par un aval ou un protêt auquel il n'aurait eu aucune part.

Depuis le Code de 1807, M. Pardessus s'est nettement prononcé dans le sens de l'opinion de Savary.

« Aucun moyen, dit-il, ne peut être employé pour

(1) SAVARY, page 16, chap. 3.

(2) POTHIER. *Traité du Contrat de change*, n° 40 et suivants.

couvrir le vice provenant du défaut de date. Ainsi l'authenticité d'un acte dans lequel la date serait énoncée ne pourrait servir à le régulariser en lui donnant la date certaine de cet acte (1). »

MM. Bédarride (2), Gouget et Merger (3), Lyon-Caen et Renault (4), le *Répertoire* de Dalloz (5) n'hésitent pas à admettre la même solution, qui se trouve avoir pour elle la grande majorité des auteurs. Enfin, un arrêt du 14 août 1811 (6) décide d'une façon générale que l'irrégularité résultant d'un endossement non daté ne peut être couverte par des actes postérieurs.

Cependant, l'opinion contraire a été soutenue par M. Ruben de Couder (7), qui s'appuie sur un arrêt récent de cassation (8). Cet arrêt décide que, dans le cas de date incomplète, il peut être permis au Tribunal saisi de la contestation de rétablir cette date à l'aide d'éléments d'appréciation tirés des circonstances. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un endossement qui avait été apposé à l'aide d'un timbre humide. Le timbre, insuffisamment

(1) PARDESSUS, tome II, n^{os} 333 et 345.

(2) BÉDARRIDE, tome I, n^o 307.

(3) GOUGET et MERGER, V^o Endossement, n^o 30.

(4) LYON-CAEN et RENAULT, tome IV, n^o 122.

(5) V^o Effets de commerce, n^o 389.

(6) PAL. I. 9. 557.

(7) Supplément au *Dictionnaire de Droit commercial*, V^o lettre de change, n^o 87 bis.

(8) Cassation 9 novembre 1896. DAL. 97. I. 316.

Pand. franç. 97. I. 94.

humecté, avait bien marqué le jour, le mois, mais sur les quatre chiffres dont se composait le millésime, le quatrième seul, un 3, s'était trouvé imprimé. « Attendu, dit la Cour de Cassation, que le jugement déclare que le billet ayant été souscrit en 1880, le millésime de l'endossement ne pouvait être que 1883 et 1893; que le Tribunal déclare, en outre, qu'on ne saurait contester sérieusement que la date de la transmission par B et V à l'ordre de la Société ne soit celle du 29 août 1893, parce que cela résulte tant des livres de ces négociants que de ceux de la Société Générale; attendu qu'en déterminant ainsi les éléments exacts de la date apposée à l'endossement litigieux et en décidant par suite qu'il n'était pas dépourvu de date et n'était pas irrégulier, l'arrêt n'a pas violé la loi, »

On voit, en somme, qu'il s'agit d'une espèce toute particulière dans laquelle le défaut de date résultait d'un événement entièrement fortuit auquel la faute de l'endosseur n'avait, en somme, aucune part. Et nous ne pensons pas qu'une décision en ce sens sur un point aussi spécial puisse être généralisée et servir de base à une jurisprudence comme à une doctrine nouvelles, en présence surtout de l'imposante doctrine qui a soutenu l'opinion contraire. Il nous semble aussi que la nature même du titre à ordre, qui est de circuler rapidement et pour cela de ne comporter aucune interprétation parfois laborieuse, toujours gênante, des mentions qui le

constituent, ne permet pas de rectifier à l'aide de recherches plus ou moins longues, plus ou moins exactes dans leurs résultats, les lacunes ou les erreurs que sa rédaction peut présenter.

Toutefois, tout en admettant, pour la régularité de l'endossement, la nécessité d'une date exprimée à laquelle il ne pourra être suppléé, comme d'ailleurs à toute autre mention substantielle, par aucun élément extrinsèque d'appréciation, il est permis de se demander si la date est requise avec la même sévérité pour l'endossement de toute espèce de lettre de change et si notamment les lettres de change à l'ordre, non pas d'un tiers, mais du tireur lui-même, ont besoin, pour être valablement transmises, d'un endossement daté.

La question a été posée par la Cour de Cassation et résolue par celle-ci dans un arrêt du 2 prairial de l'an III. La lettre de change à l'ordre du tireur, disait en substance cet arrêt, n'est parfaite, en tant que lettre de change, que par l'endossement passé par le tireur à l'ordre d'un tiers ; tant que la lettre reste entre les mains du tireur bénéficiaire sans avoir été revêtue par celui-ci d'aucun endossement, il n'y a pas à proprement parler de lettre de change. L'endossement qui lui donnera cette qualité n'aura donc nul besoin d'être daté, car sa date sera alors celle qui existe déjà dans le corps même de l'effet et qui a été apposée lors de la rédaction de celui-ci.

Cette jurisprudence, nous devons le dire tout de

suite, n'a pas été suivie depuis. Deux autres arrêts de cassation, l'un du 23 juillet 1817 (1), l'autre du 14 novembre 1821 (2), ont formellement décidé qu'il n'y avait pas lieu de distinguer et que la généralité des termes de l'art. 137 ne permettait pas d'établir une différence entre l'endossement des effets à l'ordre du tireur et celui des effets à l'ordre d'un tiers. Et de nouvelles décisions (3) sont venues dans la suite confirmer sur ce point la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Un éminent auteur, M. Bédarride, a reproché à la Cour de Cassation de s'être ainsi déjugée. Selon lui, l'arrêt du 2 prairial de l'an XIII aurait dû inspirer d'une façon définitive la jurisprudence postérieure. L'exception qu'il vient d'apporter à l'art. 137 du Code de Commerce se justifie, dit-il, pleinement; l'omission de la date n'aurait plus, dans ce cas, d'autre effet que de « *rapporter le moment de l'endossement à la date de la lettre de change, tout comme dans l'hypothèse contraire (défaut de date de la lettre) la lettre de change emprunterait celle de l'endossement* » (4). » La Cour de Cassation a donc commis une erreur en jugeant comme elle l'a fait dans ses arrêts de 1817, de 1821 et de 1831. Elle eût dû tenir compte de la

(1) SIREY, 18. I. 20.

(2) SIREY. 22. I. 229.

(3) Cassation, 15 juin 1831. S. 31. I. 411.

(4) BÉDARRIDE, De la lettre de change. Tome II. N^o 306 à 308.

différence qui existe entre la lettre de change proprement dite, c'est-à-dire à l'ordre d'un tiers, et la lettre à l'ordre du tireur lui-même, laquelle n'existe que par l'endossement qui en est fait ; elle eût dû, en un mot, reconnaître à l'art. 137 une exception que la nature des choses rendait nécessaire.

Nous ne pensons pas, pour notre part, que ces critiques soient justifiées. La tendance certaine de la jurisprudence comme de la doctrine est, nous l'avons vu, de ne pas permettre qu'il puisse être suppléé au défaut de date de l'endossement à l'aide d'éléments extérieurs à l'endossement lui-même, fussent-ils pris dans le titre, et la généralité des termes de l'art. 137 ne permet pas d'apporter une semblable dérogation aux règles de forme de l'endossement.

ANTIDATE.— Nous avons dit que la loi s'était montrée fort sévère pour la répression des fraudes commises dans la date des endossements. L'art. 139, en effet, est ainsi conçu : « *Il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux.* »

Or, comme nous sommes en matière commerciale, l'auteur d'une antidate est passible de la peine des travaux forcés à temps (art. 147 C. pén.) (1). Cette sévérité se justifie suffisamment par les fraudes que l'impunité ou une sanction trop peu sévère rendraient trop fréquentes dans

(1) RUBEN DE COUDER. V^e Lettres de change, n^o 501.
BOISTEL, n^o 705.

une matière où la sincérité de la date est la sauvegarde des droits des tiers. Nous avons montré, en effet, comment, à la veille d'une faillite, il serait facile au porteur indélicat de soustraire à la masse de ses créanciers une partie de son actif ou, ce qui reviendrait au même, d'avantager certains de ses créanciers au détriment des autres. Il en est de même en matière d'aval donné pour cautionner certaines signatures de la lettre, cet aval s'appliquera aux seules signatures antérieures. Il serait trop facile, en faussant la date d'un endossement, de laisser croire que celui-ci est cautionné par une garantie qui, en réalité, ne s'applique pas à lui.

L'antidate ou plutôt la fausse date ne suppose pas nécessairement une mention mensongère apposée par l'endosseur. Elle peut résulter, comme cela a été jugé par un arrêt de la Cour de Cassation du 29 janvier 1847 (1), de la transposition faite par un endosseur qui place son endossement au-dessous d'un autre avant lequel il aurait dû se trouver. Un sieur Lafargue, voulant se procurer 200 fr., avait obtenu des sieurs Boisset et Ruaud la promesse que ceux-ci endosseraient des effets de cette somme, sous cette condition que Boisset signerait comme premier endosseur et Ruaud comme second. Une traite de 200 fr. avait été souscrite par Lafargue à l'ordre de Boisset. Celui-ci avait endossé la traite en blanc, c'est-à-dire en se contentant d'apposer sa signature sans aucune

(1) DAL. 1847. I. 469.

autre mention. Ruaud s'était également contenté de signer à la suite de Boisset, en laissant lui aussi un blanc pour l'endossement. Puis Boisset, ayant eu plus tard l'effet en sa possession, avait biffé sa signature et l'avait inscrite au-dessous de celle de Ruaud : « Attendu, dit l'arrêt, qu'en intervertissant ainsi les endossements par la transposition frauduleuse de sa signature, Boisset avait porté atteinte aux garanties que présentait la lettre de change dans son état primitif, altération qui pouvait devenir pour les porteurs de la traite la cause d'un préjudice, et qu'en reconnaissant dans cet état des faits les caractères du crime de faux, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé l'art. 147 du Code pénal, a justement appliqué à ces faits la condamnation spécifiée par cet article, rejette... »

Nous verrons par la suite, en étudiant l'endossement en blanc, c'est-à-dire l'endossement où figure la seule signature de l'endosseur, que le porteur d'un titre ainsi endossé peut, sous certaines conditions, remplir le blanc à son profit. Or, le porteur qui, en remplissant le blanc, date l'endossement non pas du jour où il a rempli l'effet, mais de celui où le titre lui a été remis en blanc, ne se rend aucunement coupable d'une antidate (1).

Si la loi s'est montrée si sévère en matière d'antidate, elle n'a rien changé en ce qui concerne l'administration de la preuve du faux. C'est à celui

(1) Cass. 3 avril 1848. PAL. 48. 2. 96.

qui prétend qu'un endossement a été faussement daté de prouver la fausseté de la date. Celle qui est apposée sur le titre doit, en effet, faire foi jusqu'à preuve contraire et elle s'impose aux parties tant qu'il n'a pas été prouvé qu'elle est fausse.

D'ailleurs, de ce qu'une date est fausse, il ne résulte pas forcément qu'un faux ait été commis et que l'auteur de la mention inexacte tombe sous le coup des articles 139 Com. et 147 Pén. « Ce que la loi veut atteindre, dit M. Nougier, ce qu'elle considère comme un faux, c'est la déclaration sciemment mensongère à l'aide de laquelle on veut se créer des droits qui n'existeraient pas sans elle (1). Et il a été jugé (cassation 21 décembre 1864 (2)) que dès lors que l'antidate ne résulte pas d'une intention frauduleuse, mais d'une simple erreur non déloyale, l'endossement garde tout son effet et transmet la propriété conformément à l'intention de son auteur. C'est, en somme, l'application toute naturelle de ce principe de droit criminel qu'il n'y a infraction que s'il y a eu intention et possibilité de nuire.

On peut se demander si l'antidate d'un billet à ordre endossé pour une cause civile, doit être assimilée à l'antidate commise dans l'endossement d'une lettre de change. Il est certain, en présence

(1) NOUGIER. *Des lettres de change*, tome I, n° 625.

(2) PAL. 1865. 71

SIREY. 1865. I. 45.

DALLOZ. 1865. I. 30.

de l'art. 187 du Code de commerce, qui assimile, au point de vue de l'endossement, les billets à ordre et les lettres de change, sans distinguer si le billet a une cause civile ou commerciale, que celui-ci fera preuve de sa date par lui-même et que l'antidate sera punissable. Mais nous sommes ici, en matière de faux en écriture privée, punissable non plus des travaux forcés à temps, mais de la réclusion (art. 150 C. pénal), et comme les textes répressifs ne sauraient être susceptibles d'extension, nous pensons que la peine encourue sera celle du faux en écriture privée.

SECTION III

De l'irrégularité de l'endossement pour défaut d'indication de la valeur fournie

Le Code civil, qui met au nombre des conditions nécessaires à la validité des contrats l'existence d'une cause licite (art. 1108 *in fine* et 1131), n'exige pas que cette cause soit exprimée, et l'on peut dire que tel est également le droit commun en matière commerciale. Il existe toutefois une grave dérogation à ce principe en ce qui concerne les titres à ordre et la transmissibilité de ceux-ci par voie d'endossement. Les art. 110 et 188 du Code de commerce exigent, en effet, que la lettre de change et le billet à ordre énoncent la valeur fournie, et l'art. 137 reproduit la même exigence en ce qui concerne l'endossement.

Cette dérogation au droit commun, qui est inconnue dans les législations des pays commerçants (1) (Angleterre, Etats-Unis, Autriche, Allemagne, Belgique), ne peut s'expliquer que par des raisons historiques. Lorsque s'établit en France, au XVIII^e siècle, l'usage de l'endossement, on prit l'habitude d'énoncer toujours que la valeur avait été fournie alors même qu'il n'en était rien, « parce que le preneur ne voulait pas laisser paraître sur un papier destiné à la circulation, qu'il prenait des lettres de change à crédit » (2). En présence des nombreux abus auxquels cette coutume aurait donné lieu de la part des négociants qui, sur le point de tomber en faillite, négociaient l'effet et constituaient ainsi créancier le tireur, sans que la valeur eût été fournie, l'ordonnance de 1673 exigea « *l'énonciation de la valeur fournie en deniers ou autrement* » (3). Et au titre V, art. 23, elle décida que les endossements qui n'indiqueraient pas la valeur fournie en argent, marchandises ou autrement, ne serviraient que « *d'endossement* » et non d'« *ordre* ».

Notre Code de commerce a reproduit les dispositions de l'ordonnance en ce qui concerne la mention de la valeur fournie dans la rédaction de la lettre de change. Il les a reproduites aussi en

(1) MITTERMAIEN, *Revue étrangère et critique*, t. VIII, p. 113.

(2) MASSÉ. *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, t. IV, n° 139.

(3) Titre V, art. 1^{er}.

ce qui concerne l'endossement, mais avec cette différence que, pour celui-ci, l'art. 137 se contente d'exiger la mention que la valeur a été fournie, sans exiger l'indication de la manière dont elle l'a été. Il est vrai que la Cour de Cassation, par une jurisprudence aujourd'hui certaine, a complété sur ce point les dispositions de la loi. Elle a décidé (1) que l'endossement qui indiquerait simplement que la valeur a été fournie sans aucune énonciation ne saurait être considéré comme un endossement régulier. L'art. 137, dit-elle, se réfère implicitement à l'art. 110, qui exige dans la rédaction de la lettre de change l'indication de la mention dont la valeur a été fournie. C'est là une exigence véritablement excessive et qui ne se justifie en aucune façon, non plus d'ailleurs que la nécessité d'une pareille mention dans le corps même de l'effet. Pour empêcher « que la lettre de change (ou l'endossement) fût employée à déguiser un contrat de prêt, dit le Répertoire de Dalloz (2), on a exigé qu'elle contînt l'indication de la valeur fournie. Si le preneur ne fournissait pas la valeur et que le tireur donnât mandat à l'accepteur de payer, il n'y aurait qu'un contrat de prêt dans lequel le preneur (ou l'endossataire) serait l'emprunteur, le tireur (ou l'endosseur) le prêteur. »

(1) Cassation 24 juin 1812. SIREY. 1812. I. 338.

— 18 mai 1813. SIREY. 1813. I. 336.

Voir aussi Pau, 18 juillet 1837. PAL. 1838. I. 105.

(2) VERBO. *Effets de commerce*, n° 79.

A cela il est facile de répondre avec M. Demangeat que le prêt pourrait aussi bien se cacher sous l'apparence d'un effet causé « valeur en compte » (1). De plus, l'exigence de la loi étendue par la jurisprudence à l'endossement, à cet inconvénient très grave que de la valeur des termes employés dépend la validité de l'endossement. Si la jurisprudence, en effet, est aujourd'hui à peu près fixée sur la valeur des différentes mentions employées pour exprimer la façon dont la valeur a été fournie, les commerçants qui ne sont pas nécessairement au courant des arrêts peuvent se tromper gravement dans la rédaction de leur endossement et se servir d'expressions dénuées de tout effet. Il est vrai qu'il existe un critérium à peu près certain, et qui permettra au négociant de se rendre compte de la valeur des termes qu'il emploie. Toutes les fois que la mention sera sérieuse, précise, ou indiquera avec clarté la cause de la cession, elle sera valable, et l'endossement sera translatif de propriété. Toutes les fois, au contraire, que cette mention sera ambiguë, obscure, et qu'elle ne pourra renseigner les tiers sur la cause de l'endossement, celui-ci sera irrégulier et ne vaudra que comme procuration.

C'est ainsi qu'il a été jugé et qu'il est maintenant universellement admis que si les mentions : *valeur en marchandises, valeur reçue comptant,*

(1) BRAVARD-VEYRIÈRES annoté par Demangeat. *Traité du droit commercial*, tome III, page 56, note 1.

valeur en espèces, valeur en compte, valeur en garantie (1), sont absolument suffisantes et répondent au vœu de la loi, les mentions: *valeur fournie, valeur reçue, valeur en recouvrement, valeur en moi-même, valeur en retour* qui ne signifient absolument rien (2) au point de vue de l'expression de la cause de l'endossement, rendent celui-ci irrégulier. Il en est de même de la mention que l'endossement a pour cause un don; cela reviendrait à dire, en effet, qu'il n'y a pas eu de valeur fournie.

L'indication de la valeur fournie, comme celle de la date, ne peut être suppléé par aucune preuve extrinsèque à l'endossement. C'est ainsi que par arrêt du 31 décembre 1840 (3), la Cour de Paris décide que le porteur, en vertu d'un endossement en blanc qui justifie en avoir fourni la valeur, n'a d'action que contre son cédant immédiat et contre le souscripteur du billet et non contre les autres endosseurs en blanc.

Si la loi exige la mention de la valeur fournie et de la manière dont elle l'a été, ses exigences s'arrêtent là, et une fausse énonciation de laquelle il résulterait que la valeur a été fournie en marchandises alors qu'elle l'a été en espèces, alors même qu'en réalité aucune valeur n'aurait été fournie,

(1) Sauf pour ces deux dernières mentions, nécessité d'un règlement de compte ultérieur entre les parties.

(2) Bastia, 4 Janvier 1832. SIREY, 33, 2.635.

(3) PAL. 1841. 1. 57.

n'empêcherait nullement l'endossement d'être régulier, et cela nous amène à parler de la supposition de valeur dans un endossement et de ses effets.

Il y a supposition de valeur lorsque l'endossement mentionne qu'il y a eu valeur fournie, alors que c'est le contraire qui est vrai. Comme nous venons de le dire, l'endossement n'en sera pas moins, dans ce cas, absolument régulier. Mais qu'arrivera-t-il au cas où le cédant ou le cessionnaire auront réussi à prouver que la mention de la valeur fournie est fictive? Et d'abord cette preuve leur sera-t-elle possible?

Très longtemps, les auteurs ont été divisés sur ce point, mais M. Bravard-Veyrières, et avec lui une jurisprudence désormais certaine, ont établi à cet égard une distinction que nous retrouverons par la suite, en nous occupant du cas où l'endossement n'est irrégulier que par une erreur de l'endosseur et malgré l'intention des parties d'opérer un transport de propriété.

« A l'égard des tiers de bonne foi, qui ne peuvent juger du caractère et des effets de l'endossement que d'après ses énonciations, on ne sera pas recevable à prouver que telle ou telle de ces énonciations est supposée, qu'il n'y a pas de valeur fournie bien qu'il y en ait une énoncée. La forme l'emportera sur le fond, l'apparence tiendra lieu de réalité. Mais entre les parties ce sera, au contraire, le fond qui l'emportera sur la forme, la

réalité sur l'apparence. L'endosseur sera donc recevable à prouver contre l'individu à l'ordre duquel il a passé le titre qu'il n'y a pas eu de valeur fournie et, par conséquent, que l'endossement ne vaut que comme procuration, car les deux parties savent bien comment les choses se sont passées, puisqu'elles ont traité l'une avec l'autre, et c'est le contrat réellement intervenu qui doit s'exécuter, quelle que soit l'apparence dont il est revêtu (1).

Cette citation pose admirablement le principe en ce qui concerne la possibilité d'administrer la preuve de la supposition et les effets de cette preuve. La jurisprudence a partagé cette manière de voir ainsi que cela résulte de deux arrêts de cassation, l'un du 3 août 1876 (2), l'autre du 1^{er} décembre 1879 (3).

Il existe un autre cas qui se rapproche en somme beaucoup de la supposition de valeur fournie, c'est celui où il y a un désaccord entre le chiffre véritable de la valeur fournie et celui que porte l'effet endossé. La jurisprudence a admis qu'un tel endossement n'en était pas moins sérieux et régulier. Le porteur d'un effet à ordre peut certainement le céder pour un prix inférieur à celui de la valeur indiquée sur le titre. Ce sera même un moyen de conserver au cessionnaire de l'effet, les avantages dont jouissait le porteur lorsque le débiteur ne

(1) BRAVARD-VEYRIÈRES et DEMANGEAT, tome III, page 181.

(2) SIREY. 77. 1. 349.

(3) SIREY. 80. 1. 158.

présentera pas les garanties suffisantes pour assurer le paiement total de la créance. Il est en effet, comme le fait remarquer une note sous l'arrêt du 18 août 1856 (1), de la nature des effets de commerce d'être reconnus non pour leur valeur nominale, mais pour leur valeur réelle qui dépend de la solvabilité des signataires. Peu importe que la transmission ait lieu pour une somme inférieure à la valeur indiquée sur l'effet, du moment que cette somme représente bien, dans l'intention des parties, la valeur réelle de celui-ci.

Avant d'abandonner l'étude du défaut d'indication de la valeur fournie comme cause d'irrégularité de l'endossement, il importe que nous exposions brièvement la discussion qui s'est élevée sur le point de savoir si, dans le cas où un billet à ordre a été endossé par un non commerçant pour une cause non commerciale, l'endossement de ce billet doit cependant mentionner que la valeur a été fournie.

M. Bédarride (2) et le Répertoire de Dalloz (3) se prononcent énergiquement pour la négative. Ils s'appuient sur un arrêt de Cassation du 12 juillet 1820 (4) dont voici les motifs invoqués :

« Attendu que les art. 137 et 138 du Code de

(1) SIREY. 57. 1. 586.

DALLOZ. 57. 1. 39.

PAL. 584. 581.

(2) BÉDARRIDE. *De la lettre de change*, t. I, n° 637.

(3) V° Endossement, n° 462

(4) PAL. 16. 32.

Commerce ne sont pas applicables en l'espèce où il n'est pas question d'un effet de commerce ; attendu que dans les obligations civiles la mention de la valeur fournie n'est pas exigée par la loi qui les régit..... »

Nous ne saurions partager cette manière de voir. L'article 187, en effet, assimile entièrement le billet à ordre à la lettre de change, notamment en ce qui concerne l'endossement, sans établir aucune distinction suivant que le souscripteur est un commerçant ou un non commerçant, suivant que la cause est ou n'est pas commerciale. Or, l'article 137 exige pour l'endossement de la lettre de change l'indication de la valeur fournie ; il doit en être de même pour le billet à ordre. Pour quelle raison, d'ailleurs, voudrait-on soustraire, sous prétexte qu'un billet n'a pas une cause commerciale, la transmission de ce billet aux formalités requises pour l'endossement ? Il faut choisir une fois pour toutes entre les modes de transmission de l'art. 1690 C. civ. et l'endossement tel qu'il est réglementé par la loi, mais il n'est pas possible de s'arrêter à un mode intermédiaire de transport qui tiendrait à la fois de la cession civile et de l'endossement. Tel est l'avis de la majorité des auteurs, notamment de M. Ruben de Couder, lequel s'exprime ainsi : « *Nous ne saurions adopter une pareille doctrine. Si des parties non commerciales ont souscrit un billet à ordre pour dette purement civile, il est sans doute vrai*

que ce billet ne doit pas produire à leur égard les effets d'un acte commercial en ce sens qu'il ne les soumet pas à la juridiction commerciale. Mais il n'est pas moins certain que, pour tout ce qui concerne la forme du titre, il faut suivre les règles tracées par la loi commerciale » (1).

D'ailleurs, comme le fait remarquer plus loin le même auteur, l'arrêt de 1820 est intervenu dans un cas où la somme réclamée par le porteur lui était véritablement due, ce qui explique au fond la décision de la Cour sans la justifier en droit.

Nous avons vu, par cette étude, combien peu se justifie la nécessité de cette mention de la valeur fournie, qui a le double désavantage d'être en contradiction avec le droit commun (art. 1132 C. civ.) et de ne pas répondre aux raisons de sécurité et de protection qui la firent édicter par l'ancien droit. On voulait, dit Pothier, éviter qu'un commerçant dont le crédit est compromis pût se faire délivrer des lettres de change sans en fournir la valeur, puis négociât ces lettres avant de tomber en faillite, obligeant ainsi le tireur à payer l'effet sans en avoir reçu l'équivalent. Or, rien n'est plus facile à un commerçant que de se livrer, soit dans le corps de l'effet, soit dans l'endossement, à une supposition de valeur. M. Thaller (2), qui se déclare partisan en législa-

(1) RUBEN DE COUDER. *Dictionnaire de droit commercial*, v^o lettre de change, n^o 513.

(2) THALLER. *Traité élémentaire de droit commercial*, 1373, page 724.

tion de la suppression de cette mention, a néanmoins essayé d'en justifier l'existence. En raison, dit-il, des effets particulièrement énergiques du droit du change, il importe que l'on puisse reconnaître, à certaines mentions typiques, que l'intention du souscripteur a bien été « de se placer sous ce droit de rigueur ». On peut répondre que l'endossement, comme le titre lui-même, contient d'autres signes suffisants pour les bien différencier d'une simple promesse, et que la clause à ordre suffirait amplement à elle seule pour indiquer d'une façon certaine qu'on se trouve en matière de change.

SECTION IV

De l'irrégularité de l'endossement pour défaut de mention du nom du cessionnaire ou pour omission de la clause à ordre.

« L'endossement, dit l'article 137 (alinéa 3), énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé » ; il en résulte que le nom du cessionnaire et la clause à ordre doivent figurer dans tout endossement à peine d'irrégularité. En ce qui concerne l'indication du nom, notre Code de Commerce s'est montré singulièrement moins exigeant que le projet primitif (1). Celui-ci, par un luxe de précautions véritablement excessif, portait que la désignation

(1) LOCRÉ. *Esprit du Code de Commerce*, tome II, page 144.

du nom du cessionnaire devait être complétée par l'indication de son domicile, de sa profession et même de la raison sociale s'il s'agissait d'une société; de telles exigences soulevèrent les protestations d'un grand nombre de Tribunaux de Commerce:

Comme illusoires, l'indication du domicile et de la profession n'ajoutant rien à la sûreté;

Comme impossibles dans les grandes villes, où il est difficile de désigner précisément le domicile de chacun;

Comme embarrassantes pour le commerce, qui serait obligé de donner aux lettres de change une étendue très considérable s'il fallait les charger de tant d'énonciations;

Comme dangereuses, en ce que souvent par inadvertance celui qui, de bonne foi, aurait fourni la valeur se trouverait porteur d'un ordre nul, faute d'avoir pris garde que son domicile et sa profession n'y étaient pas indiqués.

En présence de ces critiques fort justes, la commission réduisit son projet aux limites actuelles de l'art. 137, et il est aujourd'hui admis par tout le monde que, du moment que le nom du cessionnaire est exprimé clairement et sous aucun risque de confusion, l'endossement est absolument régulier. La Cour de Cassation est même allée plus loin et, dans un arrêt du 16 juin 1846 (1), elle

(1) DAL. 46. 2. 743.

SIR. 46. 2. 783.

D. 46. 2. 378.

décide que « *l'erreur commise dans le nom de celui à qui une lettre de change est endossée, ne vicie pas l'endossement lorsqu'il n'existe d'ailleurs aucun doute sur le bénéficiaire de l'endossement.* »

En ce qui concerne la nécessité de faire figurer la clause à ordre dans l'endossement à peine d'irrégularité, l'art. 137, en formulant cette exigence, a rompu avec le texte de l'ordonnance de 1673, d'après lequel l'endossement, comme la lettre de change elle-même, pouvait être à ordre ou à personne dénommée. L'endossement fait à personne dénommée rendait impossible un nouvel endossement. Il fallait alors, pour transmettre une seconde fois la lettre, recourir aux formes de droit commun. Aujourd'hui, l'endossement qui ne contiendrait pas la clause à ordre subirait dans ses effets les restrictions provenant de l'irrégularité de sa rédaction. Il en serait ainsi de l'endossement dans lequel aurait été introduite la mention « *non à ordre* » ; une telle mention ferait dégénérer la négociation en endossement irrégulier, ce qui, par conséquent, n'empêcherait nullement le titre de se couvrir d'autres endossements dans l'avenir. Tandis que dans le corps même de l'effet la mention « *non à ordre* » transformerait celui-ci en une simple promesse étrangère au droit du change, et insusceptible de négociation par voie d'endos.

Si la loi exige la mention à ordre au même titre que les autres mentions dont nous avons parlé, elle n'impose au rédacteur de l'endosse-

ment aucun terme sacramentel, et toute expression équivalente qui ne laisserait aucun doute sur l'intention des parties de permettre la transmission du titre par voie d'endos, satisferait parfaitement au vœu de la loi.

Nous avons ainsi passé en revue les différentes mentions dont l'absence rend l'endossement irrégulier. Il nous reste maintenant à rechercher quelles sont les conséquences de cette irrégularité dans le système du Code de commerce et dans celui beaucoup moins étroit adopté par la pratique.

CHAPITRE II

EFFETS LÉGAUX DE L'IRRÉGULARITÉ DE L'ENDOSSEMENT

Nous avons eu déjà l'occasion, au cours de cette étude, d'indiquer les effets de l'endossement irrégulier, tels qu'ils ont été établis par l'ordonnance de 1673, tels qu'ils ont été reproduits par l'art. 138 Code com.

« Si l'endossement, dit cet article, n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport, il n'est qu'une procuration ».

Ainsi donc, en présence d'un endossement irrégulier, la loi suppose que l'intention des parties a

été, non pas de transférer la propriété de l'effet, mais d'établir entre elles des relations de mandant à mandataire. C'est là, certes, une interprétation abusive de la volonté des parties qui ne s'explique guère que par le désir du législateur de 1673 d'attirer l'attention de celles-ci sur la rédaction des endossements et d'assurer le respect des prescriptions de l'ordonnance. Aussi doit-on voir dans cette déchéance dont la loi frappe les endossements irréguliers, bien plutôt une pénalité qu'une interprétation équitable de la volonté des parties. Si, en effet, en présence d'un endossement qui ne contient que la signature de l'endosseur ou ne porte pas mention qu'il y ait eu valeur fournie, on peut admettre que les parties aient fait volontairement un endossement irrégulier et que leur intention n'était pas de transporter la propriété de l'effet, il est excessif d'interpréter ainsi leur volonté lorsqu'on se trouve en présence d'un endossement irrégulier pour défaut de date ou pour indication défectueuse de la manière dont la valeur a été fournie. Il y a, en effet, dans ce cas de fortes chances pour que l'irrégularité n'ait d'autres causes que l'ignorance de l'endosseur, un oubli ou un manque de vigilance de sa part. Et l'interprétation donnée par la loi de la volonté des parties, en présence d'un endossement irrégulier, est certainement abusive, qu'elle dérive de cette idée que la faculté de transmettre par endossement est une faveur « dont on ne peut jouir qu'en accomplis-

sant les formalités légales » (1), ou qu'il y ait là une pénalité contre l'endosseur négligent (2).

Aussi, comme nous le verrons par la suite, la jurisprudence a-t-elle admis à ce principe de nombreuses atténuations résultant de la possibilité pour les parties de prouver qu'elles l'ont eu, malgré l'irrégularité de l'endossement, l'intention de transmettre et de recevoir la propriété de l'effet. Mais avant d'entrer dans l'étude des modifications apportées par la pratique aux dispositions de l'art. 138, il convient que nous recherchions quelles sont, dans les limites de la loi, les conséquences de l'endossement irrégulier et du mandat implicite qui en résulte. C'est cette étude qui fera l'objet du présent chapitre. Nous exposerons d'abord quelles sont les conséquences principales du maintien de la propriété au profit de l'endosseur irrégulier ; nous rechercherons ensuite de quelle nature est le mandat dont est chargé l'endossataire aux termes de l'art. 137, comment il doit s'acquitter de ce mandat, comment il doit en rendre compte et quels moyens lui sont donnés pour se rembourser des dépenses faites à l'occasion de ce mandat.

SECTION I^{re}

Conséquences générales du maintien de la propriété du titre au profit de l'endosseur irrégulier

Si l'endossement irrégulier n'a pas d'autre effet

(1) LYON, CAEN et REN. *Manuel*, p. 605.

(2) BOISTEL. *Cours de droit commercial*, n° 762.

que de donner au porteur mandat de toucher pour le compte de l'endosseur, il en résulte, comme le dit d'ailleurs formellement l'article 138, qu'il n'y a pas de transport et que l'effet reste la propriété absolue de l'endosseur. Rien n'est donc changé aux droits généraux du propriétaire sur sa chose. C'est ainsi qu'en cas de faillite du porteur irrégulier avant paiement de l'effet, l'endosseur, au lieu d'être réduit à produire à la faillite pour un dividende, bénéficiera des dispositions de l'art. 574 (1). Il pourra donc revendiquer contre la masse l'effet dont il n'a pas cessé d'être propriétaire.

Mais si l'endosseur irrégulier conserve sur l'effet tous les droits de propriétaire, il subira de même les conséquences fâcheuses de ce maintien de la propriété à son profit. C'est ainsi que le débiteur de l'effet pourra opposer au porteur, en vertu d'un endossement irrégulier, toutes les défenses et exceptions qu'il eût pu opposer à l'endosseur lui-même si celui-ci se fût présenté en personne pour recevoir le paiement. Le porteur, en effet, n'est, d'après la loi, qu'un simple mandataire ; il ne peut agir qu'au nom de son mandant et dès que l'action de celui-ci se trouve paralysée par une exception

(1) Art. 574. *Pourront être revendiquées en cas de faillite, les remises en effets de commerce ou autres titres non encore payés, et qui se trouveront en nature dans le portefeuille du failli à l'époque de sa faillite, lorsque ces remises auront été faites par le propriétaire, avec le simple mandat d'en faire le recouvrement et d'en garder la valeur à sa disposition, ou lorsqu'elles auront été de sa part spécialement affectées à des paiements déterminés.*

quelconque, il ne pourra, lui mandataire, se prévaloir d'un droit qui a cessé d'exister en la personne de son cédant.

Il en sera ainsi, notamment en ce qui concerne l'exception de compensation, et la Cour de Cass. a jugé souvent que le porteur, en vertu d'un endossement irrégulier d'un effet à ordre, ne peut exiger le paiement de cet effet si, postérieurement à l'endossement, l'endosseur est devenu débiteur du souscripteur (1). Il se produit, en effet, de plein droit une compensation qui libère le souscripteur. Une application de ce principe a été faite dans une espèce très intéressante par la Cour suprême dans un arrêt du 24 décembre 1850 (2). Le souscripteur de billets à ordre avait été assigné devant le Tribunal de la Seine par un porteur irrégulier, faute de paiement à l'échéance. Il opposa la compensation intervenue entre lui et l'endosseur irrégulier de ces billets, dont le porteur n'était, en vertu de l'art. 138, que le mandataire. Ayant en partie succombé sur le terrain de la compensation, il porta appel, se prévalant, outre ses conclusions de 1^{re} instance, d'une nouvelle compensation à raison d'une créance acquise par lui sur l'endosseur irrégulier depuis le jugement. La Cour de Paris confirma la décision de 1^{re} instance et repoussa la nouvelle demande de compensation comme reposant sur une cause postérieure au jugement.

(1) Cass. 5 janv. 1864. D. 64. 1. 140.

(2) S. 51. 1. 24 et Cass. 16 décembre 1851. S. 52. 1. 198.

Mais la Cour de Cassation, devant qui le procès fut porté, donna gain de cause au souscripteur en décidant que la compensation pouvait être parfaitement opposée pour la première fois en appel, alors même que sa cause serait postérieure au jugement de 1^{re} instance.

La jurisprudence a fait également une constante application du principe que les exceptions opposables à l'endosseur irrégulier le sont également au porteur en raison des relations de mandat que l'irrégularité de l'endossement fait naître entre eux, en ce qui concerne la nullité d'un effet de complaisance dont le tiré n'a jamais reçu la valeur (1). C'est là une nullité que le tiré eût pu opposer à l'endosseur irrégulier lui-même ; il pourra de même l'opposer au porteur irrégulier.

Si les exceptions opposables à l'endosseur par le débiteur sont en même temps opposables au porteur irrégulier, la réciproque n'est pas vraie et le débiteur de l'effet ne pourra, dans aucun cas, opposer à l'endosseur les exceptions personnelles au porteur (2). Celui-ci, en effet, n'est qu'un simple mandataire, et le débiteur ne saurait compenser avec lui une dette dont il est, lui débiteur, tenu personnellement vis-à-vis du mandant.

Le porteur irrégulier ne pourrait, de son côté,

(1) Cass. 31 janv. 1849. S. 49. 1. 161.
Paris, 18 mars 1858. P. 58, 1. 354.
Lyon, 5 mars 1896. S. 99. 2. 210.

(2) Cass. 20 juillet 1864. PAL. 65. 681.

obliger le débiteur de l'effet à compenser une dette à lui personnelle avec la créance qui appartient à son mandant et sur laquelle il n'a, par conséquent, aucune espèce de droit (1).

Ces différentes solutions sont des conséquences naturelles de ce principe que la propriété du titre reste à l'endosseur irrégulier ; ce ne sont, d'ailleurs, pas les seules, mais les autres découlent plus directement de cette idée que l'endossement irrégulier ne vaut que comme simple mandat. Nous aurons donc à les exposer au fur et à mesure que nous étudierons le mandat implicite de l'art. 138, étude à laquelle nous arrivons maintenant.

SECTION II

Du mandat résultant de l'endossement irrégulier.

Le mandat dont est chargé le porteur irrégulier est un mandat de toucher pour le compte de son endosseur le montant de l'effet, tout comme s'il était intervenu entre eux un endossement de procuration expresse. C'est un véritable contrat de commission « pour négocier ou recouvrer ».

On a contesté parfois qu'il y eût là une véritable commission (2), pour la double raison que la commission doit toujours être rétribuée, alors que les parties à un endossement irrégulier ne stipuleront pas toujours un salaire pour l'endos-

(1) Paris, 23 juillet 1852. PAL. 53. 1. 98.

(2) RIVIÈRE. *Répétitions sur le Droit commercial*, p. 408.

sataire, et parce que le nom du commettant reste généralement caché, alors que dans l'endossement irrégulier la signature de l'endosseur figure nécessairement sur le titre. Mais ce ne sont pas là des objections sérieuses. S'il est de la nature de la commission d'être salariée, comme il est de la nature du mandat d'être gratuit, ce ne sont pas là des conditions d'existence de ces deux contrats; le salaire n'est pas plus essentiel à la commission que la gratuité n'est essentielle au mandat.

Quant à l'obligation pour le commissionnaire de taire le nom de son commettant, elle n'existe que lorsque la nature de la commission le permet et le commettant peut fort bien délier son commissionnaire de l'obligation du secret. Or, dans l'endossement irrégulier, c'est justement ce qui se pròduit; ce n'est pas, en effet, le commissionnaire qui fait connaître le commettant, mais le commettant lui-même qui se démasque en signant l'endossement irrégulier. Ajoutons à cela que ce qui distingue la commission du mandat civil, « c'est, d'une part, le caractère commercial de l'affaire commise et, d'autre part, la spécialité de la même affaire, parce que c'est cette spécialité qui fait qu'un mandat commercial est une commission » (1). Or, ici, le caractère commercial de l'affaire n'est pas douteux; quant à la spécialité, elle résulte évidemment de la mission très cir-

(1) RUBEN DE COUDER. *Dictionnaire*. V^o Commissionnaire, n^o 8.

conscrite dont est chargé l'endossataire irrégulier. Il n'y a donc pas là, comme le prétendent certains auteurs, un mandat *sui generis*, mais tout simplement une commission pour recouvrer.

Le porteur irrégulier devra donc accomplir soigneusement la commission dont il a été chargé ; il devra présenter l'effet à l'acceptation, puis plus tard, lorsqu'arrivera l'échéance, au paiement. Et si le débiteur refuse soit d'accepter, soit de payer, il aura le devoir de faire dresser un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement et de procéder à la notification exigée par la loi.

*
* * *

Moyens donnés au mandataire pour parvenir à l'exécution de son mandat: (négociation du titre, substitution de mandat, actions civiles).

Pour arriver à l'accomplissement de son mandat, c'est-à-dire au paiement du montant de l'effet, le porteur irrégulier a plusieurs moyens à sa disposition : il peut d'abord négocier l'effet par un endossement régulier, ce qui est en somme une façon toute simple de toucher le montant du titre ; il n'aura plus, en effet, pour que son mandat soit accompli, qu'à verser à son mandant le prix de la cession qu'il aura réalisée.

Il peut, ensuite, se substituer un mandataire par un nouvel endossement irrégulier ou par un endossement de procuration expresse. Il a enfin

une action en justice résultant de son mandat, contre le débiteur qui a laissé passer l'échéance sans payer.

Comme ces trois modes d'accomplissement de son mandat créent des situations juridiques différentes, nous allons les passer successivement en revue dans l'ordre que nous avons suivi pour leur énumération.

Pouvoir pour le mandataire de négocier le titre.

— Le mandat, dont est chargé le porteur irrégulier, comporte pour celui-ci le droit de négocier le titre et d'obtenir ainsi le paiement, sans être obligé d'attendre l'échéance. Cette solution, qui est aujourd'hui généralement admise, n'a pas triomphé sans difficultés et sans de sérieuses résistances de la part de la doctrine. Les commentateurs de l'ordonnance de 1673 ne se firent pas faute de la combattre très énergiquement en s'appuyant sur la règle: *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*. L'endossataire irrégulier n'étant qu'un mandataire, disaient-ils, n'a aucun droit à lui propre, en tant que mandataire, et il ne peut transférer une propriété qui ne lui appartient pas et qui est restée tout entière à son mandant. Et, partant de cette idée, Savary (1) ne voit dans l'acte du mandataire, qui endosse régulièrement l'effet dont il est porteur, qu'une substitution de mandat, qu'un sous-mandat donné par lui au nouvel endossataire de soigner en son lieu

(1) PARÈRE. 41.

et place le recouvrement de l'effet. Pothier (1) s'exprime dans le même sens : « Celui au profit de qui a été fait un endossement auquel manque quelqu'une des formalités requises, dit-il, ne peut pas faire un endossement au profit d'un autre, car la propriété de la lettre ne lui ayant pas été transférée par l'endossement défectueux fait à son profit, il ne peut pas le transférer à un autre... L'endosseur pourrait, néanmoins, s'il le jugeait à propos, accorder à son mandataire, à qui il a passé son ordre, la faculté de se substituer une autre personne, en ajoutant dans l'endossement ces mots « *ou à son ordre* », et en ce cas, le mandataire, à qui l'endosseur a passé son ordre, pourrait en passer lui-même au profit d'un autre. Mais l'ordre qu'il en passerait ne pourrait valoir que comme simple procuration d'en recevoir le paiement de celui sur qui la lettre était tirée. Il en serait ainsi quand même la lettre porterait que l'endosseur en aurait reçu la valeur comptant de celui à qui il passe son ordre ; car cet endosseur n'étant pas lui-même propriétaire de la lettre n'en peut transférer à un autre la propriété ».

Malgré cette vive opposition de la doctrine, le droit pour le porteur irrégulier de transmettre la propriété de l'effet est admis par la jurisprudence. Dès avant l'application du Code de commerce, un arrêt du 25 novembre 1807 (2) en avait dé-

(1) *Contrat de change*. Nos 41 et 81.

(2) S. 1808. 1. 24.

cidé ainsi. Et quelques années plus tard, le 20 janvier 1814 (1), la Cour suprême consacrait le même système dans un arrêt parfaitement motivé.

« Attendu que, si l'endossement valeur reçue et à ordre ne peut être envisagé que comme une procuration ou mandat faute de désignation de cette valeur, au moins ce mandat, qui n'est conçu en aucuns termes restrictifs, doit-il être considéré comme ayant l'effet naturel de conférer au porteur les pouvoirs de faire toucher pour le compte du mandant le montant de l'effet remis, soit en recevant lui-même de l'accepteur ou du tiré ou en négociant par endossement régulier comme mandataire du tireur la lettre de change dont il reçoit la valeur, et de laquelle il est comptable envers le tireur son mandant ; qu'aussitôt la négociation régulière faite par le fondé de pouvoirs du tireur ou de l'endosseur, la propriété de la lettre est transmise non du chef du mandataire qui ne l'a pas, ni en vertu d'un droit qui lui soit personnel, mais en vertu de la procuration ou du mandat qu'il a reçu de son commettant ».

Cet arrêt, comme ceux qui l'ont suivi dans ce sens : Aix, 29 avril 1844 (2), Cass., 14 janv. 1873 (3), nous paraît avoir parfaitement posé la question.

Certes, l'endossataire irrégulier n'est qu'un mandataire et ne peut agir que comme tel ; mais, en

(1) S. 1814. 1. 195.

(2) S. 45. 2. 114.

(3) S. 73. 1. 16.

quoi cette circonstance qu'il n'est pas propriétaire l'empêcherait-elle d'aliéner alors qu'il en a reçu le pouvoir? Son mandant l'a chargé de lui obtenir le paiement de l'effet sans spécifier la façon dont ce paiement devra être obtenu: il a donc carte blanche pour agir, et peu importe le moyen légal auquel il aura recours pour se faire payer. Tel est, d'ailleurs, l'avis presque unanime de la doctrine moderne (1).

Une objection assez sérieuse cependant a été tirée de l'article 1988 C. c., lequel décide que le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration, et que les actes de disposition (aliénation, hypothèques) devront être spécifiés en termes exprès dans le mandat. Ce serait donc, de la part du porteur irrégulier, outrepasser les droits que lui donne le mandat implicite dont il est investi, que d'aliéner l'effet dont il doit recouvrer la valeur pour le compte de son endosseur.

A cette objection il est bien facile de répondre: le mandat de recevoir contient implicitement dans l'espèce celui de négocier, ce qui n'est plus un acte de disposition ordinaire, mais un moyen tout simple de toucher l'argent pour le compte du commettant auquel le mode de recouvrement employé doit rester indifférent. M. Arthuys (2), sans se

(1) BRAVARD et DEMANGEAT, t. III, p. 176, 177.

BEDARRIDE. *Lettres de change*, t. I, n° 323.

NOUGUER, page 488.

(2) *Revue critique*, 1883, p. 272 et suivantes.

montrer absolument hostile à cette décision de l'unanimité de la jurisprudence et de la presque totalité des auteurs, éprouve toutefois un scrupule sur la régularité de ce mode de recouvrement en ce qui concerne les intérêts du mandant lui-même. Il n'est pas tout à fait exact, dit-il, que le mode de recouvrement employé par le mandataire soit indifférent au mandant. Si, en effet, le mandataire transmet au nom du mandant la propriété du titre, il prive celui-ci du droit de révocation résultant du mandat, droit que le mandant eût conservé jusqu'à l'échéance si le mandataire eût attendu ce moment pour réclamer le paiement.

Ces scrupules nous paraissent exagérés ; l'aliénation de l'effet dans ces conditions est bien moins, nous le répétons, un acte de disposition qu'un mode d'exécution du mandat. Nous sommes ici, il ne faut pas l'oublier, en matière de titres à ordre. Or, il est essentiellement conforme à la nature de ces titres que tout porteur, le fût-il en vertu d'un endossement irrégulier, puisse en transmettre la propriété au moyen d'un endos régulier. La fonction du titre à ordre est avant tout de circuler, sa nature est d'être négociable. Et si l'on appliquait ici dans toute leur rigueur les règles du mandat civil, notamment l'art. 1988, on aboutirait à une solution contraire à la nature du titre à ordre et à sa destination. De plus, comme nous l'avons fait précédemment observer, il s'agit ici de mandat commercial, de commission, et les

règles du mandat civil ne doivent s'appliquer qu'autant qu'elles ne se trouvent pas en antagonisme avec la nature même de la commission.

Il faut donc admettre que celui qui endosse un effet à ordre à titre de procuration donne au porteur le pouvoir de le négocier par un endos régulier. S'il veut restreindre les modes de recouvrement dont peut user son mandataire, il n'a qu'à le spécifier dans l'endossement, et il y a tout lieu de présumer qu'il entend renoncer à se prévaloir de son droit de révocation dès l'instant qu'il reçoit le montant de son effet. Aussi approuvons-nous sans réserves la jurisprudence qui s'est définitivement prononcée en ce sens.

On conçoit facilement qu'un tel pouvoir donné au mandataire entraîne d'importantes conséquences juridiques et crée forcément des situations différentes, suivant que l'on envisage telle ou telle des personnes qui sont intéressées à la négociation de l'effet : mandant, porteur irrégulier, mandataire originaire et second porteur.

En ce qui concerne ce dernier, la propriété de l'effet lui est transférée d'une façon certaine et irrévocable. Il ne pourra plus être troublé en aucune manière dans l'exercice de son droit de propriété, ni par le mandant, ni par l'endossataire irrégulier ou les créanciers de celui-ci. Bien plus, dans le cas où lors de l'échéance il se verrait refuser le paiement par le débiteur de l'effet,

(1) Lyon, 5 mars 1896. S. 99. 2. 230.

il aurait un recours en garantie contre son endosseur immédiat qui, endossataire irrégulier, lui a transmis régulièrement l'effet. Cette solution, qui paraît aujourd'hui solidement assise, n'a pas été unanimement admise par la doctrine. M. Rivière, notamment, estime que, malgré la régularité de l'endossement par lui fait, le porteur irrégulier n'en est pas moins resté un mandataire, situation qui subsiste sans que le mandataire ait à le rappeler. Il suffit, en effet, de jeter les yeux sur l'effet pour se rendre compte de l'existence du mandat dont est chargé le preneur, devenu à son tour endosseur, et en présence de cette situation, qui résulte évidemment de l'irrégularité de la transmission, le bénéficiaire de l'endossement ne doit, en aucune façon, compter légitimement sur l'engagement de son endosseur. Il ne pourra, dans ces circonstances, actionner que le mandant de son endosseur immédiat, qui seul a pu se trouver engagé par le fait de son mandataire (1). Mais, et M. Rivière le constate lui-même, la grande majorité de la doctrine et la jurisprudence tout entière sont d'un avis absolument contraire; elles décident que le porteur irrégulier qui fait un endossement régulier s'oblige absolument vis-à-vis du nouveau porteur. Certes, il est indiscutable que le porteur irrégulier reste le mandataire de son cédant, mais ce mandat de « négocier ou recouvrer » lui donne

(1) RIVIÈRE. *Répétitions écrites sur le Code de Commerce*, 3^e édition, p. 287.

justement le pouvoir de transférer l'effet en toute propriété. Quant à la garantie du paiement de l'effet, elle sera due par l'endosseur irrégulier et par son mandataire endosseur régulier; aux termes de l'art. 140, en effet, tout individu qui a apposé sa signature sur le titre est tenu d'en garantir le paiement. Mais, en raison de ce fait que le porteur irrégulier en cédant régulièrement l'effet reste le mandataire de l'endosseur irrégulier, le tiers porteur régulier non payé pourrait, croyons-nous, passer par-dessus la tête de son cédant immédiat et s'adresser directement au mandant, l'endosseur irrégulier.

Telles sont les situations respectives du mandant, du porteur irrégulier mandataire et du tiers porteur régulier lorsque le mandataire, a endossé l'effet régulièrement et sans rappeler sa situation de mandataire. Il est évident que si ce dernier avait fait lui-même un endossement de procuration expresse ou un endossement irrégulier, il ne saurait être tenu d'aucune espèce de garantie et que tout le poids de celle-ci tomberait sur le mandant, qui serait seul légalement obligé à l'égard du porteur régulier.

Substitution de mandat. — Aux termes de l'art. 1994 du Code civil, le mandataire peut toujours, même sans autorisation de son mandant, se substituer quelqu'un dans la gestion du mandat dont il est chargé, sauf à répondre vis-à-vis du mandant de la personne qu'il s'est ainsi substituée.

Tous les auteurs sont d'accord pour décider que ce pouvoir de se substituer quelqu'un s'étend parfaitement au porteur en vertu d'un endossement irrégulier. Il peut même y avoir là un acte d'une utilité incontestable. Cela permet en effet, comme le font remarquer MM. Lyon-Caen et Renault (1), à un banquier chargé par un négociant qui lui a remis un effet endossé à dessein irrégulièrement et payable dans une autre ville, de recouvrer le montant de cet effet en chargeant à son tour un banquier de la ville où cet effet est payable d'en soigner le recouvrement.

Cette substitution de mandat peut, d'ailleurs, être réalisée de différentes manières, soit par exemple, ce qui aura lieu presque toujours en cas d'endossement en blanc, par une simple tradition du titre faite par le premier mandataire à son substitué, soit encore par un nouvel endossement irrégulier, soit enfin par un endossement de procuration expresse.

Les conséquences de la substitution de mandat doivent s'apprécier à trois points de vue suivant que l'on envisage les rapports entre substituant et substitué ou les rapports entre substitué et mandant primitif, ou ceux entre mandataire primitif et mandant.

Entre substituant et substitué, les rapports sont les mêmes qu'entre le mandataire primitif et le mandant; c'est un nouveau mandat greffé sur

(1) *Traité*, t. IV, n° 138.

le premier et qui, comme tel, obéit à toutes les règles du mandat.

Entre le substitué et le mandant primitif, il résulte de l'art. 1994 du Code civil que la situation est absolument la même que si le substituant n'existait pas et que si le mandant avait directement chargé le substitué d'accomplir la procuration. Ils pourront agir directement l'un contre l'autre : l'un en exécution du mandat, l'autre en rémunération des frais par lui faits.

Le mandataire primitif est responsable à l'égard de l'endosseur son mandant, à raison de la substitution et de la façon dont le substitué s'acquitte de son mandat.

Action en justice. — Le droit pour le porteur irrégulier de poursuivre le débiteur de l'effet au nom de son mandant est absolument certain. Mais la jurisprudence est allée beaucoup plus loin et a autorisé le porteur mandataire à poursuivre le débiteur en son nom propre. Telle fut même, dès l'origine, la jurisprudence de nos Cours d'appel, et celle de Douai le 3 avril 1814, celle de Toulouse le 28 mai 1825, reconnurent formellement ce droit au porteur irrégulier. Tout d'abord la Cour de cassation se montra hostile à cette extension des droits du mandataire, et par deux arrêts, l'un du 30 décembre 1840 (1), l'autre du 20 août 1845 (2), elle condamna très énergiquement cette jurisprudence des Cours d'appel.

(1) D. 41. 1. 61.

(2) D. 45. 1. 418.

Elle déclara « que le tiers porteur d'un billet à ordre en vertu d'un endossement irrégulier n'a pas qualité pour diriger en son propre nom des poursuites contre le souscripteur de ce billet, encore bien qu'il justifierait en avoir fourni la valeur. » Et nous retrouvons cette rigueur d'interprétation dans un jugement, d'ailleurs isolé, rendu par le Tribunal de commerce de la Seine à la date du 7 mai 1891 (1), qui décide que si le porteur d'un effet en vertu d'un endossement irrégulier peut bien faire protester cet effet en son nom, il n'a aucune qualité par suite de la limitation de son mandat, pour actionner en justice les signataires de l'effet. Mais cette dernière décision est, nous le répétons, tout à fait isolée dans notre jurisprudence actuelle, qui a depuis longtemps abandonné cette manière de voir, laquelle n'est plus soutenue que par certains auteurs. Ceux-ci, au nombre desquels MM. Garsonnet (2) et Naquet (3), se fondent sur l'ancien adage : « Nul ne plaide en France par procureur hormis le roi », qui signifie que l'on ne peut se faire représenter dans une instance par quelqu'un qui agirait en son nom propre. Cette maxime, qui n'est formulée nulle part dans notre droit actuel, domine cependant tout notre Code de procédure, et l'on a dit que ce serait y contrevenir que d'accorder à un simple mandataire le droit de poursuivre en son

(1) GAZ. PAL. 1891. 486.

(2) GARSONNET. *Cours de Procédure*, t. 1, p. 478, n° 11.

(3) NAQUET. *Revue critique*, 1875, p. 661.

propre nom au lieu et place de son mandant. M. Naquet va jusqu'à soutenir que, même en présence d'une jurisprudence certaine qui permet aux parties de prouver qu'elles ont entendu faire un endossement translatif, les tiers pourront toujours soutenir que le porteur est un simple mandataire et lui opposer la maxime : « Nul ne plaide en France par procureur ».

Mais la grande majorité des auteurs s'est prononcée en faveur de la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation. Celle-ci, abandonnant sa jurisprudence antérieure, a décidé, dans un arrêt du 24 décembre 1850 (1), « que l'endossement irrégulier d'un billet à ordre confère au porteur, au même titre qu'un endossement régulier, le droit d'en poursuivre le recouvrement et d'exercer les actions nécessaires, sauf pour le souscripteur la faculté d'opposer au porteur toutes les exceptions qu'il pourrait opposer à celui qui a fait l'endossement irrégulier au profit dudit porteur ». Cette décision a été le point de départ d'une jurisprudence qui n'a pas varié depuis (sauf le jugement du Tribunal de commerce de la Seine dont nous avons parlé précédemment), et il existe de nombreux arrêts en ce sens. C'est ainsi qu'un arrêt de cassation du 20 juillet 1864 (2) s'exprime en ces termes :

(1) D. 51. 1. 31.

Voir aussi Cass. 12 janv. 1869. S. 69. 1. 73.

(2) D. 64. 1. 415.

« *Attendu que si l'endossement irrégulier d'un billet à ordre ne suffit pas à la transmission de la propriété de ce billet, il confère néanmoins au porteur le droit d'en poursuivre le remboursement contre le souscripteur, sauf à celui-ci à se prévaloir de toutes les exceptions qu'il pourrait invoquer contre l'endosseur duquel le porteur tiendrait ses roits* ».

Telle est, d'ailleurs, l'opinion de MM. Nougier (1), Bravard-Veyrières (2), Lyon-Caen et Renault (3) et Bédarride (4). Ce dernier auteur, assimilant le porteur irrégulier à un commissionnaire, déclare que celui-ci peut agir en son nom, mais que, comme son commettant est forcément connu, il devient passible des exceptions qu'on pourrait invoquer contre ce dernier.

On peut constater d'ailleurs, que si la jurisprudence et une doctrine aussi imposante se sont rangées à cette opinion que le porteur en vertu d'un endossement irrégulier peut agir en son nom personnel, c'est qu'en somme cette manière de voir est tout à fait conforme à la nature même du titre à ordre et à sa destination.

Le titre à ordre est, en effet, créé surtout pour circuler, c'est un titre essentiellement négociable. Or, il est à présumer que l'endosseur à

(1) NOUGIER. *De la Lettre de Change*, t. I, n° 790.

(2) T. III, p. 175.

(3) *Traité*, t. IV, p. 115.

(4) *Commentaire du C. de Com.*, t. I, p. 322.

titre de procuration qui désire faire toucher le montant de son effet sans avoir à intervenir lui-même, a entendu laisser au porteur, son mandataire, la liberté d'user de toutes les ressources que peut offrir, au point de vue des recouvrements, la forme à ordre donnée au titre. Et si les règles du mandat s'appliquent incontestablement à l'endossement irrégulier, il ne faut pas oublier que ce sont celles du mandat commercial, de la commission; or, ces règles ne se modèlent sur celles du mandat civil qu'autant que ces dernières ne constituent pas une entrave pour le commerce et ne sont pas en désaccord avec l'objet même de la commission.

*
* * *

Extinction du mandat (*Révocation; décès de l'endosseur ou du porteur; interdiction, déconfiture, faillite ou liquidation judiciaire de l'endosseur ou du porteur*).

Les causes d'extinction du mandat de toucher résultant de l'endossement irrégulier, sont les mêmes que celles qui mettent fin à un mandat ordinaire.

D'abord, bien entendu, l'endosseur irrégulier, le commettant pourra à sa volonté, révoquer le mandat ou y renoncer, exiger que le porteur lui restitue l'effet qui n'a pas cessé de lui appartenir, à la condition toutefois que celui-ci n'ait pas été

aliéné irrégulièrement par le mandataire. C'est là une conséquence toute naturelle de l'idée de mandat qui a été consacrée par un arrêt de Paris du 18 décembre 1850 (1).

Quant au porteur régulier, au commissionnaire, il faut que sa renonciation n'intervienne pas de telle façon qu'elle soit de nature à préjudicier au commettant, comme si, par exemple, elle venait à se produire à la veille de l'échéance, trop tard pour que le commettant puisse charger une autre personne de recouvrer le montant de l'effet.

La mort, soit de l'endosseur, soit du porteur, met également fin au mandat, et celle de l'endosseur enlève au porteur irrégulier tout pouvoir pour exiger le montant de l'effet. Toutefois, conformément à l'art. 1991 du Code civil, la mort de l'endosseur ne soustrairait pas le porteur au devoir de poursuivre l'exécution de la commission s'il y avait péril en la demeure, si par exemple elle survenait à la veille de l'échéance.

L'interdiction du mandant, sa déconfiture, sa faillite, sa liquidation judiciaire sont également, aux termes de l'art. 2003 du Code civil, des événements susceptibles de mettre fin au mandat dont est chargé implicitement le porteur irrégulier. La jurisprudence a même poussé assez loin ce principe que la faillite de l'endosseur irrégulier met fin au mandat et enlève au porteur le pouvoir de toucher le montant de l'effet. Elle a décidé

(1) DAL., 1854, 5, 284.

en effet, que le souscripteur d'un billet à ordre qui paierait le porteur de ce billet après la faillite de son endosseur irrégulier, ne serait pas valablement libéré. L'état de faillite est légalement présumé connu de tous après le jugement déclaratif. Le souscripteur ne sera donc pas admis à invoquer sa bonne foi ; il savait, en effet, que l'endos était irrégulier et ne pouvait valoir que comme procuration à l'effet de toucher ; il devait en conséquence, se montrer vigilant et s'assurer si l'endosseur était encore à la tête de ses affaires au moment où il payait au porteur irrégulier le montant du titre.

Si une semblable décision est conforme aux règles du mandat, elle ne laisse pas que d'être en contradiction avec les règles relatives au paiement de la lettre de change. « Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition, dit l'art. 145, est présumé valablement libéré. » Il résulte de cet article que c'est à celui qui prétend que le paiement a été mal fait de le prouver, et que du moment que les syndics n'ont pas fait opposition au paiement, ils se heurtent nécessairement à la présomption de libération que l'art. 145 établit en faveur de la personne qui a payé.

Nous avons ainsi passé en revue les différents cas d'extinction du mandat ; il en est un toutefois dont nous n'avons pas encore parlé, c'est le plus normal de tous : l'exécution du mandat. Ce mode d'extinction ne présente en lui-même aucune

espèce de difficulté, mais il crée à la charge du mandataire et du mandant des obligations réciproques que nous devons étudier en elles-mêmes, et au point de vue des actions qui les sanctionnent.

Aux termes de l'art. 1993 du Code civil, le porteur irrégulier qui aura exécuté son mandat devra rendre compte à son endosseur de cette exécution. En conséquence, il devra payer à son mandant le montant de l'effet qu'il aura touché. L'endosseur aura contre lui l'action *mandati directa*, qui lui permettra non seulement de se faire rendre compte mais encore de se faire indemniser à raison des fautes commises par le mandataire dans sa gestion.

De son côté, le porteur irrégulier aura, contre son endosseur irrégulier, l'action *mandati contraria* pour se faire rembourser des avances qu'il aura faites ou des pertes qu'il aura subies. C'est ainsi que s'il a été obligé de rembourser à son cessionnaire régulier le montant de l'effet impayé à l'échéance, le porteur irrégulier pourra, par l'action *mandati contraria*, réclamer à son endosseur le montant de l'effet et des frais qu'il aura pu avoir à supporter. Mais, dans ce cas, l'endossataire irrégulier aura un moyen beaucoup plus étendu de rentrer dans ses déboursés, et cela nous amène à rechercher si, lorsqu'il a dû rembourser au tiers porteur régulier le montant de l'effet impayé, il pourra être considéré comme

subrogé à tous les droits et actions de ce tiers porteur. C'est là une question dont l'importance est considérable. Si l'endossataire irrégulier peut, en effet, se faire subroger aux droits du tiers porteur par lui remboursé, son action ne sera plus limitée à son mandant, mais pourra être exercée contre tous les autres signataires, sans qu'on puisse opposer au subrogé aucune exception du chef de son mandant.

Les anciens arrêts (1) s'appuyaient, pour refuser à l'endossataire irrégulier la subrogation dans les droits du tiers porteur régulier par lui désintéressé, sur cette idée que le cessionnaire irrégulier, restant mandataire de son cédant, ne pouvait exercer aucune action personnelle contre les différents signataires de l'effet. C'est, disent-ils, en qualité de mandataire que le porteur irrégulier a négocié le titre, et, bien qu'il ait encouru de ce fait l'obligation d'en garantir le paiement, ce ne peut être qu'en cette qualité de mandataire qu'il effectuera le remboursement. Il n'est devenu en aucune façon propriétaire de ce titre et ne peut, en conséquence, se prétendre subrogé dans les droits du porteur régulier par lui désintéressé.

(1) Cass. 9 novembre 1836. D. 36. 1. 415.

Cass. 26 février 1827. S. 28. 2. 102.

Bourges, 18 avril 1841. D. 43. 2. 96.

Orléans, 18 septembre 1837. PAL. 38. 1. 297.

Trib. Com. Marseille, 19 octobre 1854. *Journ. Jurispr.*
Marseille 1854. 1. 311.

Il y avait là de la part de l'ancienne jurisprudence une confusion évidente entre l'acte de mandataire accompli par le porteur irrégulier, qui négocie régulièrement l'effet pour en toucher le montant, et l'obligation qu'il contracte comme signataire, comme cédant régulier du titre. Or ce sont là deux qualités juxtaposées et qui ne se confondent pas. Ce n'est pas comme mandataire que le porteur irrégulier s'est obligé à désintéresser son cessionnaire régulier au cas de non paiement à l'échéance. Au contraire, s'il n'avait d'autre qualité que celle de mandataire, il trouverait dans celle-ci un moyen d'échapper au recours du porteur impayé, qui devrait alors s'adresser à l'endosseur irrégulier, son mandant. S'il est tenu de rembourser, c'est au contraire en qualité d'endosseur, de signataire du titre, comme « tenu avec d'autres au paiement de l'effet » (art. 140, C. Comm.). Pourquoi, dès lors, lui refuser, pour le cas où il se trouve forcé de désintéresser le porteur régulier, la subrogation dans les droits et actions de ce dernier ? Il n'y a là, en effet, qu'une application toute normale du principe de la subrogation légale de l'article 1251 du Code civil, laquelle se produit de plein droit « au profit de celui qui, tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquitter ». Les tiers contre lesquels l'ancien porteur irrégulier subrogé en raison de son paiement exerce son recours, n'ont, d'ailleurs, « *ni qualité, ni droit*

pour rechercher si ce paiement a eu lieu comme simple mandataire de l'endosseur irrégulier. Ils sont débiteurs du montant de cet effet, ils ne peuvent en refuser le paiement, même à celui qu'ils ne considèrent que comme mandataire (1) ». Et qu'on ne vienne pas objecter, comme l'ont fait les anciens arrêts, que le porteur irrégulier n'étant originairement que simple mandataire n'a pu se changer à lui-même la nature de son titre et devenir propriétaire de l'effet qu'il était chargé simplement de négocier. Il n'y a nullement à faire intervenir ici la notion de propriété; encore une fois, ce n'est pas comme propriétaire, mais comme mandataire en vue du recouvrement de l'effet qu'il a pu le négocier : c'est comme signataire, comme endosseur qu'il s'est trouvé tenu au paiement, et c'est parce qu'il a effectué ce paiement, auquel il était tenu avec d'autres, qu'il a le droit de recourir contre ses codébiteurs. C'est ce que Merlin (2) a très clairement exprimé en disant que « si en usant de son pouvoir le porteur mandataire s'est obligé personnellement envers le porteur propriétaire, il ne s'ensuit pas que l'obligation personnelle qu'il avait par là contractée dérivât de sa procuration. La procuration en était bien la *cause occasionnelle*, mais elle n'en était pas la *cause efficiente*. Elle n'était pas non plus la cause efficiente de la subro-

(1) Pandectes franc., v° Endossement, n° 876 et suiv.

(2) *Questions de droit*, v° Endossement. Cité en note dans SIREY, 1043, 1, 403.

gation qu'il avait acquise aux droits du porteur propriétaire en remplissant l'obligation qu'il s'était imposée de le rembourser en cas de protêt; il ne se changeait donc pas à lui-même la nature de son titre, il ne convertissait donc pas sa procuration en acte de transport par l'action récursoire qu'il exerçait contre le souscripteur. »

Cette manière de voir a été adoptée en grande majorité par la jurisprudence moderne (1); celle-ci a fréquemment décidé que le porteur irrégulier d'un effet qui, l'ayant négocié, a dû le rembourser sur protêt, peut en réclamer de son chef le paiement aux endosseurs antérieurs sans être passible des exceptions opposables à son cédant. Son titre réside alors dans l'endossement qu'il a opéré comme obligé à la garantie du paiement en sa qualité d'endosseur. Il en résulte notamment que le souscripteur d'un billet à ordre ne peut, dans ces conditions, opposer au porteur subrogé la cause illicite pour laquelle le billet avait été souscrit (1).

- (1) Bordeaux, 26 février 1842. D. 42 2 264.
 Cassation, 20 février 1843. S. 43 1 402.
 Cassation, 6 août 1844. D. 45 4 175.
 Caen, 15 février 1848, S. 52 2 219.
 Cassation, 10 mai 1865, D. 65 1 265.
 Lyon, 5 mars 1896, { S. 99 2 230.
 { GAZ. PAL. 96, 1, 743.
 Caen, 14 juillet 1845. *Recueil*, Caen, 1845, p. 546.
 Trib. Comm. Marseille { 19 juillet 1878.
 { 24 septembre 1885.

Journal Jurisprud. Marseille { 1878, 1, 228.
 { 1886, 1, 6.

Lyon, 27 décembre 1885, *GAZ. PAL., Supplément*, p. 7.
 Bordeaux, 31 mai 1894. *Journ. arr. Bordeaux*, 1894, 1. 259.
 Tribun. comm. Havre, 24 décembre 1890. — *Recueil Jurisprud. Havre*, 1891, 1, 19. — Trib. comm., Lyon, 26 décembre 1896. — *Moniteur judic. Lyon*, 13 février 1897.

Nous avons ainsi passé en revue les différentes actions qui sont accordées tant à l'endosseur irrégulier-mandant qu'au porteur-mandataire. Ce sont les actions qui résultent du mandat ou, plus exactement, de la commission intervenue entre eux. Il faut joindre à celles-ci, nous l'avons vu en ce qui concerne le porteur irrégulier qui a dû, faute de paiement à l'échéance et sur recours au tiers porteur régulier, payer le montant de l'effet, les actions que ce tiers porteur pouvait avoir contre les signataires antérieurs de l'effet.

CHAPITRE III

DES ATTÉNUATIONS APPORTÉES PAR LA JURISPRUDENCE
ET LA DOCTRINE A LA PRÉSUMPTION LÉGALE DE
MANDAT RÉSULTANT DE L'IRRÉGULARITÉ DE L'ENDOS-
MENT, LORSQUE CETTE PRÉSUMPTION N'EST PAS CON-
FORME A LA RÉALITÉ.

Nous avons vu dans le chapitre précédent quelles sont les conséquences de la présomption de l'art. 138 et nous avons montré que le Code de commerce, reproduisant en cela les dispositions de l'ordonnance de 1673, avait tiré du fait de l'irrégularité de l'endossement une interprétation de la volonté des parties véritablement abusive et contraire dans bien des cas aux intentions véritables de celles-ci. Nous avons montré, en effet, qu'un endossement irrégulier n'avait le plus sou-

vent d'autres causes qu'un oubli, une négligence ou l'ignorance de l'endosseur, ignorance parfois très excusable, comme dans le cas d'indication défectueuse de la manière dont la valeur a été fournie. L'on conçoit, en effet, que les personnes qui voudront établir entre elles de simples rapports de mandat préféreront de beaucoup avoir recours à l'endossement de procuration expresse, plutôt que d'employer la procuration résultant implicitement de l'endossement irrégulier. Il se pourra dans ces conditions, qu'un porteur qui, de bonne foi, a fourni à son cédant la valeur correspondant au montant de l'effet se voie attaqué par son cédant, lequel, se prévalant malhonnêtement de l'irrégularité de l'endossement, viendra lui réclamer par l'action *mandati directa*, le montant de l'effet. De même il pourra se faire que le porteur non payé à l'échéance et actionnant son cédant en garantie, se voie opposer par celui-ci sa qualité de mandataire. Et alors nous nous trouvons, dans le système de la loi, en présence d'une grave iniquité, d'une atteinte légale au principe de la liberté des contractants auxquels on vient imposer un mandat alors qu'ils ont entendu réaliser une vente, une cession de créance. Aussi la question s'est-elle posée de savoir si, malgré la netteté des termes de l'art. 138, la preuve contraire pouvait être admise contre la présomption de mandat et si les parties pouvaient établir que le contrat intervenu entre elles était en réalité une

cession, la valeur ayant été fournie par le cessionnaire au cédant.

Cette question a donné lieu à trois solutions successives, dont une seule aujourd'hui paraît généralement adoptée tant par la doctrine que par la jurisprudence.

La première en date de ces trois solutions, si nous nous plaçons par rapport à la promulgation du Code de commerce, car, par rapport à l'ordonnance de 1673 elle ne vient que la seconde, rejette absolument toute possibilité de preuve contre la présomption de l'art. 138. Cet article, disent les partisans de cette solution, n'admet, par les termes dans lesquels il est conçu, aucune espèce de distinction entre les endossements irréguliers volontaires et les endossements irréguliers involontaires. L'endossement est un mode solennel de transmission spécial aux créances à ordre et qui remplace pour celles-ci la notification et l'acceptation authentique de l'art. 1690 civ. La loi, en le créant, a déjà voulu faire bénéficier d'une faveur certaines cessions presque toujours d'ordre commercial, pour lesquelles, dans l'intérêt des transactions, elle s'est départie des formalités encombrantes du Code civil. Il faut s'en tenir là et ne pas permettre aux personnes qui bénéficient de cette faveur, d'abuser des atténuations apportées par la loi au droit commun en n'observant pas les formes prescrites pour l'endossement, sous ce prétexte qu'elles pourraient prouver par la suite que leur intention était bien

de réaliser une cession. Les prescriptions de la loi en la matière doivent donc être strictement obéies ; du moment qu'en leur absence la loi décrète l'irrégularité de l'endossement, aucune preuve extrinsèque à celui-ci ne pourra corriger ce vice d'irrégularité.

Cette théorie, qui a pour effet de consacrer l'iniquité dont nous parlions au début de ce chapitre comme pouvant résulter d'un endossement involontairement irrégulier, est depuis longtemps complètement abandonné. Elle a été jadis exposée dans plusieurs arrêts, notamment dans un arrêt de Caen du 26 février 1824 (1), et un arrêt de cassation du 15 juin 1831 (2).

C'est, dit l'arrêt de cassation, dans l'endossement lui-même que doit se trouver la preuve de la régularité de celui-ci ; la loi n'admet à cet égard aucune distinction, elle ne souffre aucun équivalent tiré d'éléments étrangers au titre. L'absence des conditions qui constituent l'endossement régulier peut être invoquée par n'importe quelle personne intéressée à s'en prévaloir. Il en résulte que ce n'est pas seulement l'endosseur, resté propriétaire de la lettre, qui peut exciper de cette irrégularité, mais encore le tireur et l'accepteur, à l'effet de compenser le montant de la traite qu'ils doivent avec ce qui leur est dû par le véritable propriétaire de l'effet.

(1) P. 28. 2. 138.

(2) S. 31. 1. 411.

A ce système, outre les arguments d'équité que nous avons déjà fait valoir, il est facile d'opposer cet argument de droit que dans notre législation la convention seule fait la loi des parties et cela en dehors de toute espèce de formalités. Le contrat, quel qu'il soit, est quelque chose d'essentiellement abstrait ; il suffit pour qu'il existe que les contractants se soient manifesté clairement leur intention mutuelle de s'obliger. Les formalités, lorsque la loi a cru bon d'en édicter, ne concernent que les tiers, qu'il faut bien mettre au courant d'une façon certaine et par conséquent uniforme, de l'existence d'un acte juridique qui peut les intéresser dans une certaine mesure. Aussi la jurisprudence a-t-elle vite abandonné cette manière de voir, pour se mieux conformer à la justice et au respect de la volonté des parties.

Le second système, qui remonte d'ailleurs à l'ordonnance de 1673, admet contrairement au précédent que la preuve contraire peut toujours être administrée et ce à l'encontre de toute personne. L'ancienneté de ce système constitue même un des principaux arguments invoqués par ses partisans actuels. Le Code de commerce, disent-ils, n'a rien innové en matière d'endossement à l'ordonnance de 1673, et celle-ci a posé avant lui la présomption de procuration résultant de l'endossement irrégulier. A l'époque de l'ordonnance, en effet, une jurisprudence constante s'était établie qui reconnaissait le droit, pour les parties à un

endossement, de prouver, et cela *erga omnes*, que leur intention avait bien été de faire une transmission de propriété. C'était là d'ailleurs, ajoute-t-on, une sage interprétation du vœu de la loi. Quelle est en effet l'utilité, quel est le but de l'endossement, sinon d'opérer cette transmission ? L'article 138 qui vient apporter une restriction aux effets normaux de l'endossement ne peut donc être qu'une exception et doit être comme tel interprété très restrictivement. Sa rédaction n'est d'ailleurs nullement prohibitive ; s'il édicte que l'endossement irrégulier ne vaudra que comme mandat, il pose simplement le principe qui devra être suivi en l'absence de toute protestation des parties contre une telle interprétation de leur volonté, mais il n'interdit nullement à celles-ci de protester et de prouver que l'endossement n'est irrégulier que par erreur. Il eût fallu, pour enlever aux parties ce droit de faire la preuve de leur véritable intention, un texte prohibitif qui n'existe pas et auquel il ne peut être permis de suppléer. Cette preuve faite rétablira les choses sous leur jour véritable, et cela *erga omnes*, en dépit des irrégularités de forme que pourra présenter l'endossement. Si la jurisprudence antérieure au Code de commerce s'était unanimement prononcée en ce sens, c'est que, fidèle interprète des besoins véritables de la pratique commerciale, elle avait compris qu'en présence du grand nombre d'endossements irréguliers qui étaient alors souscrits, c'eût

été porter au commerce un grave préjudice que de limiter à son endosseur immédiat le recours que pouvait avoir le porteur irrégulier.

La plupart de nos Tribunaux de commerce et beaucoup de nos Cours d'appel adoptèrent cette solution (1) et décidèrent qu'il était de l'intérêt du commerce de pouvoir établir dans tous les cas, à l'encontre de l'art. 1138, l'existence de la cession.

La Cour de Cassation est même allée plus loin et, dans un arrêt du 16 décembre 1879 (2), elle décide que les simples présomptions suffiront sans qu'il y ait besoin d'établir la preuve contraire pour démontrer que l'endossement irrégulier a été en réalité translatif de propriété.

Cette opinion, qui permet aux parties de prouver *erga omnes*, en dépit de l'irrégularité de l'endossement, leur désir d'opérer une transmission de propriété, n'a pas été seulement soutenue par une imposante jurisprudence, elle a eu aussi pour partisans de savants auteurs. Voici, en effet, comment un de ces derniers, M. Massé (3), s'exprime sur la question : « Si l'absence de quelque une des

(1) Cass., 8 novembre 1826. D. 27. 1. 42.

Amiens, 8 mars 1840. D. 42. 2. 141.

Bourges, 26 mai 1863. D. 63. 2. 198.

Cass., 12 janvier 1869. S. 69. 1. 73.

Tribunal Commerce Seine. 1896.

GAZ. PAL. 1896. 1. 148.

(2) D. 80. 1. 197.

(3) *Le Droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens*, etc., t. IV, n° 141.

formalités requises par l'art. 138 fait perdre à l'endossement ses effets translatifs de propriété pour ne lui accorder que ceux d'une procuration, cette absence n'établit qu'une présomption qui doit cesser devant la preuve que, nonobstant le défaut d'énonciation, la valeur a été véritablement fournie. Il n'y a aucune raison, en effet, pour qu'il soit interdit de restituer à un acte ses effets naturels et légaux auxquels il doit naturellement tendre et vers lesquels la loi doit toujours favoriser le retour. »

Il faut avouer que ce système s'appuie sur de très solides arguments juridiques, mais il n'échappe pas à de sérieuses critiques qui font que, malgré une imposante jurisprudence, il a été presque complètement abandonné par les arrêts les plus modernes et par un grand nombre d'auteurs.

Si, en effet, l'art. 138 n'a pas expressément interdit la preuve contraire *erga omnes*, on ne s'en heurte pas moins à l'art. 1352 du Code civil, qui déclare qu'aucune preuve ne saurait être admise contre les présomptions de la loi, à moins que celle-ci ne permette la preuve contraire. Or, le Code de commerce est resté absolument muet sur ce point, alors qu'il déclare très explicitement que le porteur irrégulier n'est qu'un mandataire.

De plus, les endossements, comme l'effet de commerce lui-même, étant astreints à certaines règles de forme, doivent se suffire à eux-mêmes sans qu'il puisse être permis de corriger, par une

interprétation plus ou moins vraisemblable, les irrégularités qu'ils renferment. Si cela peut être admis à la rigueur entre les parties en vertu de ce principe que la convention seule fait leur loi, il ne saurait en être ainsi à l'égard des tiers. Ceux-ci, en effet, ne peuvent juger de la valeur d'un acte juridique que par la forme extérieure que cet acte revêt, et ils pourraient se trouver lésés par la possibilité donnée aux parties de prouver contre eux qu'un acte n'est pas ce qu'il paraît être. Enfin, si la loi commerciale a voulu, en autorisant le transfert par voie d'endos, suppléer aux formalités gênantes de la cession ordinaire, c'est à la condition que l'endossement offrirait certaines garanties de forme. Or, ces garanties cesseraient d'exister s'il était possible aux parties de prouver *erga omnes*, contrairement à la présomption légale, qu'elles ont entendu réaliser une véritable transmission de propriété et non un simple mandat.

Aussi ces différentes raisons ont-elles amené la majorité des auteurs et la jurisprudence moderne à résoudre la question par une distinction qui nous paraît fort sage. Les parties, endosseur et preneur, pourront toujours entre elles prouver que la présomption de l'art. 138 est fautive en ce qui les concerne : qu'elles ont entendu, l'une céder, l'autre acquérir l'effet irrégulièrement endossé. Au regard des tiers, au contraire, cette preuve ne pourra jamais être administrée ; les tiers seront protégés par la présomption légale de procuration

et pourront toujours se refuser à voir autre chose qu'un mandat, dans l'opération intervenue entre l'endosseur et le cessionnaire (1).

Cette distinction, avons-nous dit, est très juste. Il est naturel en effet, que les parties puissent toujours établir que, malgré l'irrégularité de l'endossement, elles avaient l'intention de transférer la propriété de l'effet; cette faculté ne saurait nuire à personne, et elle a cet avantage de respecter la volonté des parties. Vis-à-vis des tiers, au contraire, il serait absolument injuste de leur opposer une preuve prise en dehors de l'endossement lui-même; il y aurait là une source inépuisable de procès dans lesquels les tiers seraient obligés de discuter sur des faits qui leur seraient entièrement étrangers.

Ce serait mettre enfin les tiers à la discrétion absolue du porteur irrégulier et de son endosseur, qui pourraient, par une collusion frauduleuse, leur opposer tantôt une cession véritable, tantôt la présomption de procuration. Supposons par exemple que, sur présentation de l'effet par le porteur irrégulier, le débiteur de cet effet (souscripteur, tiré accepteur) oppose au porteur une exception du chef de l'endosseur irrégulier, le porteur pour-

(1) Cass., 14 avril 1856. S. 56. 1. 266.

Cass., 7 août 1867. S. 67. 1. 381.

Cass., 12 mars 1887. D. 88. 1. 260.

Rouen, 19 décembre 1891. *Recueil arrêts cours de Caen et Rouen*, 1892, 2, 23.

Paris, 20 février 1894, *GAZ. PAL.* 1894. 1. 394.

rait soutenir et s'entendre avec son cédant pour prouver qu'il y a eu cession véritable et que par conséquent, l'exception opposable à l'endosseur irrégulier ne saurait être valablement opposée à lui porteur. Renversons maintenant l'hypothèse et supposons que la personne astreinte au paiement de l'effet ait un moyen de défense né du chef du porteur actuel à opposer à celui-ci. Le porteur pourra, se prévalant de l'irrégularité de l'endossement, invoquer la présomption de mandat et repousser l'exception, qui ne saurait être opposée à son mandant.

Il faut donc approuver sans réserves, au nom de l'équité, la distinction faite par la jurisprudence moderne, suivant qu'il s'agit des relations des parties entre elles ou des parties avec les tiers.

Un arrêt de Caen, du 5 janvier 1864, a établi très nettement cette distinction dans les considérants suivants :

« Attendu que, selon l'art. 138 du Code de commerce, l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration; que celui qui a obtenu un endossement de ce genre peut bien s'en servir à l'égard de l'endosseur pour prouver contre celui-ci qu'il a fourni les fonds du billet, mais qu'il ne peut faire usage de cette faculté de preuve contre le souscripteur, lequel est un tiers à l'égard du porteur de l'endossement irrégulier. Attendu que, même à l'égard du souscripteur, le porteur du billet n'est pas dépourvu de toute

qualité et peut agir sous la condition de subir toutes les exceptions que ce souscripteur pourrait opposer à celui qui a donné l'endossement irrégulier ; mais que ce droit d'action ne subsiste qu'en vertu du mandat résultant de l'endossement et doit cesser quand le mandat a été révoqué » (1).

Il a été jugé toutefois par deux arrêts, l'un de Bordeaux du 14 mai 1872 (2), l'autre de Cassation (3) 17 août 1881, que si la preuve que la valeur a été fournie résultait de la reconnaissance volontaire faite par le tiers auquel le porteur s'est adressé, ce tiers ne pourrait prétendre ensuite à se prévaloir de la présomption de mandat.

Le système que nous venons d'exposer, et qui a rallié la jurisprudence et la plus grande partie de la doctrine moderne, établit une distinction. Il considère les relations des parties entre elles d'une part et celles des parties avec les tiers d'autre part. Les parties sont, nous l'avons dit déjà, l'endosseur et le porteur ; il importe de rechercher maintenant quels sont les tiers auxquels profite la présomption de l'art. 138.

Il est aujourd'hui à peu près unanimement admis que les tiers vis-à-vis desquels les parties ne sont pas admises à prouver que l'endossement irrégulier cache une véritable cession, sont le tireur, le

(1) D. 64. 1. 83.

(2) S. 72. 2. 263.

(3) S. 82. 2. 81.

tiré accepteur (ou le souscripteur), les endosseurs antérieurs à l'endossement irrégulier. Toutefois, en ce qui concerne le tiré accepteur ou le souscripteur, des arrêts ont admis que l'on pouvait établir contre eux la preuve que la valeur avait été fournie. On a dit (1) que, puisque le porteur irrégulier pouvait prouver contre son endosseur et les syndics de la faillite de celui-ci l'existence de la cession, il devait pouvoir *a fortiori* faire cette preuve contre le tiré accepteur. On a pensé que si, lorsque le tiré accepteur ou le souscripteur ont un intérêt personnel à invoquer la présomption de mandat, comme dans le cas où ils auraient contre l'endosseur irrégulier une exception de compensation, ils ont le droit de se prévaloir de cette présomption, leur intérêt n'est plus le même lorsqu'ils n'ont aucune exception à opposer à l'endosseur irrégulier. Puisqu'ils sont obligés de payer, peu leur importe que ce soit entre les mains du porteur irrégulier ou entre les mains de son endosseur, et ils n'ont aucun intérêt à s'opposer à la preuve de la valeur fournie, en invoquant la présomption de la loi.

Mais ces considérations ne justifient pas suffisamment l'infraction apportée par quelques arrêts à la règle qui est maintenant généralement admise que la preuve permise entre les parties ne saurait l'être à l'encontre des tiers quels qu'ils soient, d'autant plus que ces arrêts ne se sont aucune-

(1) Cass., 11 janv. 1869, D. 72. 1. 125.

ment expliqués sur les causes pour lesquelles ils se sont prononcés en ce sens.

Il ne peut exister le moindre doute sur la qualité de tiers des endosseurs antérieurs à l'endosseur irrégulier. La seule question qui puisse se poser à cet égard est celle de savoir s'il en serait de même au cas où l'endosseur, immédiatement antérieur à l'endosseur irrégulier, aurait lui-même transmis l'effet irrégulièrement. Mais nous avons eu déjà l'occasion d'étudier cette situation en recherchant quels sont les effets de la substitution de mandat. Le premier endosseur irrégulier est un mandant; le second endosseur irrégulier, son mandataire, devient par l'ordre qu'il passe à son tour un sous-mandant, et de cette substitution de mandat naît, entre mandant originaire et substitué d'une part, et entre substituant et substitué d'autre part, une action réciproque. Le substitué pourra donc prouver, vis-à-vis du substituant et du mandant originaire, qu'il a fourni la valeur; il pourra opposer au mandant originaire les exceptions qu'il eût pu opposer à son mandant immédiat.

La question la plus intéressante en cette matière comme aussi la plus controversée est celle de savoir si la qualité de tiers doit être reconnue ou refusée à la masse des créanciers de l'endosseur irrégulier failli. Car, en ce qui concerne ses créanciers en général, il ne peut y avoir aucun doute; ceux-ci étant ses ayant-cause ne sauraient être considérés à son égard comme des tiers.

La question n'est pas, comme le fait remarquer M. Arthuys (1), de savoir « si le cessionnaire irrégulier pourra faire la preuve qu'il a fourni la valeur et se présenter à ce titre au passif de la faillite de l'endosseur, ce qui ne paraît pas douteux, mais de savoir s'il est devenu propriétaire du titre, et si en s'adressant au tiré ou à tout autre obligé solvable, il obtiendra un paiement intégral ». L'on suppose évidemment que l'endossement a été fait sans fraude et avant la période suspecte, sans quoi les créanciers auraient le droit de l'attaquer par l'action Paulienne ou en vertu de l'art. 446 du Code de commerce.

Nous nous trouvons alors en présence de créanciers qui, la faillite de l'endosseur prononcée, cherchent à faire rentrer dans leur gage l'effet irrégulièrement endossé par leur débiteur, cet effet étant resté, aux termes de la loi, la propriété absolue de l'endosseur. C'est donc en son nom et comme ses représentants qu'ils agissent, avec des droits absolument identiques aux siens. Ils ne sont donc pas des tiers, comme le prétend à tort une ancienne Jurisprudence. Il existe à cet égard un arrêt très fortement motivé de cassation (2) (29 décembre 1856), qui établit d'une façon très nette à quelles conditions les syndics d'une faillite peuvent être considérés comme des tiers. Aux termes de cet arrêt, les syndics, représentant la masse, ne

(1) *Revue critique*, 1883, p. 286.

(2) Cassation, 29 décembre 1851, 559, 1. 97.

sont des tiers vis-à-vis du failli que lorsqu'ils exercent une action propre aux créanciers, ou lorsqu'ils attaquent en leur nom un acte fait en fraude de leurs droits par leur débiteur. Autrement ils ne sont que les ayant-cause du failli lorsqu'ils font valoir les droits et actions de celui-ci (art. 443 C. com. 1.166 C. civ.). Par conséquent, d'après cet arrêt un syndic de faillite qui réclame la restitution d'effets irrégulièrement endossés par le failli, et qui comme tels n'ont pas cessé d'être la propriété de celui-ci, n'agit en somme que du chef du failli, comme son ayant-cause, et reste à ce titre passible des exceptions opposables au failli.

Tel est, d'ailleurs, le système unanimement admis aujourd'hui. Toutefois, M. Arthuys, après avoir très complètement exposé la question, se montre d'un avis tout différent de celui que nous venons d'indiquer. Pour lui, un endossement irrégulier dont la valeur a été fournie n'est qu'une cession ordinaire de créance produisant effet entre les parties et n'en produisant aucun vis-à-vis des tiers, pour lesquels il n'a pas d'autre valeur qu'une cession ordinaire de créance qui n'aurait pas été notifiée. Il est inexact de soutenir que la faillite n'a changé en rien la situation des créanciers et qu'ils continuent à exercer purement et simplement les droits de leur débiteur. Le dessaisissement produit les effets d'une saisie générale et le jugement déclaratif fait des créanciers, de véritables tiers

auxquels la transmission n'est pas plus opposable que ne le serait une cession non signifiée à un créancier qui aurait pratiqué une saisie-arrêt.

M. Arthuys cite à l'appui de cette théorie un arrêt du 15 décembre 1841 (1).

Il est facile de répondre à cette argumentation que si le dessaisissement produit bien vis-à-vis du failli les effets d'une saisie générale de ses biens, il s'agit ici, non d'un acte translatif postérieur à la faillite, mais de la preuve faite d'un acte antérieur à celle-ci, qui, par conséquent, ne tombe nullement sous le coup du dessaisissement.

La distinction établie par la jurisprudence et la doctrine, suivant que l'on envisage les relations des parties entre elles ou les relations des parties avec les tiers, en ce qui concerne l'administration de la preuve de la valeur fournie, a donné lieu à une autre question également fort intéressante. Quelle est la nature de l'obligation dont est tenu le cédant vis-à-vis de son cessionnaire irrégulier ? Est-ce une obligation de droit commun ou de droit commercial puisant sa nature dans ce fait que le titre est un effet de commerce ?

Si c'est une obligation de droit commun, il n'y aura rien de changé aux règles ordinaires de la compétence et de la prescription.

Si c'est, au contraire, une obligation de droit commercial, les contestations relatives à l'obligation de l'endosseur seront de la compétence des

(1) S. 42. 1. 125.

magistrats consulaires ; la prescription sera celle de cinq ans, que l'art. 189 du Code de commerce édicte en matière de lettres de change. Enfin, en vertu de l'art. 140, l'endosseur sera tenu de la garantie du paiement à l'échéance.

La jurisprudence la plus ancienne s'était prononcée pour la nature commerciale de cette obligation en s'appuyant sur la volonté présumée des parties qui avait dû être [de faire un endossement avec toutes les conséquences que cet acte entraîne. Les vices de forme dont était entaché cet endossement étaient parfaitement réparés par la preuve établie que la valeur avait été fournie. (Cassation, 5 juillet 1843) (1).

Cette opinion n'a pas prévalu et cela avec raison. Il ne faut pas pousser jusqu'à l'extrême l'assimilation de la cession ordinaire de créance et de l'endossement. La cession n'est soumise à aucune espèce de forme entre les parties ; il en est tout autrement de l'endossement. La preuve qui a été faite contre l'endosseur que la valeur avait été fournie démontre bien qu'il y a eu une cession de créance, mais elle ne saurait équivaloir à un endossement qui nécessite l'emploi de formes que rien ne peut remplacer. Si l'on admettait qu'il en fût autrement, la preuve contraire pourrait remplacer l'endossement vis-à-vis destiers eux-mêmes ; or, les termes de l'art. 138, en déclarant que l'endossement irrégulier « vaut procuration », dé-

(1) S. 44. 1. 50.

montrent suffisamment que la loi a voulu simplement envisager les rapports entre endosseur et cessionnaire. Il faut donc décider que nous sommes ici en matière de droit commun, que les règles applicables sont celles de la cession ordinaire de créances et que par conséquent la compétence comme la prescription seront celles du droit civil (1).

La preuve que la valeur a été fournie et que l'endossement irrégulier a eu entre les parties la même valeur qu'un endossement régulier se fera avec la facilité spéciale aux affaires commerciales. Tous les modes de preuve seront donc admis : témoins, livres et correspondance des parties, simples présomptions.

(1) BRAVARD et DEMANGEAT, t. III, p. 183 et 184.

APPENDICE

De l'endossement irrégulier employé comme mode de réalisation de libéralités

Nous venons de voir que la pratique, éclairée par la doctrine, a singulièrement atténué les rigueurs de notre loi commerciale en permettant au porteur irrégulier de prouver vis-à-vis de son cédant, en dépit de la présomption légale, que l'opération intervenue entre eux était une cession et non pas un mandat. Il est permis de se demander si, usant de cette faculté, les parties peuvent employer la voie de l'endossement irrégulier pour réaliser une donation, question que nous retrouverons et que nous étudierons en détail, parce qu'elle se posera alors plus pratiquement, lorsque nous étudierons l'endossement en blanc.

Deux décisions de jurisprudence, un arrêt de Cassation du 25 janvier 1832 (1) et un arrêt de la Cour de Paris (2) du 18 novembre 1867 se sont prononcés dans le sens de l'affirmative et ont décidé que l'on pouvait par voie d'endossement irrégulier réaliser des dons manuels. Il s'agissait,

(1) Rapporté dans DALLOZ répertoire. V^o *Effets de Commerce*, n^o 455.

(2) *Gaz. Trib.*, n^o du 10 juillet 1867.

dans un cas, d'un endossement causé « pour don » et, dans l'autre, d'un endossement irrégulier pour défaut d'indication de la valeur fournie.

La Cour de Cassation, s'appuyant sur la distinction qu'il faut établir au point de vue de l'administration de la preuve de la valeur fournie, entre les relations des parties entre elles et celles des parties, avec les tiers, jugea que lorsque l'endosseur irrégulier avait déclaré par un acte non suspect (dans l'espèce il s'agissait de lettres missives), que son intention véritable était de transmettre la propriété au concessionnaire de l'effet, l'endossement, quoiqu'irrégulier, opérait ladite transmission.

D'autre part, l'arrêt de Paris décide que les art. 137 et 138 concernent seulement les négociations à titre onéreux et ne s'appliquent aucunement aux aliénations à titre gratuit ; qu'en conséquence, le titulaire d'une assurance sur la vie peut transmettre la police à titre de don manuel par un endossement causé « pour don ».

Ces deux arrêts, en accordant à l'endossement irrégulier le pouvoir de transporter la propriété d'un effet à ordre, du moins en ce qui concerne les parties, s'accordent parfaitement avec la jurisprudence maintenant admise et que nous avons précédemment étudiée. Il suffira que le porteur prouve que l'endosseur a réellement fait cet endossement irrégulier dans un esprit de libéralité, *animo donandi*. Cette solution est toutefois

vigoureusement combattue par M. Bressolles. Celui-ci, partisan de la première des trois solutions que nous avons indiquées sur la mesure dans laquelle le porteur irrégulier peut prouver la réalité de la cession malgré la présomption de mandat, estime que dans aucun cas, en présence des termes des art. 137 et 138, cette preuve ne saurait être admise.

« On comprend, dit-il (1), qu'en partant de ce point de vue (la non admissibilité de la preuve contraire même entre les parties), nous soyons portés à exclure toute possibilité de don manuel appliqué à des effets irrégulièrement endossés. Ce don ne peut exister que par une possession révélant sans équivoque un transfert de propriété de la chose livrée. Or, le titre que détient le porteur de l'effet en question, loin d'avoir cette signification dit tout le contraire. Le détenteur aurait beau se prévaloir du don énoncé dans l'endossement, son titre commanderait par lui-même une interprétation contraire ; ce serait le cas de dire : *Expressa nocent*, car la mention du don rend l'endossement irrégulier et ne fait de lui qu'une procuration ».

Mais, même en admettant comme nous l'avons fait et comme l'admettent aujourd'hui une jurisprudence constante et une doctrine quasi unanime, que la preuve de la cession peut être faite entre les parties en dépit de la présomption légale, il est

(1) *Théorie et pratique des dons manuels*, parag. 90.

impossible juridiquement, toujours d'après M. Bressolles, de soutenir que la livraison à titre gratuit d'un effet n'indiquant pas la valeur fournie ou causé pour don, constitue un don manuel. On sait, en effet, que ce qui constitue le don manuel, « le don de main chaude » comme disaient nos anciens, c'est la simple tradition dénuée de toutes formalités pourvu, bien entendu, qu'elle ait été faite avec l'*animus donandi*. Le défaut de formalités est absolument nécessaire pour qu'on puisse prétendre qu'on se trouve en présence d'un don manuel, ou plutôt la tradition est la seule formalité admise. D'autre part, si la cession du titre se fait de la main à la main, cette remise ne constitue pas à elle seule, comme elle le constituerait pour un titre au porteur, le mode d'aliénation du titre à ordre. Elle doit, pour être valable comme telle, être précédée d'une formalité qui s'appelle l'endossement. Il n'y a donc pas don manuel au sens juridique du mot, mais bien plutôt une donation déguisée sous la forme d'un acte onéreux, l'endossement. Et il y a une sérieuse importance à bien établir cette différence pour le cas où l'on se trouve en présence d'une libéralité entre époux; l'art. 1099 décide, en effet, que les donations déguisées entre époux sont radicalement nulles, alors que les donations manuelles comme les donations ordinaires sont simplement réductibles.

M. Demolombe va plus loin encore et refuse d'admettre que la remise à titre gratuit d'un effet

irrégulièrement endossé puisse constituer même une donation déguisée (1).

« Le principe, dit-il, c'est que la donation déguisée sous la forme d'un acte onéreux n'est valable qu'autant qu'elle a été faite sous la forme qui est nécessaire à l'acte dont elle a emprunté l'apparence. Or, pour transmettre la propriété d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, il faut un endossement régulier et qui exprime la valeur fournie ; un endossement irrégulier, insuffisant à cet effet, n'est qu'une procuration.

Donc, un endossement irrégulier qui n'est pas translatif de propriété ne saurait valoir comme donation ».

En dépit de cette manière de voir, qui est, nous le reconnaissons, celle de la plupart des auteurs, la jurisprudence, la plus récente (2), admet que les titres à ordre irrégulièrement endossés peuvent parfaitement faire l'objet d'une libéralité. Ce sera au cessionnaire, qui se prévaut de cette libéralité, d'établir la preuve de celle-ci, résultant de *l'animus donandi* chez le cédant.

En ce qui nous concerne, nous ne pouvons qu'approuver les décisions de la jurisprudence en ce sens, qui, sans présenter de sérieux inconvénients, nous semblent tout à fait conformes à la tendance générale des arrêts. Cette tendance consiste à reconnaître à l'endossement irrégulier le

(1) *Donations*, t. III, n° 109.

(2) Cass., 29 décembre 1870. *Ann. droit c.*, 91, p. 67.

plus grand nombre d'effets possible ; et malgré les arguments apportés en sens contraire par M. Bressolles et tirés de ce fait que l'endossement même irrégulier constitue une formalité qui doit exclure l'idée de don manuel, nous n'hésitons pas à considérer comme telle la tradition *animo donandi* ; d'un titre régulièrement endossé. Nous ne sommes plus là, en effet, en matière de cession ordinaire qui suppose un acte à titre onéreux, mais en présence d'une libéralité. La rédaction de l'endossement irrégulier et la tradition *animo donandi* de l'effet ainsi endossé ne sont plus les deux phases d'une même opération, mais deux opérations absolument indépendantes ; l'effet endossé irrégulièrement constitue un objet mobilier, un titre de créance d'une forme particulière qui pourra par la suite faire l'objet d'une tradition manuelle dans un esprit de libéralité. Et cette manière de voir nous semble beaucoup plus conforme que celle de M. Bressolles, à la tendance très libérale de la jurisprudence.

*
* *

Nous avons ainsi terminé l'étude de l'endossement irrégulier en général. Il nous reste, pour compléter cette étude, à rappeler que, contrairement à ce qui se passe pour l'endossement en blanc, à l'étude duquel nous arrivons maintenant, il n'est pas permis de compléter un endossement auquel il ne manquerait que l'une ou quelques-

unes des mentions prescrites par l'art. 137. Alors qu'en effet l'endossement en blanc, par sa forme si simplifiée, indique d'une façon certaine que son auteur a voulu concéder au porteur le droit de le remplir sous certaines conditions, l'irrégularité pour défaut d'une des mentions requises peut être le résultat d'une erreur, d'un oubli, comme elle peut aussi être volontaire. Quoiqu'il en soit, l'endosseur irrégulier a souscrit un titre susceptible de produire certains effets particuliers. Il doit donc être présumé avoir agi sciemment et avoir voulu montrer qu'il entendait restreindre les effets de l'endossement ; « il ne voulait sans doute pas le rédiger autrement puisqu'il ne l'a pas fait, et rien ne porte à présumer qu'il autorisait à en changer la teneur par des additions » (1). Tel est d'ailleurs sur ce point l'avis unanime de la doctrine (2), laquelle n'indique d'ailleurs en aucune façon quelle pourrait être la sanction d'une régularisation faite dans ces conditions. La question ne s'est d'ailleurs jamais présentée dans la pratique, et nous ne voyons pas bien comment elle pourrait se poser, l'endossement une fois régularisé ne se distinguant plus d'un endossement régulier dès l'origine, et faisant foi par lui-même des différentes mentions qui y figurent.

(1) RIVIÈRE, *Rep. sur Dr. comm.*, p. 283.

(2) PARDESSUS, t. II, p. 375. — BRAU et DEMANGEAT, *op. cit.*, t. III, p. 178. — BEDARRIDE, *op. cit.*, t. I, n° 329. — NOUGUIER, *op. cit.*, n° 347. — ALAUZET, *op. cit.*, t. IV, n° 1360. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité*, t. IV, n° 149.

CHAPITRE IV

D'UNE VARIÉTÉ SPÉCIALE DE L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER, DE L'ENDOSSEMENT EN BLANC DE LA LETTRE DE CHANGE ET DU BILLET A ORDRE.

Comme son nom l'indique, l'endossement en blanc n'est autre chose qu'un blanc-seing donné par le cédant au cessionnaire de l'effet. C'est le plus irrégulier des endossements, puisqu'il ne contient que la simple signature de l'endosseur, sans date, sans mention de la clause à ordre, sans indication de valeur fournie, sans désignation du cessionnaire. Comme tel il doit donc rentrer sous la législation générale de l'endossement irrégulier. Il ne vaut, vis-à-vis du cessionnaire, que comme mandat de soigner le recouvrement de l'effet, sauf pour les parties le droit de prouver qu'elles ont entendu faire une véritable cession, preuve qui leur reste interdite vis-à-vis des tiers. Les règles du mandat s'appliqueront donc à la procuration implicite résultant de l'endossement en blanc.

Il existe cependant en faveur de cet endossement de graves dérogations aux règles de l'endossement irrégulier, dérogations qui sont l'œuvre de la jurisprudence et qui expliquent la faveur dont a joui dès l'origine et dont jouit encore l'endossement en blanc. Alors qu'il est absolument interdit au porteur d'un endossement irrégulier ordinaire

de corriger les mentions de cet endossement ou de suppléer à celles qui manquent, il est toujours permis au porteur en blanc de remplir l'endossement au profit d'un nouveau porteur ; il peut même, sous certaines conditions que nous aurons à étudier par la suite, remplir le blanc à son profit ; il peut enfin, et c'est là peut-être le plus grand avantage de cet endossement, livrer le titre ainsi endossé de la main à la main par simple tradition comme un titre au porteur.

On conçoit facilement que dans ces conditions l'endossement en blanc présente une très grande utilité pratique et qu'il soit extrêmement employé dans les relations commerciales. Outre la facilité qu'il vient apporter dans ces relations en permettant de transférer la propriété du titre par simple tradition, il offre pour les banquiers qui ont un grand nombre d'effets à escompter un sérieux avantage matériel résultant de la rapidité avec laquelle un tel endossement est fait, une simple signature au verso de l'effet suffisant à le constituer.

De plus, la facilité avec laquelle le titre endossé en blanc circule de main en main et sans porter de traces des différentes transmissions dont il a été l'objet, permet à ses détenteurs successifs d'échapper entièrement à la garantie solidaire que l'art. 140 du Code de commerce établit entre tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, de telle sorte que seuls, le tireur et l'endosseur dont les signatures figurent sur l'effet, en demeurent tenus.

Enfin, il se peut que l'effet qui porte un endossement complet se trouve refusé par la personne à laquelle il aura été présenté pour l'escompte. Il faudra alors raturer le nom du cessionnaire. Il en résultera une certaine défiance de la part des personnes auxquelles cet effet sera présenté dans la suite. C'est là un danger qui se trouve complètement écarté par la pratique de l'endossement en blanc, lequel ne contenant par avance aucun nom, ne portera aucune trace des différents refus qui auront accueilli la présentation de l'effet.

On comprend qu'à raison des grands avantages qu'il offre au négoce, l'endossement en blanc ait été rapidement adopté dans la pratique commerciale. Il était naturel, en effet, qu'en présence d'un endossement aussi simplifié dans la forme, la jurisprudence sentant bien que l'intention de son auteur était de créer entre le preneur et lui des relations autres que celle de mandataire à mandant, ait voulu rechercher qu'elle avait pu être au juste la volonté des parties. Et par une longue étude des effets possibles, des conséquences logiques de l'endossement en blanc, elle en est arrivée à déduire une série d'applications de la volonté des parties, aussi éloignées que possible de la conception étroite des art. 137 et 138, mais absolument en harmonie avec les tendances du commerce et l'esprit des plus récentes législations étrangères.

C'est ainsi qu'après avoir admis tout d'abord la

cession de l'effet endossé en blanc tel quel, sans régularisation, la jurisprudence en est arrivée toujours sous l'influence de la pratique à permettre au porteur de régulariser l'endossement, en remplissant le blanc avec toutes les mentions de l'art. 137 du Code de Commerce, et de passer l'effet à l'ordre d'un tiers. Enfin, dans le cas où le porteur en blanc aurait lui-même payé le montant de l'effet, les arrêts l'ont autorisé sous certaines conditions à passer à son ordre le titre enfin régularisé. Mais avant d'en arriver à ces perfectionnements, la jurisprudence a eu à lutter laborieusement contre une législation étroite et une doctrine hostile, ainsi que le montre l'histoire de l'endossement en blanc.

Dès avant l'ordonnance de 1673, celui ci avait déjà pris dans la pratique une grande extension à laquelle la jurisprudence des Parlements s'était montrée constamment favorable. Par contre, comme nous l'avons dit dans notre aperçu historique, la doctrine et la législation se déclarèrent dès cette époque opiniâtement hostiles à cet endossement. L'art. 25 de l'ordonnance l'engloba dans les endossements irréguliers, qui ne valent que comme procuration; les jurisconsultes d'alors, Bornier, Savary, condamnèrent hautement la pratique des endossements en blanc. Ce fut seulement au milieu du XVIII^e siècle, sous l'influence de la jurisprudence et dans l'intérêt de la pratique commerciale, que l'endossement en blanc reçut

une consécration quasi officielle par la lettre de d'Aguesseau au Procureur général du Parlement de Toulouse. On sait que la période révolutionnaire se montra, elle aussi, hostile à l'endossement en blanc qu'elle prohiba sévèrement par la loi du 2 vendémiaire de l'an IV, et notre Code de commerce n'osant pas se prononcer entre la pratique d'une part, les législations antérieures et la doctrine des Bornier, des Savary, des Pothier d'autre part, préféra passer l'endossement en blanc sous silence et l'assimiler ainsi par prétérition à l'endossement irrégulier ordinaire.

Nous avons exposé précédemment quels étaient les griefs de la doctrine contre l'endossement en blanc : facilité donnée à un commerçant sur le point de sombrer, d'avantager certains de ses créanciers, de soustraire une partie de son actif au gage de ceux-ci à l'aide d'endossements en blanc préparés à l'avance, dangers de perte ou de vol suivis d'une régularisation frauduleuse, danger d'abus de confiance de la part du porteur qui peut remplir le blanc à son profit, alors qu'il avait simplement reçu mandat de recouvrer, qui peut aussi insérer des clauses exceptionnelles, telles que prorogation d'échéance, dispense de protêt, ou changer l'endossement en un aval (1). Ce sont là, certes, de graves inconvénients, mais qui, comme le disait d'Aguesseau, ne sauraient entrer en comparaison

(1) Limoges, 10 mai 1844, D. 46, 4, 179.

Lyon, 7 juillet 1849, S. 49, 2, 680.

avec les avantages énormes résultant de l'endossement en blanc.

On a essayé plus récemment de combattre cet endossement en l'accusant de porter atteinte au monopole de la Banque de France pour l'émission des billets. Il y a là une confusion. Les billets de banque sont payables à tout moment, tandis que les effets en blanc ne le sont qu'à l'échéance et se prescrivent par cinq ans. Enfin, comme le dit un arrêt de Cassation du 10 novembre 1879 (1), « les billets de banque sont souscrits sans cause ni valeur reçue et seulement pour devenir la représentation du capital formant le fonds social de la maison de banque et pour circuler comme l'aurait fait ce capital lui-même, tandis que l'effet endossé en blanc est créé et constitué par suite d'une opération spéciale et déterminée, dont il représente l'importance.

Nous avons dit que l'endossement en blanc était soumis à toutes les règles générales de l'endossement irrégulier. Nous ne recommencerons donc pas, en ce qui le concerne, une étude que nous venons de faire ; la plupart des décisions de jurisprudence que nous avons déjà indiquées au cours de ce travail relativement aux effets de l'endossement irrégulier se réfèrent d'ailleurs à des endossements en blanc. Nous étudierons donc simplement les particularités de cet endossement et les effets que la jurisprudence et la doctrine lui ont reconnus et

(2) D. 80. 1. 157.

qui sont plus étendus que ceux de l'endossement irrégulier ordinaire. Dans cet ordre d'idées, nous examinerons la faculté reconnue au porteur d'un effet endossé en blanc de régulariser l'endossement à son profit et les conséquences qui résultent de cette faculté. Nous étudierons enfin certaines applications de l'endossement en blanc, notamment la remise à un tiers par le porteur de l'effet ainsi endossé, par voie de simple tradition, sans régularisation aucune, et l'emploi de cet endossement comme mode de réalisation de libéralités.

SECTION I

De la faculté donnée au porteur d'un titre endossé en blanc de remplir le blanc à son profit

La faculté reconnue au porteur d'un titre endossé en blanc de le compléter à son profit, faculté unanimement admise aujourd'hui, est le couronnement logique de l'évolution que nous avons étudiée dans les chapitres précédents. Nous avons vu, en effet, qu'après avoir autorisé le porteur irrégulier à négocier le titre, pour en toucher ainsi le montant sans être obligé d'attendre l'échéance, la jurisprudence a reconnu au même porteur le droit de préciser à l'encontre de son endosseur, de son commettant, qu'il avait fourni la valeur de l'effet. Cette preuve, d'après de nombreux arrêts, peut-être administrée *erga omnes* ; selon une jurisprudence

plus récente et plus conforme aux principes généraux de notre droit ne peut être établie qu'entre les parties et n'est pas opposable aux tiers.

La jurisprudence ne pouvait aller plus loin en présence de l'endossement dont l'irrégularité consiste dans le défaut de l'une ou de quelques-unes seulement des mentions exigées par la loi, cette irrégularité pouvant être en effet, le résultat d'une simple erreur de l'endosseur, d'un oubli dont il ne serait pas juste de le faire pâtir. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne l'endossement en blanc, dans lequel l'absence de toutes ces mentions à l'exception toutefois de la signature de l'endosseur, est évidemment voulue et fait de l'endossement ainsi simplifié un véritable blanc-seing. Dans ces conditions, on conçoit que la pratique ait songé à tirer tout le parti possible des facilités résultant de cette situation en permettant au porteur d'un effet ainsi endossé, de le régulariser au profit d'un tiers en y insérant les mentions qui font défaut, et enfin, dans le cas où le porteur aurait payé le montant de l'effet à son cédant, de s'en attribuer la propriété en remplissant le blanc à son propre nom. En somme, d'après la jurisprudence, le porteur qui régularise un effet endossé en blanc ne fait autre chose que de profiter d'une autorisation implicite de transformer suivant son intérêt l'endossement en blanc en endossement régulier (1).

(1) Voir la note sous l'arrêt de Paris du 19 févr. 1902. Rapporté dans la *Gazette du Palais*, n° du 12 novembre 1902.

« Attendu, dit la Cour de Cassation (1), que le porteur d'un effet en vertu d'un endossement en blanc ne valant que comme procuration, puise dans cette procuration même le droit de remplir l'ordre à son profit lorsqu'il a fourni à l'endosseur la valeur de l'effet ; l'ordre ainsi rempli dès qu'il contient les énonciations requises par l'art. 137 a pour conséquence de transformer la procuration dont le porteur est investi en une transmission de l'effet à son profit et de mettre ce dernier à l'abri des exceptions qui auraient pu être opposées au mandant originaire. »

Cette faculté accordée par la jurisprudence au porteur d'un effet endossé en blanc se justifie, du reste, parfaitement. Dans un endossement en blanc, rien n'est écrit. L'endosseur, en se contentant d'apposer sa signature au dos de l'effet, sait fort bien quels risques il pourra courir en remettant au cessionnaire l'effet ainsi endossé. Il est très vraisemblable qu'il n'a eu d'autre but que de permettre au porteur de remplir régulièrement le blanc et de s'attribuer la propriété de l'effet. Et une semblable faculté paraît d'autant plus légitime que l'endossement, pour être régulier, n'a nu besoin, comme nous l'avons vu, d'être rédigé par celui qui l'a signé. Il suffit, pour qu'il soit valable,

(1) 21 Décembre 1864, P. 65, 1, 60; D. 65, 1, 30; S. 65, 1, 45.

Cass, 14 juin 1882, S. 85, 1, 489.

Chambéry, 13 novembre 1895, GAZ. PAL., Tables 1897-1902

V° *Effets de Commerce*, n° 107.

Cass., 29 décembre 1890, S. 94, 1, 442.

que la personne qui l'a rédigé ait pris soin de faire cette rédaction conformément aux règles de l'art. 1137 et que le cédant lui-même ait signé de sa propre main.

Or, dans le cas d'un endossement en blanc rempli par le porteur, nous nous trouvons en présence d'un endossement régulier ordinaire, dont le signataire a chargé comme il en avait le droit une autre personne de le rédiger.

Cette faculté accordée au porteur en blanc par une jurisprudence unanime (1) lui a été reconnue également par la plupart des auteurs. Voici, en effet comment s'exprime à cet égard M. Bédarride :

« L'endossement en blanc serait donc le plus irrégulier des endossements ; en fait, cependant, il l'est le moins. En effet, personne ne pourrait réparer l'omission d'une des énonciations de l'art. 135, tandis que tout le monde peut valablement remplir l'endossement en blanc ; qu'il suffit que ce remplissage ait eu lieu avant le protêt pour que la propriété de l'effet soit valablement et définitivement acquise aux parties » (2).

(1) Cass., 20 février 1843. D. 43. 1. 149.

— 12 nov. 1845. D. 45. 1. 417.

— 3 avril 1848. D. 48. 1. 82.

Rennes, 24 août 1849. D. 52. 1. 380.

Cass., 12 déc. 1864. D. 65. 1. 30.

— 10 mai 1865. D. 65. 1. 275.

— 14 janv. 1853. D. 73. 1. 235.

— 14 juin 1882. D. 84. 1. 224.

(2) T. 1. n° 329.

Et M. Nouguiér (3) :

« Il arrive pourtant que les endossements donnés en blanc ont tous les effets d'un endossement régulier. Il est reconnu aujourd'hui, de même qu'il l'était sous l'ancienne législation, que la personne à qui un effet de commerce dont elle a fourni la valeur a été remis avec la signature en blanc, peut avant l'échéance remplir ou faire remplir le blanc par un endossement régulier et corriger ainsi le vice originaire de la créance qui lui avait été consentie ».

On comprendra facilement qu'en créant au bénéficiaire du porteur en blanc une faculté aussi dangereuse pour le cédant, la jurisprudence ait pris certaines précautions contre les abus auxquels aurait pu donner lieu de la part de porteurs indelicats le droit de remplir le blanc à leur profit et qu'elle ait toujours pris soin de maintenir dans de justes limites ce pouvoir donné au porteur de compléter l'endossement.

D'abord il est bien entendu, et les arrêts se sont montrés formels à cet égard, que la faculté laissée au porteur de remplir le blanc à son profit est subordonnée à cette condition que le porteur a fourni à son cédant la valeur de l'effet. Il faut, de plus, que le cédant en remettant le titre ainsi endossé n'ait pas interdit au cessionnaire de s'en

(3) T. 1. n° 747.

Voir aussi BRAY. et DEMANGEAT, t. III, p. 178 — LYON-CAEN et REN., t. IV, n° 149. — PARDESSUS, *Cours de Droit commercial*, t. II, n° 346.

rendre propriétaire par une régularisation à son profit. Le porteur en blanc qui s'attribuerait la propriété de l'effet contre la volonté de son mandant commettrait une grave dérogation à ses devoirs de mandataire, un véritable abus de blanc-seing. Mais, en cas d'abus commis par un porteur en blanc qui se sera, contre la volonté de son cédant, attribué la propriété du titre en régularisant l'endossement, il sera bien difficile à l'endosseur de prouver que la régularisation a été frauduleuse et que le porteur a outrepassé son mandat.

Du moment, en effet, que le porteur aura rempli régulièrement le blanc à son nom, il existera en sa faveur une présomption de propriété aussi forte que la présomption de mandat qui atteint le porteur irrégulier ordinaire ou le porteur en blanc qui n'a pas complété l'endossement. C'est à la personne qui a signé un pareil endossement dans l'intention, non pas d'aliéner l'effet mais seulement de charger implicitement le porteur d'en recouvrer le montant, de prendre toutes ses précautions quant à l'honnêteté de son mandataire. Il est bien évident, en effet, que le mandat de recouvrer donné sous la forme d'un endos en blanc suppose de la part du mandant une entière confiance dans la personne qu'il a choisie pour son mandataire.

Si la jurisprudence a voulu que le porteur en blanc ne pût s'attribuer la propriété du titre contre la volonté de son endosseur, elle a tenu très

énergiquement à ce que le porteur ne pût abuser de la faculté qui lui est laissée en insérant dans l'endossement des clauses susceptibles d'obliger son cédant au delà des engagements résultant ordinairement de l'endossement. C'est ainsi que le porteur ne pourrait insérer une dispense de protêt (1) qui enlèverait à l'endosseur le droit d'opposer la déchéance de l'art. 168. C'est ainsi qu'il ne pourrait stipuler une prorogation d'échéance. L'insertion de semblables clauses non seulement n'obligerait en aucune façon le cédant, mais rendrait le porteur indélicat responsable des conséquences de cette insertion frauduleuse.

Plusieurs applications de ce principe ont été faites, notamment par un arrêt de la Cour de Lyon, qui n'hésite pas à qualifier de véritable abus de mandat l'acte du porteur en blanc qui profite des facilités que lui donne cet endossement pour proroger l'échéance de l'effet (2). Et le même arrêt décide qu'il ne doit être en aucune façon tenu compte de cette prorogation frauduleuse (3).

Quel que soit, d'ailleurs, le droit du porteur en blanc qui a complété l'endossement en sa faveur, s'il fait ensuite un endossement régulier à l'ordre d'un tiers de bonne foi, ce tiers restera absolu-

(1) Limoges, 25 mars 1846. S. 46. 2. 263.

(2) Lyon, 17 juillet 1849. S. 49. 2. 680.

(3) Lyon, 10 mai 1844. S. 45. 2. 481.

Voir aussi :

Metz, 5 août 1869. S. 70. 2. 120.

Cass., 24 juin 1878. S. 79. 1. 151.

ment étranger aux conséquences de l'usurpation commise par son endosseur. Il sera, par cet endossement, irréfragablement saisi de la propriété de l'effet et l'endosseur en blanc, victime de l'abus de confiance commis par son cessionnaire, n'aura contre le tiers porteur de bonne foi aucune espèce de recours.

Il en serait ainsi dans le cas où il n'y aurait même pas eu endossement blanc, mais simple apposition au verso du titre d'une signature destinée à servir de « *pour acquit* » au-dessus de laquelle un porteur indélicat aurait écrit une formule d'endossement. Si ce porteur malhonnête, après avoir rédigé ainsi un endossement à son ordre, négociait le titre par un endossement régulier à l'aide d'un tiers de bonne foi, l'endossement serait parfaitement valable au regard de ce tiers.

Dans le cas même où le tiers porteur sera de mauvaise foi, ce sera à l'endosseur en blanc de faire la preuve de cette mauvaise foi. La jurisprudence en a ainsi plusieurs fois décidé, notamment dans une espèce toute récente (1) :

Un sieur Malliary avait endossé à un sieur Gay une traite tirée par lui sur un sieur de Jarcy, qui l'avait acceptée. L'endossement avait été fait à titre de procuration expresse, c'est-à-dire en vue seulement de conférer à Gay le mandat d'en soigner le recouvrement pour Malliary.

(1) Cour de Paris, 18 décembre 1901, G. PAL, n° du 4 février 1902.

Voir aussi : Cass., 14 janvier 1873. D. 73, 1, 325.

Au lieu de se conformer à ce mandat, Gay détourna à son profit la valeur qui lui avait été remise dans ces conditions. Il l'endossa au sieur Jumeau, banquier. Cet endos fut fait en blanc.

L'échéance arrivée, de Jarcy refusa de payer Jumeau, qui le poursuivit, ainsi que Malliary. Ces deux personnes se défendirent en opposant à Jumeau l'exception tirée de la mauvaise foi de Gay.

La Cour, constatant que l'effet se trouvait lors de son échéance régulièrement endossé déclara qu'elle n'avait point à se préoccuper de savoir si, lors de la cession, l'effet était endossé en blanc. Elle jugea que du moment qu'il n'était pas démontré que Jumeau, porteur de l'effet litigieux, avait eu connaissance des vices du titre, démonstration qu'il appartenait à Jarcy et à Malliary de faire ; que du moment également que la culpabilité de Gay n'était pas établie, Malliary et Jarcy étaient mal fondés à opposer l'exception de mauvaise foi au bénéficiaire, lequel était absolument dans son droit en réclamant et en poursuivant le paiement de l'effet.

Ainsi donc si l'endosseur en blanc ne peut faire la preuve qui lui incombe, soit de l'abus de confiance du cessionnaire, soit de la mauvaise foi du tiers porteur, il se heurtera à la présomption de propriété et de bonne foi dont jouissent ceux-ci aux termes de la jurisprudence. C'est là peut-être pour l'endosseur en blanc une bien sévère punition de son défaut de circonspection ; mais entre deux intérêts opposés, le sien d'une part, et d'autre

part celui du porteur de l'effet qui n'a été pour rien dans cette première cession, la justice ne permettait pas d'hésiter.

De même si le porteur en blanc s'était contenté de remettre l'effet tel quel à un tiers qui en échange lui aurait payé le montant de l'effet, en le chargeant de désintéresser l'endosseur, le tiers de bonne foi serait absolument libéré alors même que le cédant régulier ne se serait pas acquitté de sa mission.

Inversement, le tiers porteur ne serait pas libéré si ayant reçu du porteur en blanc l'effet tel quel il avait rempli le blanc sans désintéresser le cédant primitif, sous prétexte qu'il ne faisait en agissant ainsi que se payer par compensation d'une créance qu'il avait sur le porteur en blanc. L'endosseur pourrait alors valablement revendiquer le titre contre lui (1).

Nous avons ainsi passé en revue les principales conséquences du pouvoir, reconnu au porteur en vertu d'un endossement en blanc, de s'attribuer la propriété du titre en remplissant le blanc à son nom. Nous devons maintenant rechercher sur quel fondement juridique les arrêts se sont appuyés pour reconnaître un semblable pouvoir au bénéficiaire de l'endossement en blanc, et nous demander ce qu'il faut penser du système de la jurisprudence.

(1) Cass. 14 juin 1882, D. 84. 1. 224.

SECTION II

Fondement de la faculté reconnue au porteur en blanc qui a fourni la valeur de l'effet, de s'en attribuer la propriété en régularisant l'endossement.

La faculté reconnue par la jurisprudence au porteur en vertu d'un endossement en blanc qui a payé à son endosseur le montant de cet effet, de remplir le blanc à son ordre, a donné lieu à plusieurs essais de justification. C'est qu'en effet, à première vue, il y a quelque chose de choquant juridiquement parlant, dans ce pouvoir donné à un porteur irrégulier simple mandataire, de se changer à lui-même son titre et de s'attribuer la propriété d'un effet, dont il est simplement chargé de toucher le montant pour le compte de son cédant. Il est évidemment singulier, que le seul fait pour ce porteur d'écrire une simple formule dans l'espace laissé en blanc au dos d'une lettre de change ou d'un billet à ordre par un signataire, suffise à lui seul pour changer en présomption de propriété la présomption de mandat qui existait à la charge du porteur ; pour déplacer entièrement en un mot le fardeau de la preuve.

La singularité de cette situation a été particulièrement mise en lumière par une décision du Tribunal de Lyon (1).

(1) Trib. Com. Lyon, 22 mai 1877. — *Mon. jud.*, Lyon, 3 juin 1897. Commenté par M. Louis DEBRAY dans les *Annales de Droit commercial*, 1897, bulletin jud., p. 267.

Une même personne avait endossé en blanc deux traites et les avait remises à deux individus différents. Les deux porteurs en blanc négocièrent à leur tour régulièrement ces deux effets. Impayés à l'échéance, les deux tiers porteurs actionnèrent l'un et l'autre leurs endosseurs, qui leur remboursèrent le montant et qui, subrogés de ce chef aux droits des tiers porteurs, recoururent contre leur endosseur irrégulier.

Mais des deux porteurs en blanc, un seul avait pris soin de régulariser l'endos ; l'autre avait négocié l'effet tel quel, sans remplir le blanc.

Le Tribunal décida que seul le porteur qui avait régularisé l'endossement, pouvait recourir contre son endosseur sans avoir à établir qu'il avait fourni la valeur. Cette preuve résultait en effet *erga omnes* de la régularisation par lui faite. Au contraire, le porteur en blanc qui avait transmis l'effet sans remplir l'endos ne pouvait être considéré que comme un simple mandataire, sauf à lui à faire la preuve qu'il avait fourni à son cédant la valeur de l'effet.

Cette décision, absolument conforme à la jurisprudence sur l'endossement en blanc, montre d'une façon bien frappante que c'est le bénéficiaire d'un semblable endos qui, par sa seule volonté, en accomplissant une formalité des plus simples, transforme lui-même son titre de mandataire en celui de propriétaire. Nous verrons dans un instant quels arguments a cru pouvoir invoquer la

jurisprudence pour justifier une pareille dérogation aux principes généraux de notre droit ; mais nous devons tout d'abord exposer les justifications que l'on a cru pouvoir tirer de la tradition et de l'histoire. Comme sous le régime de l'ordonnance de 1673, l'endossement en blanc était en effet très communément employé et que l'on reconnaissait déjà au porteur en vertu de cet endossement, le pouvoir de le régulariser à son profit ; on a prétendu trouver la consécration de cet usage dans les œuvres de Savary, de Pothier et dans la Jurisprudence des Parlements (1).

« On voit, dit Savary, qu'une simple signature en blanc au dos d'une lettre de change ne peut passer pour un ordre portant cession et transport, ni pour une procuration, parce qu'il n'y a rien d'écrit au-dessus de la signature qui puisse marquer la nature de l'un ou de l'autre ordre. Aussi ce blanc au-dessus de la signature est pour ainsi dire une pierre d'attente pour y écrire ce que l'on voudra, soit un ordre portant cession ou un transport au profit de quelqu'un, soit une procuration à un commissionnaire pour recevoir de l'accepteur, pour en rendre compte à celui qui passe l'ordre ou enfin pour remplir le blanc d'une quittance par facteur ou commis du négociant à qui la lettre de change appartient, lorsqu'il ira à l'échéance recevoir de l'accepteur le contenu en icelle. Or, tant

(1) Trib. Com. Orléans et Cour d'Orléans, 10 février 1809. S. 1809, 2, 402.

que la signature demeure en blanc toute nue, elle signifie autre chose, suivant l'opinion des cambistes, qu'un endossement, c'est-à-dire pour se servir ou remplir une quittance et non un ordre, afin qu'un homme qui fait banqueroute ne puisse pas abuser de cette signature en blanc pour y remplir un ordre sous le nom de quelque personne affidée pour en recevoir le paiement en fraude des créanciers et pour infinité d'autres objets trop longs à déduire (1).

.

D'ailleurs, s'il fallait que ce fût une chose essentielle qu'un négociant passât son ordre au dos d'une lettre de change de sa propre main en même temps qu'il mettrait sa signature, cela troublerait infiniment le commerce des lettres de change, parce que très souvent un négociant qui est obligé d'aller en campagne et qui aurait quarante ou cinquante lettres de change dont les temps ne seraient pas encore échus, ne pourrait pas les faire négocier pendant son absence par sa femme ou ses facteurs, puisque sa signature ne vaudrait pas toute seule dans l'ordre rempli de sa main (2) ».

Pothier semble préciser encore cette manière de voir :

« Il n'importe, dit-il, de quelle main l'endossement soit rempli, quand même il le serait de la main de la personne au profit de qui il est fait ; il

(1) SAVARY, parère, 33.

(2) SAVARY, parère, 8.

ne laisserait pas d'être valable, pourvu qu'il contienne toutes les choses requises ci-dessus (1) ».

En ce qui concerne les deux textes de Savary, ceux-ci sont loin d'avoir la portée qu'on a cru leur reconnaître. Ils signifient tout simplement que l'endossement n'a pas besoin d'être écrit de la main du cédant pour être valable et que la signature de ce dernier suffit. Mais pour qui a lu tout ce que dit Savary de l'endossement irrégulier, pour qui connaît l'hostilité que cet écrivain a toujours montrée vis-à-vis des décisions de la jurisprudence proclamant la possibilité pour le porteur irrégulier de prouver, en dépit des apparences, l'existence de la cession, il est impossible de croire que l'auteur du « *Parfait Négociant* » ait pu songer un seul instant à autoriser le bénéficiaire de l'endossement en blanc à le remplir à son profit. Et l'ordonnance de 1673, dont il a été un des rédacteurs et qui porte le reflet de son inspiration, témoigne suffisamment, par la défaveur avec laquelle elle considère l'endossement irrégulier et la sanction sévère dont elle le frappe, que telle n'a jamais pu être l'idée de Savary lorsqu'il a écrit les lignes que nous venons de citer.

Nous apprécierons de la même façon le passage de Pothier, qui cependant à première vue semble plus décisif et dont les termes sont incontestablement plus énergiques. Nous avons dit en effet que Pothier, comme Savary, s'était toujours montré

(1) *Contrat de change*, n° 40.

très hostile à l'endossement irrégulier-cession et qu'il refusait énergiquement au mandataire le droit de transmettre le titre à un tiers, ce qui est infiniment moins grave que de lui reconnaître celui de se l'attribuer.

La jurisprudence des anciens Parlements, elle non plus, ne peut fonder ni expliquer les décisions de notre jurisprudence actuelle, et nous savons que l'ancienne jurisprudence, au rebours des auteurs et de la législation se montrait extrêmement large en la matière en décidant que l'on pouvait établir *erga omnes* la preuve contraire à la présomption de l'art. 138.

Il fallait donc chercher ailleurs un fondement à la faculté donnée par les arrêts au porteur en blanc, faculté très utile aux intérêts du commerce, et la jurisprudence a cru trouver ce fondement dans le raisonnement suivant : Le porteur en blanc, comme tout porteur irrégulier, a reçu de son cédant le mandat de toucher le montant de l'effet. Il peut s'acquitter de ce mandat de différentes façons, notamment en endossant régulièrement l'effet à l'ordre d'une tierce personne qui lui fournira les fonds. Or, il importe peu au cédant que ce soit à telle personne ou à telle autre que le titre soit ainsi transmis ; ce qu'il veut avant tout, en effet, c'est toucher le montant de la traite ou du billet. Pourquoi donc ne pas admettre, du moment que c'est le porteur en blanc lui-même qui de ses propres deniers désintéresse le cédant,

le droit pour ce porteur de se transmettre à lui-même la propriété de l'effet dont il a fourni la valeur ? C'est ce qu'exprime fort bien un arrêt de Cassation du 11 décembre 1864 (1).

« Attendu, dit cet arrêt, que le porteur d'un effet à ordre, au moyen d'un endossement en blanc ne valant que comme procuration, puise dans cette procuration même le droit de remplir l'ordre à son profit lorsqu'il a fourni à l'endosseur la valeur de l'effet ; que l'ordre ainsi rempli dès qu'il contient les énonciations requises par l'art. 187 du Code de commerce et que, d'un autre côté, il a lieu avant tout événement qui tel que le décès, la faillite ou la déconfiture de l'endosseur, met fin au mandat, a pour conséquence de transformer la procuration dont le porteur est investi en une transmission de l'effet à son profit et de mettre ce dernier à l'abri des exceptions qui auraient pu être opposées au mandat originaire ».

Nous n'avons certes pas l'intention de méconnaître la grande utilité et les avantages incontestables qui résultent pour le négoce de la faculté reconnue par la jurisprudence au porteur en blanc de régulariser l'endossement à son profit ; mais nous ne pouvons admettre les explications qui ont

(1) D. 65, 1, 30.

Voir aussi : Paris, 19 février 1902, *Gaz. Pal.*, n° du 12 novembre 1902, et la note : « L'endossement en blanc, dit cette note, implique de la part de l'endosseur un mandat donné au preneur de régulariser l'endossement si cette transformation peut offrir quelque utilité. »

été données de cette faculté tant par les arrêts que par certains auteurs (1).

S'il est bien vrai que l'endosseur en blanc n'a eu d'autre but que de donner mandat au porteur de recouvrer le montant de l'effet et d'en rendre compte, s'il est incontestable que le porteur est libre de s'acquitter de son mandat par n'importe quel moyen légal, il est impossible de soutenir qu'il puise dans ce pouvoir le droit de s'attribuer la propriété de l'effet, du moment qu'il en a fourni la valeur à son cédant. C'est, en effet, une erreur de prétendre que le mandataire chargé de recouvrer le montant du titre puisse profiter de son mandat pour se rendre lui-même propriétaire ; et l'on ne peut assimiler cette situation à celle du porteur irrégulier qui endosse régulièrement au profit d'un tiers l'effet dont il est chargé de recouvrer le montant. Ici, c'est à lui-même que le cessionnaire en blanc transmet la propriété et non à un tiers ; or il n'existe pas juridiquement de mandat de se rendre propriétaire, et une pareille opinion se heurte à l'art. 1596 du Code civil, qui édicte contre certaines personnes une incapacité spéciale d'acquérir, et interdit aux mandataires de se rendre acheteurs des biens qu'ils sont chargés de vendre.

Mais, dit-on, qu'importe à l'endosseur en blanc,

(1) PARDESSUS, *Droit commercial*, t. II, n° 354; BEDARRIDE, t. I, n° 329; BRAVARD et DEMANGEAT, t. III, p. 178; NOUGUIER, n° 747; ALAUZET, t. IV, n° 1360.

lequel a donné à son mandataire le pouvoir de régulariser l'endossement, que celui-ci le régularise à son profit ou au profit d'un tiers du moment qu'il se trouve en fin de compte, lui endosseur, désintéressé? Il y a là, fait remarquer M. Arthuys, une confusion grave. Bien différente est l'intention du cédant quand celui-ci a voulu simplement donner à son cessionnaire le pouvoir de négocier à un tiers, et quand ayant reçu la valeur il donne au porteur l'autorisation de régulariser l'endossement en remplissant le blanc à son profit. Dans le premier cas, l'on se trouve en présence d'un simple mandat; dans le second, en présence d'un acte translatif de propriété excluant par cela même le droit de révocation expresse résultant du mandat, excluant de même toute révocation tacite provenant de la mort ou de la faillite de l'endosseur.

La jurisprudence a bien senti toute la fragilité juridique de son système et elle a essayé de le justifier en disant que l'on se trouve en présence d'un mandat d'une nature particulière, donné plutôt dans l'intérêt du mandataire que dans l'intérêt du mandant lui-même (1). C'est une *procuratio in rem suam*, dans laquelle le mandant n'a aucun droit de révocation et le mandataire aucune obligation de rendre compte.

Mais si une pareille explication pouvait avoir

(1) Cass., 22 janvier 1868, S. 68, 1, 256.

quelque valeur en ce qui concerne les relations des parties entre elles, elle n'en a aucune en ce qui concerne les relations des parties avec les tiers. Vis-à-vis des tiers; en effet, la jurisprudence admet que la survenance de la faillite ou de la mort de l'endosseur avant que le porteur ait rempli le blanc, révoquera tacitement le droit pour le porteur d'opérer cette régularisation et d'invoquer son droit de propriété. Et pourtant ce droit de propriété, nous le répétons, ne puise nullement sa source dans la mention écrite par un porteur en blanc sur l'effet qui lui est remis, mais dans l'acte translatif intervenu entre lui et son endosseur. En réalité, la jurisprudence voulant, et cela dans l'intérêt incontestable du commerce, autoriser le porteur en blanc à rédiger l'endossement à son ordre, a tenu également à sauvegarder les intérêts des tiers qui, n'ayant pas eu connaissance du contrat translatif, ne peuvent juger de la valeur du titre que par son aspect extérieur. Ils auront le devoir de le considérer comme la propriété du porteur si l'endossement est régulier, ils auront le droit de ne croire qu'à l'existence d'une procuration si l'endossement est resté en blanc. Et pour expliquer cette situation la jurisprudence a cru pouvoir exagérer l'idée de mandat de l'art. 138. Il nous semble voir plutôt dans cette décision une application inconsciente de ce qu'une doctrine récente, assez en honneur en Allemagne et en Italie, appelle le « *Contrat avec soi-même* » et qui constitue le contrepied de l'art. 1596 du Code civil.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'un contrat que passerait une personne avec elle-même sur son propre patrimoine, d'un achat par exemple que ferait un individu de sa propre chose, hypothèse évidemment impossible à concevoir. La situation envisagée par la théorie du «contrat avec soi-même» est celle du représentant qui, chargé par le représenté de traiter pour le compte de ce dernier avec les tiers, joue lui-même le rôle de tiers. Cette situation suppose donc deux patrimoines distincts : celui du représentant et celui du représenté. Or, nous savons que l'art. 1596 du Code civil craignant un conflit d'intérêts entre ces deux patrimoines interdit au représentant de jouer ce double rôle de représentant et de tiers en se rendant acquéreur des biens qu'il est chargé de vendre, interdiction qui s'applique à tous les administrateurs de la fortune d'autrui.

La règle reproduite dans notre art. 1596, comme le font remarquer certains auteurs italiens et allemands (1), repose sur une fausse conclusion tirée d'un fait fréquent. En général, dans un contrat, deux personnes physiquement et juridiquement distinctes établissent un lien de droit entre leurs deux patrimoines ; la fréquence de cette situation a fait croire que tout contrat est nécessairement constitué par le concours de deux volontés, tandis

(1) ARNO, ROMER, RUMELIN. Voir la thèse de M. E. PILON : *Essai d'une théorie générale de la représentation dans les obligations*. Caen, 1897, pages 155 à 175.

qu'en réalité le contrat s'analyse en un lien entre deux patrimoines distincts. Si donc une seule personne a un pouvoir sur deux patrimoines, sur l'un comme propriétaire, sur l'autre comme représentant, sa seule volonté suffira pour créer entre ces deux patrimoines le lien qui constituera le contrat (thèse de M. E. Pilon). Le « contrat avec soi-même », dit Arno (1), « est un contrat *sui generis*, et, pour le faire naître, il n'est pas besoin de deux déclarations de volonté. »

C'est, nous semble-t-il, dans cette théorie du « contrat avec soi-même » que l'on doit chercher le fondement de ce droit reconnu au porteur en blanc de s'attribuer la propriété des titres qu'il est chargé de vendre. Le porteur représentant de son endosseur en blanc a la disponibilité de deux patrimoines : celui de son cédant et le sien propre. Il peut donc faire naître entre ces deux patrimoines par sa volonté unique, mais sous certaines conditions, le lien qui constituera le contrat. Ces conditions seront le paiement par le porteur de la valeur de l'effet, l'absence de convention enlevant au cessionnaire le pouvoir de remplir l'endos, la non survenance d'un événement mettant fin à la représentation avant que l'effet ait été régularisé.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que la nullité de l'art. 1596 est une nullité purement relative.

(1) *Il contratto con se medesimo*, cité par M. PILON, page 172.

Elle n'existe que dans l'intérêt du représenté lui-même ; celui-ci pourra seul la proposer ; s'il ne le fait pas, l'acquisition faite par le représentant sera parfaitement valable ». Cet article, dit M. E. Pilon, semble bien n'être qu'une exception à un principe général qui, n'étant pas écrit dans nos Codes, se dessine à travers les principes de notre droit ; la règle pourrait donc être formulée ainsi : les représentants peuvent en principe conclure des contrats avec eux-mêmes sous certaines conditions et à l'exclusion des cas limitativement déterminés par la loi » (1). Et l'auteur fait remarquer combien serait avantageuse en pratique la possibilité de contracter avec soi-même, surtout en matière de commerce où le représentant pourrait ainsi, pour le plus grand avantage de son représenté, acheter ce qu'il est chargé de vendre sans avoir besoin d'en aviser le représenté.

Quel que soit d'ailleurs le fondement juridique du pouvoir reconnu au porteur en blanc qui a fourni à son endosseur la valeur de l'effet, de s'attribuer par une régularisation de l'endos la propriété du titre, cette faculté est aujourd'hui hors de discussion. Elle a pour effet, nous l'avons vu, de créer au profit du porteur qui en a usé une présomption de propriété. Toutefois la jurisprudence a reconnu à cette régularisation, des effets différents suivant le moment auquel elle a été faite. Nous avons donc à rechercher dans quels

(1) Thèse, p. 174.

délais le porteur en blanc peut remplir à son profit l'endossement et quels peuvent être les effets d'une régularisation tardive.

SECTION III

Jusqu'à quel moment le porteur en blanc d'un titre à ordre peut-il régulariser l'endossement à son profit

Le cessionnaire d'un titre endossé en blanc, dont l'endos n'a pas été régularisé, n'est, comme tout porteur irrégulier, qu'un simple mandataire chargé par le cédant de recouvrer le montant de l'effet. Sans doute il pourra prouver que cet endossement irrégulier cache une cession véritable; mais cette preuve il ne pourra l'administrer qu'à l'encontre de son cédant; pour les tiers, sa situation sera toujours celle de mandataire. Seule, la régularisation de l'effet amènerait un changement dans sa situation, le rendrait propriétaire de l'effet *erga omnes* et mettrait à la charge de l'endosseur la preuve qu'aucune cession n'est intervenue et que le blanc a été rempli frauduleusement. Mais cette régularisation, il semble bien, d'après la tendance des arrêts, que le porteur en blanc ne pourra y procéder qu'autant que la procuration dont il a été chargé n'aura pas été révoquée. Or, aux termes de l'article 2003 du Code civil, outre la révocation expresse par le mandant ou la renonciation du mandataire, le mandat se trouve révoqué de plein droit par l'arrivée de certains événements comme

la mort, la faillite ou la liquidation judiciaire soit du mandant, soit du mandataire.

La jurisprudence, nous l'avons vu, considère le mandat dont est chargé le porteur en blanc comme une *procuratio in rem suam*; elle n'admet donc pas la révocation expresse par l'endosseur de ce mandat. Mais elle en a décidé autrement en ce qui concerne les autres causes de révocation, et il est généralement admis que le porteur qui n'a pas encore régularisé l'endossement de l'effet qu'il détient lors de la mort, de la faillite ou de la liquidation judiciaire de son cédant, ne pourra plus procéder à cette régularisation. Il restera, au regard des tiers, un simple porteur irrégulier et ne pourra établir que contre l'endosseur, la cession dont il se prévaut.

« Considérant, dit un arrêt de la Cour de Grenoble (1), que si, d'après les usages du commerce, l'endossement en blanc d'un billet à ordre dont la valeur est fournie peut valoir comme transport de propriété entre l'endosseur et l'acceptant, et si ce dernier peut à volonté remplir et compléter cet endossement, cette faculté cesse lorsque les choses ne sont plus entières et qu'un événement plus fort que les conventions des parties vient modifier leur situation respective et donner ouverture aux droits des tiers, que la faillite du cédant opère

(1) 12 mai 1855. D., 55, 2, 306.

Voir aussi :

Cass., 6 juin 1845. D., 45, 1, 80.

incontestablement ce résultat..... qu'il ne saurait être permis à un créancier, postérieurement au jugement déclaratif de la faillite, de remplir et de régulariser un endossement laissé jusque-là en blanc..... qu'il y a lieu d'appliquer dans ce cas, dans toute son énergie, la disposition de l'article 138 C. comm. et de décider que l'endossement demeuré incomplet ne vaut que comme procuration ».

Cependant, le contraire a été soutenu par M. Alauzet (1). D'après cet auteur, le porteur qui a fourni la valeur de l'effet avant la faillite de l'endosseur ne fait en remplissant le blanc, même postérieurement à cette faillite, que compléter un acte en vertu duquel il a acquis la propriété ; il ne fait pas un acte nouveau. Aussi doit-on donner à cet acte la date du jour de l'endossement en blanc, date de la négociation, et non celle du jour où le blanc a été rempli. L'acte était parfait, juridiquement, à la date de la négociation et les événements qui se sont produits postérieurement à celle-ci ne peuvent rien y changer ni empêcher le cessionnaire de faire produire à l'acte son effet en lui donnant la forme qu'il doit avoir définitivement. Tel est aussi l'avis de M. Bédarride (2). Mais les partisans du système de la jurisprudence ont repoussé cette manière de voir. Le droit du porteur remonte bien, dit-on, au jour de la négociation par

(1) ALAUZET, t. IV, n° 130.

(2) Tome I, n° 332

endossement en blanc, du moment que le porteur a fourni la valeur. Mais c'est un droit conditionnel qui ne produira ses effets que lorsque le porteur en blanc aura régularisé l'effet et rempli le blanc à son profit. Si la mort ou la faillite de l'endosseur vient mettre fin au mandat, la condition à laquelle est soumise la validité de la cession ne pourra plus être remplie, l'endossement cessera de pouvoir être régularisé (1). Et si le porteur irrégulier a frauduleusement mis une date antérieure au décès ou à la faillite de l'endosseur, alors qu'en réalité il a rempli le blanc après les événements qui lui enlevaient le pouvoir de le faire, cette date pourra être contestée contre lui.

La jurisprudence admet donc que tout événement qui mettra fin au mandat de toucher dont est chargé l'endosseur en blanc empêchera celui-ci de régulariser l'endossement, alors même qu'il aurait fourni à son cédant la valeur de l'effet et que la ferme intention de l'endosseur aurait été de lui en transmettre la propriété. C'est là, certes, une solution peu conforme à l'équité et qui fait bon marché de l'intention réelle des parties.

Cependant, les arrêts ont apporté eux-mêmes certains tempéraments à cette règle en distinguant entre les relations du porteur en blanc et de son cédant et les relations du porteur avec les tiers. En ce qui concerne ces dernières, la faillite du cédant irrégulier enlève au porteur le pouvoir de remplir le blanc et d'établir qu'il a réellement

(1) Cass., 6 janvier. D. 45, 1, 80.

fourni à son endosseur la valeur de l'effet. En ce qui concerne les relations entre le porteur en blanc et son endosseur, la jurisprudence décide, au contraire, que les règles de la « *procuratio in rem suam* » reprennent leur empire et que le mandat étant donné dans l'intérêt même du mandataire ne peut être révoqué ni expressément ni tacitement.

« Attendu, dit la Cour de Cassation (1), que si la procuration résultant d'un endossement en blanc était en général révoquée par le décès de celui qui l'avait donnée, il en doit être autrement dans l'espèce où le mandat étant donné dans l'intérêt du mandataire aussi bien que dans celui du mandant, était irrévocable ».

S'il est interdit d'une façon générale au porteur d'un effet endossé en blanc de régulariser l'endos après la faillite ou la mort de son cédant, il n'en reste pas moins certain, conformément au droit commun, que si cette régularisation a eu lieu, ce sera à ceux qui prétendent qu'elle est intervenue à un moment où le porteur n'avait plus aucun droit pour y procéder, de prouver qu'il y a eu supposition de date. Encore cette preuve ne pourra-t-elle être administrée contre le tiers porteur de bonne foi, qui n'a pu juger de la valeur de l'endossement que par la forme de celui-ci, rempli régulièrement par le porteur en blanc.

(1) Cass., 22 janvier 1868. S., 68, 1, 256.

Voir aussi :

Cass., 21 mai 1867. S., 67, 21, 251.

D'ailleurs, la Cour de Cassation décide formellement que le fait pour le porteur en blanc de mettre une date antérieure à celle de la régularisation, est absolument sans importance du moment qu'il n'y a pas eu d'intention frauduleuse et que l'antidate n'est pas susceptible de préjudicier aux tiers (1).

Nous en avons ainsi terminé avec le système de la jurisprudence concernant le pouvoir donné au porteur d'un titre endossé en blanc de remplir le blanc à son profit. Ce système peut se résumer dans les propositions suivantes :

1° Le porteur en blanc qui a désintéressé son endosseur peut toujours, avant la faillite ou la mort de celui-ci, régulariser l'endos à son profit et s'attribuer ainsi la propriété du titre ;

2° Après la faillite, la liquidation judiciaire ou la mort de l'endosseur, le porteur qui n'aura pas encore opéré cette régularisation ne pourra plus y procéder ;

3° Toutefois, si la régularisation survenant après ces faits n'était pas susceptible de préjudicier aux tiers, le porteur en blanc pourra encore l'effectuer et se prévaloir de sa propriété sur l'effet ;

4° La supposition de date dans la régularisation ne pourra être opposée que si elle a été faite dans un but frauduleux et si elle est susceptible de préjudicier aux tiers.

(1) Cass., 21 décembre 1864 S., 65, 1, 45.

SECTION IV

Responsabilité du porteur d'un titre endossé en blanc qui le transmet sans le régulariser et sans y apposer sa signature.

En principe, toute personne qui a apposé sa signature sur un titre à ordre et en particulier tout endosseur, est garante solidaire du paiement de cet effet (art. 140 C. com.) ; mais il est intéressant de rechercher quelle responsabilité encourt le porteur d'un titre endossé en blanc qui transmet ce titre tel qu'il l'a reçu, sans remplir le blanc, sans y apposer sa signature, de telle sorte que l'effet ne porte aucune trace de cette transmission.

La jurisprudence nous offre un exemple frappant de cette situation. Un banquier avait remis de la main à la main à un tiers un effet qui lui avait été endossé en blanc et qui, antérieurement à cette cession irrégulière, portait plusieurs endossements irréguliers. La signature de l'endosseur en blanc était la seule qui fut sincère, celles de tous les cédants antérieurs se trouvant être des faux.

Impayé à l'échéance, le dernier porteur se retourna contre le banquier qui lui avait remis l'effet manuellement pour l'actionner en remboursement.

Bien que celui-ci n'eût pas apposé sa signature sur l'effet, il semble bien, à première vue, que sa

responsabilité ne pouvait faire aucun doute, seulement elle changeait de caractère : elle cessait d'être commerciale, le Code de commerce ne déclarant responsable du paiement à l'échéance que les personnes qui ont apposé leur signature sur l'effet, pour devenir purement civile. Mais quelle devait être l'étendue de cette responsabilité ? Devait-elle s'appliquer à l'existence de la créance elle-même ou simplement à la sincérité de la dernière signature ?

La première de ces deux opinions a été adoptée par la Cour de Montpellier (1). Le banquier, dit-elle, est en réalité un *vendeur* de la créance constatée dans l'effet, et, en cette qualité, il doit être, aux termes de l'art. 1693 du Code civil, « garant de l'existence de la créance au temps du transport quoi qu'il soit fait sans garantie ». En ne signant pas l'effet, il a voulu simplement montrer d'une façon évidente sa volonté d'échapper à la garantie solidaire qu'édicte la loi commerciale ; mais il ne reste pas moins certain qu'il a fait une cession ordinaire, une cession civile valable sans aucune forme spéciale entre les parties. Tel est également l'avis de M. Nouguié.

« En refusant, dit cet auteur, d'apposer sa signature sur le titre négocié, d'en faire le transport commercial, l'endossement, le cédant par voie de transmission manuelle déclare implicitement qu'il

(1) Montpellier, 11 mars 1845. D. 45, 2, 95.

S. 45, 2, 249.

répudie les conséquences rigoureuses de la législation du commerce, qu'il ne veut pas être solidaire avec les autres signataires, qu'il transmet le titre sans garantie de leur solvabilité. C'est là le sens et l'application des usages. Mais en disposant manuellement du titre, le cédant fait un contrat de droit civil; il se soumet à l'empire de ce droit et répond de l'existence de la chose dont il promet la propriété (1) ». Or, il est impossible de prétendre, dit en substance l'arrêt de Montpellier, que le *tradens* qui ne garantit la validité que d'une seule signature puisse être considéré comme satisfaisant à l'obligation de garantie de l'art. 1693. L'effet ne vaut en grande partie que par l'ensemble des signatures qu'il porte et la garantie solidaire qui en résulte. Le *tradens* devra donc, conformément à la loi, être considéré comme responsable de la fausseté des signatures qui figurent sur l'effet, de l'insuffisance de garantie que présente celui-ci; il sera, comme tout vendeur, garant des vices cachés de la chose qu'il vend.

M. Nouguié assimile le cas du banquier qui transmet ainsi un titre faux à celui de l'individu qui remet à une autre personne une pièce de monnaie ou un billet de banque faux :

« Pourquoi une personne si elle me cède un billet à ordre faux au lieu d'un billet de banque ne serait-elle pas également responsable ? ». Dans les deux cas, la garantie repose sur le même principe

(1) *Lettre de change*, t. I, n° 804.

d'équité, sur la même disposition de la loi. Sur l'équité; car si je vous donne de bon argent des marchandises ou quelque chose de réel, c'est à la condition que vous me donnerez en échange un titre représentant de la monnaie ou une créance sérieuse. En méconnaissant votre obligation, alors que j'ai rempli la mienne, en substituant des valeurs fictives, illusoires, à des valeurs de bon aloi, vous me causez un préjudice que vous devez réparer. Sur la loi; en effet, on lit dans l'acte 1693 C. civ.: « Celui qui vend une créance ou un autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoi qu'il soit fait sans garantie ». C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Montpellier dans l'arrêt du 11 mars 1845. Le Code civil, dit-elle, fixe dans les articles 1689-90 et suivants les conditions et les règles relatives au transport de créances. Or, dans le silence de la loi commerciale, il est incontestable que c'est le droit civil qui doit s'appliquer. La loi commerciale n'est en effet qu'une exception apportée au droit commun et doit comme telle recevoir une application restreinte aux cas pour lesquels elle a été créée et qu'elle prévoit explicitement. Dans l'espèce qui lui était soumise, la Cour de Montpellier estima que la transmission du billet s'était opérée par simple tradition manuelle, c'est-à-dire par un mode civil de cession tout à fait différent de l'endossement, mode de cession commerciale.

Cette façon d'envisager la nature de l'acte

accompli par le banquier, a été très vivement combattue⁽¹⁾. D'abord, a-t-on dit, il est impossible de faire intervenir ici l'art. 1693 du Code civil. Il s'agit, en effet, de titres à ordre; on se trouve donc en matière commerciale. Quel qu'ait été le mode de cession employé, l'art. 1693 ne peut s'appliquer. Beaucoup de banquiers, pour plus de rapidité dans leurs opérations, se contentent de négocier, par simple tradition, les titres endossés en blanc et en agissant ainsi, ils pensent bien faire non pas un acte civil, mais un acte de commerce. Ce n'est pas parce que l'on aurait transmis un titre à ordre par un mode autre que l'endossement que cette transmission pourrait constituer une opération civile. C'est en effet le but des actes juridiques et non pas leurs formes qui en détermine la nature et le caractère.

D'un autre côté, le porteur en blanc n'est, aux termes de l'article 138, que le mandataire de son endosseur et au nombre des moyens qui sont à sa disposition pour s'acquitter de son mandat, c'est-à-dire pour toucher le montant de l'effet, figure incontestablement la tradition manuelle de celui-ci. Mais si le porteur a choisi précisément ce moyen d'accomplir son mandat, s'il a transféré le titre manuellement sans y apposer sa signature, cela prouve assez son désir de n'être

(1) HORSON: *Questions de droit commercial*, t. II, p. 16 et suiv.

Voir aussi: Cass., 17 mars 1829. S., 29, 1, 145.

pas rendu responsable et l'on ne peut, en bonne justice, aller à l'encontre de ce désir. « Jamais dans aucun cas, dit Pardessus, un endosseur ou un porteur n'est tenu de prouver l'existence et la vérité de la signature d'aucun autre que de celui avec qui il a contracté ». La plupart du temps, en effet, le porteur ne connaîtra que son cédant et il ne pourra répondre de la sincérité des autres signatures qui lui sont étrangères et dont il n'aura pu vérifier la sincérité. Le tiers auquel il aura présenté l'effet ainsi endossé saura bien à quoi s'en tenir par la simple inspection du titre ; ce sera à lui de se montrer défiant et de se demander s'il doit accepter l'effet présenté dans ces conditions.

Tel a été l'avis de la Cour de Cassation qui, par un arrêt du 22 février 1848, a cassé celui de Montpellier que nous avons commenté plus haut.

« Attendu, dit cet arrêt, que l'obligation unique dont le cédant soit passible vis-à-vis du preneur est d'indiquer un débiteur, obligation qui est le juste retour des valeurs que le cédant a reçues lors de la remise du billet, après quoi le porteur ne peut agir que comme s'il tenait le billet du dernier endosseur lui-même ; — Attendu que pour porter plus loin le devoir du cédant on argumenterait mal à propos de la responsabilité écrite dans l'art. 1693 Code civ., laquelle s'applique aux créances civiles dont la propriété se transmet par des significations ou acceptations dont le mode est déterminé par l'art. 1690, tandis que tout ce

qui touche à la garantie en matière de billet à ordre ou effet de commerce est réglé par les principes de la loi commerciale » (1).

SECTION V

De l'endossement en blanc comme mode de réalisation des dons manuels. — Critique de l'assimilation faite par la jurisprudence et certains auteurs, du titre à ordre endossé en blanc au titre au porteur.

Nous avons vu dans la première partie de ce travail, en étudiant d'une façon générale les effets de l'endossement irrégulier, que la jurisprudence, sans aller toujours jusqu'à décider expressément que la tradition manuelle d'un effet endossé irrégulièrement pût constituer un don manuel, admettait qu'il y avait là tout au moins une donation déguisée. La question se présente à nouveau beaucoup plus pratique, beaucoup plus complexe aussi, en ce qui concerne l'endossement en blanc, et là encore nous constatons de grandes divergences entre la doctrine et la pratique et au sein même de la doctrine. Parmi les auteurs, les uns ont vu dans la tradition *animo donandi* d'un effet endossé en blanc un don manuel, les autres une donation déguisée, d'autres enfin ont prétendu qu'il n'y avait là ni donation déguisée ni don

(1) D. 48. 1. 113.

manuel, mais une simple tradition dénuée de tout effet translatif.

Quoiqu'il en soit, les différents auteurs qui ont écrit sur cette question ont toujours distingué deux situations bien distinctes : celle où l'endosseur en blanc fait lui-même la tradition de l'effet *animo donandi* et celle où cette tradition est faite non par l'endosseur lui-même mais par un porteur ultérieur. Ce sont là, en effet, deux hypothèses qu'il importe d'étudier séparément.

1^{re} HYPOTHÈSE. — La tradition est l'œuvre de l'endosseur en blanc lui-même. Y a-t-il là un don manuel ? Il est bien évident que la question ne se poserait pas si la remise manuelle de la lettre de change endossée en blanc suffisait pour en transférer la propriété. Il y aurait là, en effet, les éléments constitutifs du don manuel : simple tradition dénuée de formes, *animus donandi* chez le *tradens*. Il est vrai que le porteur en blanc qui voudra s'attribuer la propriété du titre devra le remplir à son nom ; mais cela n'a absolument rien à voir avec la tradition de l'effet, laquelle demeure conforme aux règles du don manuel. Mais la question est loin d'être aussi simple que cela, et ce qu'il s'agit de déterminer, c'est justement le point de savoir si la tradition d'un effet endossé en blanc est suffisante pour en transférer la propriété. Et si ce point est hors de doute dans certaines législations, Angleterre, Allemagne, Italie, il n'en est pas de même en

France, sauf comme nous le verrons plus loin pour certains titres (1).

La jurisprudence, toutefois mieux inspirée que le législateur et comprenant mieux que lui les véritables besoins du commerce, s'est prononcée dans le sens de la translation de la propriété résultant de la simple tradition *animo donandi* du titre en blanc. Elle s'est basée sur ce que toute personne qui a le titre entre les mains peut en remplir le blanc à son profit.

« Attendu, dit la Cour de Bordeaux (2) que, si la tradition ne suffit pas en général pour opérer le transfert des créances et des choses incorporelles, il en est tout autrement à l'égard des effets et des actions au porteur ; que la même exception doit être étendue aux lettres de change et billets à ordre qui, transmis de main en main au moyen d'endossement en blanc, ne désignent pas le bénéficiaire ; que dans ce cas ainsi que dans le premier le seul signe auquel on puisse le reconnaître c'est la possession ».

Tel est aussi l'avis de M. Troplong (3).

« On ne va pas, dit-il, jusqu'à repousser l'endossement en blanc d'un effet négociable, bien qu'en général cette sorte d'endossement soit irrégulier. Car on est autorisé à penser que le dona-

(1) Chèques, loi du 14 juin 1865, art. 1^{er}.

(2) Bordeaux, 7 août 1851. D. 52, 2, 185.
S. 51, 2, 186.

(3) *Donations entre-vifs et testaments*, t. II, n° 1058.

taire a été saisi à l'égard des tiers en vertu du droit à lui conféré implicitement, de compléter l'endos à son profit, de toucher le montant de l'effet de commerce et de l'appliquer à son profit ».

Plus récemment encore, M. Maurice Colin (1) soutient que la jurisprudence, en reconnaissant comme valides les endossements en blanc, devait admettre par voie de conséquence logique qu'il fût possible de donner manuellement les effets ainsi endossés.

M. Demolombe, dont nous avons à cet égard cité l'opinion en nous occupant de la tradition à titre gratuit des effets endossés irrégulièrement, et M. Bressolles sont d'un avis tout à fait différent.

Pour M. Bressolles, il ne saurait y avoir ici de don manuel, mais simplement une donation déguisée, ce qui, nous le savons, est bien différent en ce qui concerne les donations entre époux, l'art. 1699 prononçant la nullité des donations déguisées alors que les dons manuels restent simplement réductibles.

« Il sied en effet, dit-il, (2) de remarquer que la livraison par l'endossement en blanc n'est, au cas actuel comme au cas d'endossement causé pour don, que l'exécution de la convention antérieure

(1) *Etude de jurisprudence et de législation sur les dons manuels*, page 78.

(2) *Dons manuels*, page 136.

sur le transfert de l'effet. Cette livraison a dû être précédée de l'endossement où elle trouve sa cause et sans lequel jamais elle n'aurait eu d'efficacité. S'il y avait don manuel, la tradition de la chose donnée se produirait sans qu'aucun acte écrit ait dû le précéder. D'ailleurs, la livraison de l'effet endossé en blanc place l'*accipiens* donataire dans une situation différente de celle qu'il aurait si on lui eût livré un titre au porteur. Pour celui-ci, c'est la seule détention que désigne le bénéficiaire ; l'*accipiens* n'a qu'à posséder le titre livré sans être contraint de remplir la moindre formalité ni d'ajouter le moindre fait à celui de sa possession. Rien de tel au contraire en ce qui est de l'effet endossé en blanc, et le preneur d'ordre doit, pour en être entièrement titulaire, ajouter au fait de sa réception les mentions diverses destinées à compléter l'endos. La formalité, nous en convenons, n'est pas grande; mais il n'importe, et il suffit pour la solution de la question que cette formalité doive être remplie ».

Quelques rares arrêts (1), repoussant pour les raisons que donne M. Bressolles l'idée de don manuel, ont décidé qu'il n'y avait là qu'une donation déguisée. Mais MM. Demolombe et Aubry et Rau n'admettent même pas cette solution et n'accordent à la tradition *animo donandi* d'un titre endossé en blanc aucun effet translatif. Pour eux, on ne peut réaliser de donation déguisée qu'en

(1) Cass., 9 mars 1837. S. 37. 1. 714.

revêtant cette donation des formes de l'acte dont on lui a donné l'apparence. Or, l'endossement régulier seul peut opérer le transfert de la propriété des titres à ordre ; l'endossement irrégulier valant seulement comme mandat donné au porteur de toucher le montant du titre ne peut donc servir à déguiser une donation.

Nous n'hésitons pas à répondre à ces auteurs que la jurisprudence a fait depuis longtemps justice de cette façon étroite de considérer les effets de l'endossement irrégulier et plus particulièrement de l'endossement en blanc. Les arrêts, en reconnaissant au porteur en blanc le droit de s'attribuer la propriété de l'effet par une simple régularisation, ont admis conséquemment que l'endossement en blanc suffit à transférer la propriété et à déguiser une donation, ou même à réaliser des dons manuels. D'ailleurs un arrêt de Cassation du 29 décembre 1890 (1) a bien fait ressortir que puisque le porteur d'un titre endossé en blanc peut prouver que le titre lui a été remis pour qu'il se l'approprie, il doit pouvoir logiquement faire la preuve que la propriété du titre lui a été remise à titre de donation.

« Attendu en droit, dit cet arrêt, que la donation des billets à ordre peut être faite par voie d'endossement ; que si un endossement irrégulier tel qu'un endossement en blanc qui, d'après la

(1) Rapporté dans les *Annales de Droit commercial*, 1891, page 67.

loi, ne vaut que comme procuration, est insuffisant pour opérer transmission, le porteur des billets doit, le cas échéant, être admis à établir que le donateur qui, pour déguiser sa donation, lui a donné la forme d'une obligation à titre onéreux, l'a autorisé à compléter, par les indications qui leur manquent, les billets à ordre simplement endossés en blanc et à en faire ainsi des titres réguliers ».

2^e HYPOTHÈSE. — La tradition de l'effet endossé en blanc est faite non par l'endosseur lui-même, mais par un porteur ultérieur.

Dans cette hypothèse comme dans la précédente, la jurisprudence s'est prononcée en faveur du don manuel.

« Attendu, dit un arrêt de Cassation du 21 août 1837 (1), que les effets dont il s'agissait avaient été transmis à P. aîné par des endossements en blanc, que dans cet état il pouvait en disposer sans qu'il fût nécessaire qu'il y apposât sa propre signature; que ces effets se trouvaient dans les mêmes conditions que des *effets au porteur* et qu'ils étaient

(1) Cass., 21 août 1837. S., 37, 1, 866.

Voir aussi:

Paris, 25 janvier 1840. S., 40, 2, 229.

Trèves, 16 décembre 1807. S., 8, 2, 73.

Metz, 14 juillet 1818. S., 19, 2, 47.

Grenoble, 26 janvier 1826. S., 26, 2, 195.

Bordeaux, 19 juillet 1831. S., 32, 2, 59.

Agen, 15 mai 1833. S., 33, 2, 564.

Poitiers, 27 septembre 1833. S., 34, 2, 680.

Cass., 12 juillet 1815. S., 16, 1, 322.

— 23 mai 1822. S., 23, 1, 92.

— 24 juillet 1822. S., 24, 1, 23.

transmissibles de la même manière, c'est-à-dire par simple tradition manuelle ».

On voit, par les termes de cet arrêt comme par la plupart des décisions rendues en la matière, que la jurisprudence, voulant autoriser la donation manuelle des titres endossés en blanc, n'a pas hésité à assimiler ceux-ci aux titres au porteur. Cette assimilation a d'ailleurs été faite dans la plupart des autres pays (Allemagne, Angleterre, Autriche, Hongrie, Suisse, Italie, Hollande, Portugal, Russie, Républiques sud-américaines, Etats-Unis, Roumanie). Il est vrai de dire que ces diverses législations admettent en général l'endossement en blanc sans en préciser les effets et que ce sont les auteurs et la jurisprudence qui en ont déduit l'assimilation du titre à ordre endossé en blanc au titre porteur.

Certains auteurs français, partageant en cela l'opinion de la jurisprudence française et étrangère, ont cru voir une certaine analogie entre le titre endossé en blanc et le titre au porteur. L'un et l'autre, ont-ils dit, peuvent être transmis de la main à la main par le porteur sans que le nom de celui-ci figure sur le titre ; l'un et l'autre peuvent, la jurisprudence le reconnaît, faire l'objet d'un don manuel... (1)

Nous ne saurions en aucune façon accepter cette manière de voir. Si la jurisprudence, voulant favoriser la circulation rapide des effets endossés

(1) LYON-CAEN et REN. *Précis*, n° 1162, note. — WAHL. *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, n° 615,

en blanc et permettre qu'ils puissent faire l'objet de libéralités dénuées de formalités encombrantes, a pu décider qu'ils pouvaient, comme les titres au porteur, être transmis manuellement à titre de don, on ne saurait pousser plus loin l'assimilation entre ces deux espèces de titres. Il est absolument impossible, à notre avis, que le détenteur d'un titre endossé en blanc puisse être considéré comme un acquéreur de titre au porteur.

Le titre au porteur, en effet, n'est autre chose qu'un meuble corporel ; sa possession est régie par le Code civil, art. 2279 et 2280, ainsi que par la loi du 15 juin 1872. Dans le cas de perte ou de vol d'un titre au porteur, le porteur dépossédé pourra le revendiquer pendant trois ans, à l'encontre du porteur de bonne foi, sauf l'obligation de rembourser ledit porteur de bonne foi qui aurait acheté le titre perdu ou volé, en bourse ou chez un banquier. En matière d'effets endossés en blanc, la situation est loin d'être la même : la personne qui aura été dépouillée du titre ainsi endossé pourra le réclamer ou en réclamer le montant au détenteur actuel, de bonne ou de mauvaise foi, ou à la personne qui en aurait touché la valeur.

De même en matière de nantissement des titres au porteur, suivant que l'on adopte sur ce point la thèse de la jurisprudence ou celle de la doctrine, une signification à l'établissement émetteur sera

nécessaire, ou bien la simple tradition manuelle au créancier gagiste du titre donné en nantissement sera suffisante. Pour le titre endossé en blanc, comme pour tout titre à ordre, un endossement pignoratif ou de garantie sera nécessaire.

Enfin, il ne faut pas oublier que notre législation commerciale interdit l'insertion de la clause au porteur dans la lettre de change, et que l'assimilation des titres endossés en blanc aux titres au porteur serait un moyen commode de tourner cette prohibition. Que signifierait, d'ailleurs, un titre au porteur que son détenteur pourrait transformer, à sa volonté, en titre à ordre en remplissant le blanc avec les mentions qui constituent l'endossement régulier ?

DEUXIÈME PARTIE

De l'endossement irrégulier des titres à ordre autres que la lettre de change et le billet à ordre

Nous avons étudié les effets de l'endossement irrégulier des titres à ordre en prenant pour types la lettre de change et le billet à ordre, au sujet desquels le Code de commerce traite particulièrement de ce mode de cession. Nous pourrions, pour compléter cette étude, prendre séparément chacun des autres titres à ordre et nous demander quels sont pour chacun d'eux les règles de l'endossement et les effets d'un endossement irrégulier ; mais cela nous entraînerait dans une énumération fastidieuse et des redites sans intérêt. Aussi nous contenterons-nous, après avoir indiqué les titres pour lesquels la loi admet l'emploi de la clause à ordre, de renvoyer simplement aux textes qui apportent des dérogations aux règles des art. 137 et 138 du Code de commerce. Ensuite, et ce sera surtout l'objet de ce chapitre, nous rechercherons si la clause à ordre peut être étendue au delà des limites légales et si les effets à ordre, dont la loi n'a pas réglé spécialement l'endossement, doivent être soumis aux mêmes conditions de cession que la lettre de change.

Les titres *nécessairement* à ordre sont en droit français, outre la lettre de change et le billet à ordre :

1° Les récépissés et warrants des magasins généraux. Loi du 28 mars 1858 ;

2° Les warrants agricoles. Loi du 18 juillet 1898.

Les titres pour lesquels la loi *autorise l'emploi de la clause à ordre* sont :

1° Le billet de grosse. Art. 313 et suiv. Code commerce ;

2° Le chèque. Loi du 14 juin 1865 ;

3° Le connaissement, art. 281. Code com., auquel on assimile par raison d'analogie la lettre de voiture et le récépissé de chemin de fer.

En ce qui concerne les warrants et récépissés des magasins généraux et les warrants agricoles, leur endossement doit, pour être régulier et produire les effets d'une cession, obéir à certaines obligations de forme et de publicité établies par des textes spéciaux (1).

(1) Loi du 28 mai 1858 :

Art. 4. — L'endossement du warrant séparé du récépissé vaut nantissement de la marchandise au profit du cessionnaire du warrant. L'endossement du récépissé transmet au cessionnaire le droit de disposer de la marchandise à la charge par lui, lorsque le warrant n'est pas transféré avec le récépissé, de payer la créance garantie par le warrant ou d'en laisser payer le montant sur le prix de la vente de la marchandise.

Art. 5. — L'endossement du récépissé et du warrant transférés ensemble doit être *daté*. L'endossement du warrant séparé du récépissé doit, *en outre*, énoncer le *montant inté-*

Pour le billet de grosse à ordre, un texte également, l'art. 313 du Code de commerce, renvoie, quant à l'endossement, aux règles de la lettre de change.

Enfin, les chèques à ordre peuvent, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, être transmis en toute propriété par endossement en blanc aussi bien que par un endossement régulier.

gral en capital et intérêts de la créance garantie, la date de son échéance et les *noms, profession et domicile* du créancier. Le premier cessionnaire du warrant doit immédiatement faire transcrire l'endossement sur les registres du magasin avec les énonciations dont il est accompagné. Il est fait mention de cette transcription sur les warrants.

Art. 13.— L'endossement d'un warrant séparé du récépissé partimbre et non visé pour timbre, conformément à la loi, ne peut être transcrit ou mentionné sur les registres du magasin, sous peine contre l'administration du magasin d'une amende égale au montant du droit auquel le warrant est soumis. Loi du 18 juillet 1898 (warrants agricoles).

Vers du warrant agricole avec formule d'endossement

REGISTRE A SOUCHE <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: top;">DÉSIGNATION DU WARRANT</td> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: top;">DATE DE LA TRANS- SCRIPTION</td> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: top;">NOMS ET DOMICILES DES CESSIONNAIRES</td> </tr> </table>	DÉSIGNATION DU WARRANT	DATE DE LA TRANS- SCRIPTION	NOMS ET DOMICILES DES CESSIONNAIRES	WARRANTS AGRICOLES (Loi du 18 Juillet 1898)	WARRANT Bon pour transfert du présent warrant à l'ordre de M. X..., demeurant à Z... Pour garantie, en capital et intérêts, de la somme de Payable le A , le 190
DÉSIGNATION DU WARRANT	DATE DE LA TRANS- SCRIPTION	NOMS ET DOMICILES DES CESSIONNAIRES			

Pour les autres titres à ordre dont la loi n'a pas réglementé l'endossement, on s'est demandé à quelles conditions de forme celui-ci devait obéir, et quels seraient les effets de l'endossement irrégulier de ces titres. Cette question est intimement liée à une autre que nous devons étudier tout d'abord. L'emploi de la clause à ordre peut-il être autorisé en dehors des cas prévus par la loi et notamment en matière non commerciale ?

Pendant très longtemps, de nombreux arrêts se sont prononcés pour la négative (1). La clause à ordre, disait-on, peut bien être employée par les parties, mais elle n'aura d'effet qu'entre elles; encore la créance cédée de cette façon devra-t-elle avoir une cause commerciale. Pour que la cession devienne opposable aux tiers, il faudra, de toute nécessité, recourir aux formalités de l'art. 1690. Cette opinion fut également soutenue par certains auteurs (2), qui prétendaient que, même en matière commerciale, la clause à ordre et conséquemment la cession par voie d'endos doivent être strictement limitées aux titres indiqués par la loi. Le Code de commerce, disaient ces auteurs, a limitativement désigné les titres qu'il entend soumettre au régime des art. 137 et suivants. Son silence, en ce qui concerne tous les autres titres,

(1) Limoges, 27 novembre 1845. D. 47. 2. 37.

Caen, 14 juin 1876. D. 78. 2, 123.

Riom, 27 juillet 1845.

(2) VAVASSEUR, *Traité des Sociétés commerciales*, t. 1, n° 479.

indique une intention bien formelle de les soustraire à l'emploi de la clause à ordre et des conséquences qui en résultent.

Cette opinion a été rejetée par la Cour de Lyon (1), qui a décidé que c'est la forme seule du titre et non pas la nature de la créance qui détermine le mode de transmission de celui-ci. Si l'art. 1690 n'est nullement d'ordre public, les parties sont absolument maîtresses de donner à leur titre la forme qui leur plaît. Si elles lui donnent la forme ordinaire des créances civiles, la transmission se fera conformément à l'art. 1690 ; si elles lui donnent la forme d'une créance à ordre, l'endossement conforme à l'art. 137 du Code de commerce civil en assurera la cession. Les raisons de célérité et d'économie qui, au XVII^e siècle, ont fait introduire la clause à ordre dans les affaires commerciales, présentent tout autant d'intérêt en matière civile. D'ailleurs, le billet à ordre quand il a une cause purement civile, la lettre de change quand elle est réputée ne valoir que comme simple promesse pour cause de supposition de nom ou de qualité, sont transmissibles par un endossement au même titre que le billet commercial ou la lettre de change régulière, parce que comme ceux-ci ils renferment la clause à ordre. Tel a été également l'avis de la grande majorité des auteurs. Voici, en effet, le langage que tient à cet

(1) Cass., 8 janvier 1878. D. 78, 1, 241.

égard M. Beudant dans une note sans un arrêt de Cassation :

« Assurément, il est fort douteux que les auteurs du Code civil aient entrevu en rédigeant les art. 1690 et 1691 la brèche qu'allait y faire l'emploi de l'ordre en matière civile ; qu'importe si l'extension de l'endossement aux créances civiles découle nécessairement des principes qui constituent la théorie même de l'ordre ? Les textes, d'ailleurs, sans qu'il soit besoin de recourir à une démonstration théorique, suffisent à établir que la possibilité de la cession par endossement, en dehors des prescriptions de l'art. 1690 C. civ., tient uniquement à la forme du titre et non au billet à ordre... A l'inverse, quand même il s'agirait d'une créance commerciale, la cession ne serait possible que conformément à l'art. 1691 si le titre ne contenait pas la clause à ordre. N'est-ce pas une double preuve fournie par la loi elle-même que c'est la forme du titre et non la nature de la créance qui exclut ou rend possible la cession par endossement ? »

Il est donc aujourd'hui absolument hors de doute que toute créance civile ou commerciale peut être constatée par un titre à ordre et qu'elle devient dès lors transmissible par voie d'endossement. Reste maintenant à déterminer à quelles règles doit obéir l'endossement de ces titres et quels doivent être les effets de leur endossement irrégulier.

A ce point de vue, diverses opinions ont été avancées. On a dit (1) que le législateur, lorsqu'il a voulu assujettir aux règles des art. 137 et 138 un titre à ordre, n'a pas manqué de le dire expressément. C'est ainsi qu'il a agi pour le billet à ordre et le contrat de grosse. S'il a gardé le silence pour les autres titres, c'est qu'il a voulu les affranchir des règles rigoureuses de l'endossement des lettres de change.

C'est là une opinion qui ne se soutient guère et dont la majorité des auteurs, comme la jurisprudence, ont fait justice. Il est impossible, en effet, de tirer une semblable interprétation du silence du législateur. Lorsque celui-ci a voulu soustraire un titre à ordre aux règles restrictives de l'endossement, il n'a pas manqué de le faire d'une façon expresse, comme lorsqu'il a décidé que l'endossement en blanc suffit à assurer la transmission des chèques (art. 1^{er}, loi du 14 juin 1865) ou lorsqu'il a indiqué quelles mentions spéciales doit contenir l'endossement du warrant (art. 5, loi du 28 mai 1858). Il n'est pas jusqu'aux termes mêmes employés par le législateur dans ces deux lois qui ne montrent, de la façon la plus évidente, son intention formelle que tous les titres à ordre soient soumis, quant à l'endossement, aux règles de l'art. 137: « Le chèque peut être transmis *même* par voie d'endossement en blanc ». — « L'endossement du warrant séparé du récépissé doit *en outre* énoncer le montant intégral en capital et

(1) TOUZAUD. *Effets de Commerce*, n° 243.

intérêts ». Il paraît donc bien certain qu'en l'absence de textes spéciaux il y a lieu, en matière d'endossement de titres à ordre, de se référer entièrement aux règles de la lettre de change, qui était, en 1807, le titre le plus répandu et qui comme tel a donné lieu, de la part du législateur, aux développements les plus complets relativement à tout ce qui concerne l'endossement.

L'endossement des titres à ordre dont la loi n'a pas parlé doit donc contenir les mentions de l'art. 137, faute de quoi il perd tout effet translatif. C'est là, en effet, une conséquence logique de la distinction fâcheuse, et qui ne se justifie que par des raisons historiques, établie par notre législation entre l'endossement régulier et l'endossement irrégulier.

La jurisprudence s'est d'ailleurs, dans maintes circonstances, prononcée pour l'extension des règles de l'endossement de la lettre de change à tous les titres à ordre.

Il en est ainsi notamment pour les polices à ordre d'assurances maritimes. Il y a bien un arrêt du 9 août 1808 qui décide que la mention de la valeur fournie est inutile et que l'endossement de la police qui ne contient pas cette mention n'en est pas moins translatif. Mais cette décision, qui s'explique par ce fait que l'on était encore sous l'empire de l'ordonnance de 1673, ne saurait être admise sous le Code de commerce. Aussi la Cour de Paris a-t-elle depuis et à plusieurs reprises proclamé que

l'endossement irrégulier de la police d'assurance maritime ne vaut que comme procuration.

Ence qui concerne l'assurance sur la vie, on a longtemps soutenu qu'elle ne saurait être à ordre et qu'une pareille faculté serait immorale. « La vie d'un homme, a-t-on dit, n'est pas une marchandise; l'intérêt du commerce n'exige pas qu'on en puisse disposer comme s'il s'agissait d'un chargement de blé ou de suif » (1).

On a prétendu aussi que l'emploi de la clause à ordre donnerait lieu à des spéculations frauduleuses. A cela il est aisé de répondre que ce qu'on assure « ce n'est pas la vie, mais un capital à réaliser par le travail ou l'épargne soit pour soi-même dans un espace de temps déterminé, soit pour un tiers en cas de mort de l'assuré ».

Il y a là un capital certain qui doit se réaliser à une époque déterminée ou indéterminée suivant les cas, et rien ne peut s'opposer à ce que l'assurance puisse être cédée à toute personne. Dans ces conditions et puisque la loi du 11 juillet 1868 déclare possible la cession de l'assurance sur la vie, peu importe le mode de cession employé. Quant à la crainte des spéculations, elle est chimérique, puisqu'on se trouve en présence d'un titre qui n'a pas de valeur immédiate et dans lequel les considérations spéciales de personne et d'intérêt jouent un rôle si grand.

D'ailleurs, la jurisprudence comme la grande

(1) *Moniteur des Assurances*, 1880, p. 606.

majorité de la doctrine est favorable à l'endossement de la police d'assurances sur la vie (1).

Le principe de la police à ordre étant admis, il faut décider sans hésitation que l'endossement devra pour être régulier contenir les mentions de l'art. 137. Et un arrêt de Bruxelles 2 août 1877 (2) dit expressément que la remise à ses créanciers par un débiteur d'une police d'assurances sur la vie endossée en blanc vaut mandat de vendre et de se payer sur le prix, mais ne peut comme un endos régulier opérer transfert de propriété. Le Tribunal civil de la Seine vient également de rendre une décision dans ce sens ; il pose en principe que le porteur d'une police d'assurances endossée en blanc n'est que le mandataire de l'endosseur (3).

Cette présomption admet d'ailleurs *inter partès* la preuve contraire. C'est ainsi que la Cour de Paris décide, dans un arrêt du 13 octobre 1876 (4), que le cessionnaire d'une police à ordre peut, à l'égard de son cédant ou du syndic qui le représente, prouver qu'il a fourni la valeur. Si cette preuve n'est pas faite, le transport est annulé et le

(1) Dijon, 3 avril 1874. D. 78, 2, 18.

Riom, 23 juillet 1889. D. 93, 1, 179.

Cass., 15 décemb. 1873. S. 74, 1, 199.

Cass., 16 juin 1890. S. 90, 1, 518.

(2) *Journal des Assurances*, 77, p. 149.

(3) *Gazette du Palais*. n° du 25 novembre 1902, chronique « *Autour d'une Police d'assurances* ».

(4) Voir toutefois *contra*, Seine, 23 octobre 1875. — *J. ass.*, 75, p. 466.

cessionnaire obligé de rembourser le capital par lui touché (1).

Quant à la Compagnie d'assurances qui a payé entre les mains d'un porteur de la police saisi en vertu d'un endossement irrégulier, elle n'a commis aucune faute, car elle a payé entre les mains du mandataire du propriétaire de la police.

De même que pour les polices d'assurances, il est unanimement admis aujourd'hui que les obligations hypothécaires peuvent renfermer la clause à ordre et se transmettre par la voie de l'endossement. Quant à l'hypothèque attachée à la garantie d'une créance à ordre, il est bien évident qu'elle se transportera comme celle-ci en raison de la règle de l'accessoire. La faculté pour les parties de stipuler que l'obligation notariée serait rédigée à ordre fut combattue, pendant la première moitié de ce siècle, à l'aide des arguments que nous avons reproduits précédemment comme étant ceux que l'on faisait valoir contre l'extension, en dehors des limites de la loi, de la cessibilité par voie d'endos (2). On ajoutait que la nature de l'hypothèque répugnait à une semblable extension, difficile à concilier avec le principe de la publicité hypothécaire. En effet, disait-on, le

(1) Lorsque l'assurance aura été faite sur la tête d'un tiers, la police exigera toujours qu'à chaque transfert nouveau le consentement par écrit de ce tiers soit déposé à la Compagnie.

(2) Grenoble, 6 juillet 1818. DAL., rép., V° *Effets de Comm.*, n° 373.

Colmar, 5 nov. 1839. DAL., rép., V° *Effets de Comm.*, n° 373,

défaut de publicité des différentes transmissions que subirait l'hypothèque par l'endossement rendrait impossible la purge totale ou partielle que voudrait opérer un tiers acquéreur, personne ne pouvant lui indiquer quel est le véritable créancier. Enfin, il y aurait là un sérieux danger de fraude ; quoi de plus facile, en effet, que d'antidater un endossement, de « faire remonter la cession d'un droit hypothécaire éteint à une époque où ce droit existait encore ? » Néanmoins, la plupart des auteurs (1) et le dernier état de la jurisprudence se sont énergiquement déclarés en faveur de l'emploi de la clause à ordre dans les obligations hypothécaires. Bien avant les docteurs et la jurisprudence moderne, les législateurs de la période révolutionnaire avaient d'ailleurs consacré cette extension de la clause à ordre, et le décret de messidor an III établissait l'hypothèque à ordre par le système des *cédules*. Le propriétaire foncier faisait une déclaration écrite dans laquelle il donnait la description de ses propriétés indiquant leur origine, leur valeur, leur prix d'achat. Trois expéditions de cette déclaration étaient soumises au conservateur des hypothèques qui en gardait une, apostillait les deux autres, dont l'une était remise au propriétaire, l'autre au greffe de la commune où se trouvait l'immeuble.

(1) LYON-CAEN et REN., t. I, n° 1089. — ALAUZET, t. IV, n° 1349. — BOISTEL, n° 752. — BÉDARRIDE t. I, n° 319. — DUVERGIER : *De la Vente*, t. II, n° 212. — BRAVARD et DEMANGEAT, t. III, p. 142. — NOUGUIER, t. I, n° 315.

Une expertise avait été faite au préalable, afin de constater si la déclaration du propriétaire était conforme à la valeur véritable de l'immeuble. La cédule était rédigée à ordre, elle était détachée d'un livre à souche tenu par le conservateur et remise au propriétaire débiteur qui la réclamait. Elle portait toutes les mentions contenues dans la déclaration, avec en plus l'indication des hypothèques déjà inscrites sur le même bien. Elle se transmettait par endossement au prêteur de deniers et son verso portait même des formules d'endossement toutes préparées. L'endossement pouvait être fait en blanc.

Ce système, qui faisait de la constitution d'hypothèque un acte sous-seing privé, comme cela existe dans certaines législations, ne vécut pas, et la loi du 11 brumaire de l'an VII ni le Code civil ne s'occupèrent aucunement de la circulation des titres hypothécaires. Mais aucune disposition contraire de notre droit ne s'oppose à ce que l'acte constitutif d'hypothèque lui-même soit rédigé dans la forme d'un titre à ordre. C'est alors le titre hypothécaire lui-même qui est transmis par l'endossement et qui passe ainsi entre les mains des différents cessionnaires. La stipulation que l'hypothèque sera transmissible par voie d'endossement, même pour fractions, est même assez fréquente dans certaines régions de la France et en Algérie (1).

(1) Alger, 7 mai 1880. S., 71, 2, 105.

Rouen, 9 mai 1854. D., 54, 2, 247.

D'ailleurs, la faculté de donner à la constitution d'hypothèque la forme à ordre a été sur le point d'entrer d'une façon explicite dans notre législation ; le projet de la commission législative de 1850 pour la réforme du régime hypothécaire contenait même un article 2126 ainsi rédigé :

: « L'obligation hypothécaire pourra être stipulée payable à ordre.

« Dans ce cas, elle sera transmissible par voie d'endossement.

« L'endossement se fera sur la grosse ou sur le brevet.

.
« Les art. 137, 138 et 139 du Code de commerce s'appliquent à l'endossement des titres hypothécaires ».

La dissolution de l'Assemblée législative laissa ce projet de réforme hypothécaire en suspens et notre loi reste muette sur la transmission des créances hypothécaires par la voie de l'ordre. Il en est autrement, toutefois, en ce qui concerne l'hypothèque maritime, pour laquelle un texte, l'art. 12 de la loi du 10 juillet 1885, déclare expressément que, « si le titre constitutif de l'hypothèque est à ordre, sa négociation par voie d'endossement emporte la translation du droit hypothécaire ».

Aujourd'hui qu'une jurisprudence certaine et une doctrine presque unanime autorisent la rédaction à ordre des obligations hypothécaires, il nous paraît logique de décider, conformément au droit

commun et en s'inspirant du décret de messidor an III, comme du projet de réforme hypothécaire de 1850, que l'endossement du titre devra, pour opérer une union valable, suivre les règles de l'endossement telles que les établissent les art. 137 et suivants du Code de commerce.

TROISIÈME PARTIE

De l'endossement irrégulier des titres à ordre dans les législations étrangères et en droit international.

Les législations étrangères, selon les effets qu'elles reconnaissent à l'endossement irrégulier des titres à ordre, peuvent être classées en trois catégories d'importance fort inégale : celles qui interdisent formellement l'endossement irrégulier, celles qui l'admettent sans lui reconnaître la plénitude des effets de l'endossement régulier, celles enfin qui l'assimilent entièrement à l'endossement régulier et qui considèrent l'endossement en blanc comme opérant la conversion du titre à ordre en titre au porteur.

SECTION I

La première catégorie, qui prohibe absolument sous peine de nullité l'endossement irrégulier, est de beaucoup la moins importante ; elle comprend les Codes de commerce de Colombie (1), de Monaco (2), de Serbie (3). Ces différents Codes interdisent formellement l'endossement irrégulier de la lettre de change et ne lui reconnaissent

(1) Art. 144.

(2) Art. 177.

(3) Art. 110.

aucun effet. Comme ils restent muets en ce qui concerne l'endossement irrégulier des autres titres à ordre, M. Wahl (1) en conclut qu'il faut décider que l'endossement en blanc des titres autres que la lettre de change produit ses effets normaux, qui sont d'après lui la conversion du titre ainsi endossé en titre au porteur. C'est là, nous semble-t-il, une interprétation erronée du silence de la loi. Ces divers Codes ont, comme l'a fait le Code français, traité de l'endossement à propos de la lettre de change, le titre à ordre de beaucoup le plus répandu, et cela une fois pour toutes sans revenir sur ce point pour chaque variété de titre à ordre. Il est donc beaucoup plus rationnel de décider qu'ils ont entendu s'y référer pour les règles à appliquer aux autres titres.

SECTION II

La seconde catégorie ne contient, comme la première, qu'un nombre fort restreint de législations. Le Code de commerce de Russie (2), qui est sur le point d'être abrogé, les Codes turc (3) et Égyptien (4) sont aujourd'hui les seuls qui la composent avec le Code de commerce français. Ces diverses législations, sans prononcer comme celles

(1) *Des titres au porteur*, n° 608.

(2) Art. 310 et 311.

(3) Art. 95.

(4) Art. 142.

de la première catégorie, la nullité des endossements irréguliers, ont adopté un moyen terme : elles leur accordent les effets d'une simple procuration.

Nous avons déjà fait le procès de ce système, si peu conforme aux véritables intentions des parties, d'autant plus que dans les différentes législations que nous venons de citer, une jurisprudence sage, s'inspirant des véritables intérêts du commerce, n'est pas venue comme chez nous en atténuer dans une large mesure les regrettables effets. Il eût été tout au moins plus logique, comme aussi plus conforme à l'esprit qui a fait prohiber la lettre de change au porteur, d'interdire complètement l'endossement en blanc et, d'une façon générale, l'endossement irrégulier.

3^e CATÉGORIE

La plupart des législations se refusent absolument à la distinction faite par la législation française, entre l'endossement régulier et l'endossement irrégulier. Elles décident que la signature de l'endosseur seul suffit à opérer le transfert de propriété de la lettre de change. Plus particulièrement elles reconnaissent à l'endossement en blanc l'effet de transformer le titre à ordre sur lequel il figure, en titre au porteur. Voici la liste de ces législations :

Angleterre. Loi du 10 août 1882.

Etats-Unis.

Suède et Norvège. (Loi sur la lettre de change et le billet à ordre, 1882, art. 22).

Allemagne. Règlement général sur les lettres de change en Allemagne. 1848, art. 12, 13, 31.

Autriche. Loi du 25 janvier 1850.

Belgique. Loi du 20 mai 1872, art. 7.

Suisse. Code fédéral des obligations, art. 730.

Hongrie. Loi sur le change, 1875, art. 10 et 11.

Italie. Code de commerce de 1882, art. 258.

Portugal. Code de commerce, art. 300 et 301.

Russie. Code général, t. XI, 2^e partie, art. 501.

Roumanie. Code de commerce, 1887, art. 279 et 365.

Chili. Code de commerce, 1890.

République Argentine. Code de commerce, 1890, art. 307 et 467.

Non seulement ces législations sont de beaucoup les plus nombreuses, mais ce sont aussi de beaucoup les plus récentes et celles des peuples les plus commerçants. Elles sont, par conséquent, les plus en harmonie avec les besoins actuels de la pratique commerciale; elles marquent un progrès évident dans l'évolution des règles relatives aux titres à ordre. Aussi, croyons-nous devoir pour toutes ces raisons leur consacrer une étude un peu plus détaillée en examinant rapidement les codes des trois nations les plus commerçantes comme aussi les plus importantes de celles dont nous venons de donner la liste; l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie.

ANGLETERRE

C'est la loi du 18 août 1882 « pour la codification des lois relatives aux lettres de change, chèques et billets à ordre » (1) qui renferme les principes relatifs à la matière que nous étudions.

Cette loi autorise (art. 8, al. 2) la lettre de change au porteur et déclare que l'endossement en blanc vaut translation de la propriété au même titré que l'endossement régulier (« *full indorsement* » m. a. m. endossement plein ou « *special indorsement* »). — L'endossement en blanc a donc pour effet de rendre la lettre de change payable au porteur. De plus, tout détenteur peut en le remplissant, indiquer le nom de l'endossataire et le transformer ainsi en « *special indorsement* ». Il constitue, d'ailleurs, la forme d'endossement la plus usitée en Angleterre.

La seule différence qui existe entre l'endossement en blanc et l'endossement régulier, consiste en ceci : en cas de perte ou de vol de l'effet, le porteur en blanc a la charge de prouver qu'il a bel et bien fourni la valeur.

Bien entendu l'endosseur, s'il veut simplement donner au cessionnaire mandat de toucher le montant de l'effet, peut faire un endossement de procuration. Mais alors il devra l'indiquer expressément ; il fera un endossement « *restrictif* » ainsi conçu : « *Pay X or order for collection* » (payez à

(1) Voir cette loi traduite par M. DAINVILLE dans les *Annales des législations étrangères*, 1882, p. 283 et suivantes.

X ou à son ordre pour encaissement)(1). Cet endossement donnera à l'endossataire le droit de toucher le montant de l'effet, de faire les poursuites nécessaires, mais il ne lui donnera jamais, sauf au cas d'autorisation expresse, le pouvoir de transmettre le titre dont il est chargé de toucher le montant, à une tierce personne.

ALLEMAGNE et AUTRICHE

La législation des titres à ordre actuellement en vigueur dans l'empire allemand est plus ancienne que la loi anglaise. Elle est renfermée dans la loi du 15 août 1848 sur le change, qui est devenue loi fédérale le 5 juin 1869 et loi de l'Empire le 22 avril 1871; elle avait déjà été adoptée en Autriche en 1850.

Cette loi fut longuement préparée par d'éminents jurisconsultes et discutée dans la conférence de Leipzig, à laquelle s'étaient fait représenter trente-sept Etats de la Confédération germanique. Elle a reconnu à tout endossement irrégulier, si informe qu'il soit, le pouvoir de transférer la propriété du titre. L'art. 12, en effet, décide que l'endossement qui porte seulement le nom de l'endosseur ou même le nom de sa maison, ou sa raison sociale, du moment que cette mention est apposée sur le verso de l'effet, est absolument

(1) BARCLAY et DAINVILLE. *Les Effets de Commerce dans le Droit Anglais*, p. 74 et 75.

valable et opère transfert de propriété. Et cet endossement produira tous les effets d'un endos irrégulier, alors même que le corps de l'effet ne contiendrait ni la clause à ordre (1), ni l'indication de la valeur fournie. Un mandat de payer à personne dénommée sera présumé à ordre, du moment qu'il aura été revêtu d'un endossement. Toute personne capable de s'obliger en droit commun pourra de même se soumettre au droit du change.

Ces dispositions, qui consacraient pour la première fois en législation l'endossement en blanc, furent très vivement combattues à la conférence de Leipzig. Les adversaires de l'endossement en blanc invoquaient comme argument la sûreté du commerce qui veut que l'on puisse connaître facilement et par la seule inspection du titre entre quelles mains celui-ci a passé, et la difficulté des actions récursoires résultant de ce que bien souvent il est impossible de connaître le domicile de l'endosseur en blanc.

Malgré ces observations, l'endossement en blanc triompha pour cette double raison qu'il répond à un véritable besoin, puisqu'il permet de transmettre rapidement et manuellement l'effet, sans contraindre les endosseurs à l'obligation de garantie et parce qu'il était depuis longtemps admis par l'usage sans qu'il fut possible d'en enrayer l'emploi.

(1) Il faudra toutefois que le mot « change » ou quelque expression équivalente soit inséré dans le corps du titre.

D'après les législations allemande et autrichienne, celles des pays Scandinaves et de la Suisse, le titre endossé en blanc est absolument assimilé⁽¹⁾, quant à ses effets, à un titre au porteur ; la seule condition exigée est qu'il soit écrit sur le verso du titre afin qu'il ne puisse être confondu avec un aval. Quant à l'endossement irrégulier en général, il transfère la propriété au même titre qu'un endossement régulier.

Il ne faudrait cependant pas conclure de là que tout porteur d'un titre endossé irrégulièrement devient par cela même propriétaire de l'effet. Ce que la loi allemande a voulu, c'est établir une présomption de propriété en faveur du porteur, laissant au propriétaire dépossédé le soin d'établir que l'effet lui appartient.

Enfin, la loi allemande permet au porteur en blanc de remplir le blanc avec les mentions ordinaires de l'endossement ; dans un endossement irrégulier par suite du défaut de quelque mention, elle permet à l'endossataire de combler les lacunes qui le constituent porteur irrégulier.

ITALIE

L'ancien Code de commerce italien de 1865, qui a été réformé en 1882, reproduisait les mêmes règles que le Code français en ce qui concerne

(1) WAHL. *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, n^{os} 600 et suivants.

l'endossement irrégulier des titres à ordre, auquel il ne reconnaissait d'autre effet que celui d'une procuration.

Le Code actuellement en vigueur, dans son article 258, reconnaît la validité absolue de l'endossement irrégulier au point de vue de la transmission. Il donne à tout porteur de l'effet le droit de compléter l'endossement irrégulier.

*
* *

De l'endossement irrégulier en droit international

Les différences qui existent entre les diverses législations au sujet de l'endossement irrégulier et de ses effets, ont donné lieu à de nombreux procès de droit international.

On s'est demandé à quelle législation serait soumis l'endossement irrégulier d'un titre à ordre créé et endossé dans un pays régi par une législation différente de celui où doit s'exécuter le contrat auquel le titre se réfère.

Cette question a donné lieu en jurisprudence à deux opinions différentes. La première soutenait que les règles relatives à la création, à la forme, à l'endossement des titres à ordre devaient être celles du pays où le contrat recevrait son exécution (1). Le Tribunal de commerce du Havre

(1) DALL. Rép., V^o *Effets de commerce*, n^o 882. *J. Dr. int.*, 1878, p. 51.

a rendu à cet égard en matière de connaissance un jugement fort intéressant (1).

Il s'agissait d'un connaissance créé à Constantinople, qui y avait été revêtu d'un endossement n'énonçant aucune valeur fournie. La délivrance des marchandises devait avoir lieu à Marseille. Quand elles furent arrivées dans ce port, le tiers porteur du connaissance voulut les faire délivrer, mais il se heurta à une opposition à délivrance faite par le syndic de la faillite du chargeur endosseur, entre les mains de la Compagnie de transport. Le syndic opposant se prévalait de ce que l'endossement n'indiquant pas la valeur fournie il n'y avait eu qu'un simple mandat, dont il réclamait la révocation.

Le porteur répondit que l'endossement ayant eu lieu en Turquie, la loi ottomane devait seule être appliquée, et qu'elle admettait que la simple signature de l'endosseur au verso d'un titre à ordre suffisait pour en transporter la propriété.

C'était là une fausse assertion. L'art. 90 du Code de commerce turc reproduit les dispositions du Code de commerce français. Mais, sans s'arrêter à l'examen de la législation et de la jurisprudence ottomanes, le Tribunal admit que la loi à appliquer était la loi française, parce que c'était en France que la délivrance des marchandises devait avoir lieu.

(1) Trib. com. Havre, 23 juillet 1891. *Revue intern. de dr. maritime*, p. 693.

C'était là une manière de voir peu conforme aux principes généraux du droit et qui ne saurait être approuvée.

Il est, en effet, de doctrine certaine en droit international privé que les actes juridiques doivent être réglés, quant à la forme, par la loi en vigueur dans le pays où on les fait ; c'est l'application naturelle de la règle *locus regit actum*.

L'acte juridique, dit Boullenois, est « un enfant citoyen du lieu où il est né et qui doit être vestu à la manière de son pays ». Et s'il en est ainsi en matière civile, à plus forte raison doit-il en être de même en matière commerciale, où l'exécution des contrats requiert une célérité qui ne serait pas compatible avec l'obligation pour un commerçant qui endosse un titre, en France par exemple, de s'enquérir des effets de cet endossement au Brésil, où doit avoir lieu le paiement.

Aussi la jurisprudence la plus nombreuse et la plus moderne, a-t-elle admis que l'endossement d'un titre à ordre doit être régi, quant à sa forme et à ses effets, par la législation du pays où il a été fait.

« Attendu, dit la Cour de Paris, que les diverses transmissions ont eu lieu, il est vrai, au moyen d'un endossement en blanc et par la simple apposition de la signature du cédant au dos desdites traites, mais que ce mode de transmission est admis par la loi anglaise comme suffisant pour la transmission régulière des lettres de change,

billets à ordre et effets de commerce ; que, par application de la règle *locus regit actum*, c'est d'après cette législation que doit être déterminée la validité des cessions passées en Angleterre ; qu'il y a lieu dès lors de considérer comme valables les endos des traites dont s'agit faites à Londres (1).

(1) 22 janvier 1889. *Le Droit*, 19 janvier 1889.

Voir aussi Paris, 20 nov. 1854. D. 57. 2. 106.

Cass., 18 août 1856. D. 57. 1. 39.

Paris, 14 décembre 1888. D. 92. 2. 60.

Paris, 20 février 1894. D. 94. 2. 401.

CONCLUSION

Nous venons de voir, par l'étude qui précède, combien notre législation française relative à l'endossement irrégulier est en retard sur celles des peuples les plus considérables et les plus commerçants. Alors que ces législations, s'inspirant des véritables intérêts du négoce, ont voulu que ce merveilleux instrument de crédit qu'est le titre à ordre pût circuler de main en main avec la plus grande facilité; alors qu'elles ont dans ce but assimilé l'endossement irrégulier à l'endossement régulier et fait produire à l'endossement en blanc tous les effets qu'il doit être logiquement appelé à produire, notre législation nationale est encore réglementée sur ce point par les prescriptions antiques et étroites de l'ordonnance de 1673, reproduites par les art. 137 et suivants du Code de commerce. Il est vrai que celles-ci restent en somme, à peu près lettre morte en présence de la jurisprudence beaucoup plus libérale qui s'est édifiée sous l'influence des besoins de la pratique commerciale, soutenue en cela par les plus illustres de nos modernes auteurs. Nous avons vu, d'ailleurs, que ce mouvement de protestation contre l'étroitesse de nos textes fut de tous les temps et

que, sous l'empire même de l'ordonnance de 1673, il trouva un partisan convaincu dans la personne du chancelier d'Aguesseau.

Mais il faut reconnaître que les décisions de notre jurisprudence, si libérales qu'elles puissent être, ne sauraient contrebalancer entièrement une législation qui persiste à affirmer, en termes énergiques et formels, que l'endossement irrégulier, quel qu'il soit, n'a d'autre valeur qu'une simple procuration. Outre que cette jurisprudence pourrait, ce qui n'est guère à craindre, il est vrai, se modifier dans un sens moins libéral, il ne faut pas se dissimuler que celle-ci, songeant avant tout à répondre de son mieux aux besoins de la pratique, n'a pas toujours su donner à ses décisions une base bien juridique. Nous avons vu, en effet comment, pour rendre en dépit des textes l'endossement en blanc translatif, elle avait été obligée de faire intervenir l'idée d'un mandat que l'endosseur aurait donné au porteur de transférer à qui il voudrait, fût-ce à lui-même, la propriété du titre, idée qui est au contraire tout à fait en désaccord avec les textes relatifs au mandat, et notamment les art. 1998 et 1999 du Code civil. Nous savons également comme quoi, malgré son désir de maintenir uniquement dans le domaine théorique l'art. 138, elle n'a pu enlever à l'endossement irrégulier ordinaire son caractère de simple mandat. Il en résulte pour notre commerce une très grande gêne et pour notre législation un

état d'infériorité marquée sur les législations étrangères. Aussi, la plupart de nos auteurs réclament-ils la suppression d'une sanction que la jurisprudence s'applique depuis deux siècles à tourner et dont elle a singulièrement atténué les effets. Quelques auteurs, toutefois, et non des moindres, mus par un respect exagéré des textes, soutiennent que l'art. 138 du Code de commerce doit être maintenu, tout en reconnaissant, dans une certaine mesure, le bien fondé des atténuations apportées par la jurisprudence.

D'après M. Nougier (1), en effet, l'assimilation de l'endossement en blanc à la clause au porteur aurait pour effet de « changer le caractère du contrat de change » de « l'affaiblir et d'ouvrir la porte aux spoliations, qui trop souvent affligent le petit commerce ». Pour M. Thaller (2), « rien n'est plus sensé » que la présomption de mandat qui sanctionne l'endossement irrégulier. Les critiques qu'on formule encore actuellement contre l'assimilation des endossements irréguliers et réguliers et la transmission par voie d'endossement en blanc, sont en somme celles qui ont été formulées de tout temps et contre lesquelles la pratique a toujours eu à se débattre. Or, il n'est pas de meilleure réponse à leur opposer que celle du chevalier d'Aguesseau au procureur général au Parlement

(1) NOUGIER. *Des lettres de change*, t. II, introduction, page 28.

(2) THALLER. *Traité de droit commercial*, 2^e édition, n° 1498.

de Toulouse ; les abus auxquels la suppression des règles de l'art. 138 pourrait donner naissance « ne peuvent être mis dans la balance avec les grands avantages qui en résultent pour le bien et la facilité du commerce ». Et l'on peut ajouter que notre législation n'a pas craint de s'orienter dans cette voie lorsqu'elle a eu à réglementer les chèques. Or, il n'existe aucune raison vraiment sérieuse de ne pas étendre à tous les titres à ordre une mesure qui n'a été l'objet d'aucune critique dans son application à l'un de ces titres.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
D. DANJON.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZÉVORT.



BIBLIOGRAPHIE

Alauzet. Commentaire du Code de commerce et de la Législation commerciale. Paris. 1868-71.

Barclay et Dainville. Les Effets de commerce dans le Droit anglais. Paris, 1884.

Bédarride. Commentaire du Code de commerce, titre VIII, tome I^{er}. Paris, 1861.

Bédarride. Commentaire de la Loi du 14 juin 1865 sur les chèques. Paris, 1874.

Boistel. Précis de droit commercial. Paris, 1876.

Bravard-Veyrières et Demangeat. Manuel de Droit commercial, 6^e édition. Paris, 1861.

Bravard Veyrières. Traité de Droit commercial public, annoté et complété par Ch. Demangeat. Paris, 1862.

Bressolles. Théorie et pratique des dons manuels. Paris, 1885.

Couteau. Traité des assurances sur la vie. Paris, 1881.

Dalloz. Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence et supplément au répertoire.

Debray. La Clause à ordre. Thèse. Paris, 1892.

Gazette du Palais. Journal judiciaire, quotidien et Supplément.

Gouget et Merger. Dictionnaire de Droit commercial. Paris, 1845.

Guillouard. Traité du Mandat.

Horson. Questions sur le code de commerce.

Journal du Palais. Répertoire journal et recueil. Paris, 1829.

Laborde (Désiré). Essai sur l'endossement en blanc des titres à ordre. Thèse, Toulouse, 1899.

Labori. *Gazette du Palais.* Répertoire encyclopédique du Droit français.

Loché. Esprit du Code de commerce, tome II. Paris. 1811.

- Lyon-Caen et Renault.** Précis de Droit commercial. Paris, 1884.
- Lyon Caen et Renault.** Traité de Droit commercial, 2^e édition. Paris, 1889.
- Massé.** Le Droit commercial dans ses rapports avec le Droit civil et avec le Droit des gens.
- Nouguier.** Des Lettres de change et des Effets de commerce, 4^e édition. Paris, 1875.
- Pardessus.** Cours de Droit commercial. Paris, 1825.
- Pilon.** Essai d'une théorie générale de la représentation dans les obligations. Thèse. Caen, 1897.
- Pothier.** Œuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil et la législation actuelle par **Bugnet**, 2^e édition, 1861, tome IV.
- Rivière.** Répétitions écrites sur le Code de commerce, 3^{me} édition. Paris, 1860.
- Ruben de Couder.** Dictionnaire de Droit commercial industriel et maritime et Supplément au dictionnaire. V^e lettre de change. Paris, 1880.
- Sirey.** Recueil général des lois et arrêts.
- Thaller.** Traité élémentaire de Droit commercial. Paris, 1900.
- Vivante.** Trattato teorico-pratico di diritto commerciale, volume 2, part. 2, § 50 (Titoli de credito all'ordine).
- Wahl.** Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers. Paris, 1891.

ARTICLES DE REVUE

Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

1883. ARTHUYS. *La Jurisprudence sur l'endossement en blanc.*

1878. PASCAUD. *Les obligations civiles à ordre.*

1892. LYON-CAEN. *Sur le Connaissance.*

Revue étrangère et française, tome VIII, 1841. *Sur la transformation opérée par la clause à ordre dans le rôle de la Lettre de change.* M. MITTERMAIER.

Revue de Droit international et de législation comparée, tome XVI, page 18.

BROCHER. *Etude sur la Lettre de change.*

Nouvelle revue historique. 1886, pages 11 et 138.

BRUNNER. *Le Titre au porteur français au moyen âge.*

Annales de Droit commercial. 1901, page 22 et suivantes, et 1897, p. 156.

Table des Matières

	PAGES
INTRODUCTION	1
APERÇU HISTORIQUE	6

PREMIÈRE PARTIE

De l'endossement irrégulier, de la lettre de change et du billet à ordre

CHAPITRE I ^{er} . — DES MENTIONS DONT L'ABSENCE REND L'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER.	19
Section I ^{re} . — De l'endossement nul.	19
Section II. — De l'irrégularité de l'endossement pour défaut de date	22
Section III. — De l'irrégularité de l'endossement pour défaut d'indication de la valeur fournie.	36
Section IV. — De l'irrégularité de l'endossement pour défaut d'indication du nom du cession- naire et de la clause à ordre	46
CHAPITRE II. — EFFETS LÉGAUX DE L'IRRÉGULARITÉ DE L'ENDOSSEMENT	49
Section I ^{re} . — Conséquences générales du maintien de la propriété du titre au profit de l'endosse- ment irrégulier	51
Section II. — Du mandat résultant de l'endossement irrégulier	55
Moyens donnés au mandataire pour parvenir à l'exé- cution de son mandat (négociation du titre — subs- titution de mandat — actions civiles)	57
CHAPITRE III. — DES ATTÉNUATIONS APPORTÉES PAR LA JURISPRUDENCE ET LA DOCTRINE A LA PRÉSUMP- TION LÉGALE DE MANDAT RÉSULTANT DE L'IRRÉGU- LARITÉ DE L'ENDOSSEMENT, LORSQUE CETTE PRÉ- SOMPTION N'EST PAS CONFORME A LA RÉALITÉ	79
APPENDICE. — De l'endossement irrégulier employé comme mode de réalisation de libéralités.. . . .	98

CHAPITRE IV. — D'UNE VARIÉTÉ SPÉCIALE D'ENDOSSEMENT IRRÉGULIER : DE L'ENDOSSEMENT EN BLANC DE LA LETTRE DE CHANGE ET DU BILLET A ORDRE. 105

Section I^{re}. — De la faculté donnée au porteur d'un titre endossé en blanc de remplir le blanc à son profit 111

Section II. — De la faculté reconnue au porteur en blanc qui a fourni la valeur de l'effet de s'en attribuer la propriété en régularisant l'endossement. 121

Section III. — Jusqu'à quel moment le porteur en blanc d'un titre à ordre peut-il régulariser l'endossement à son profit ? 134

Section IV. — Responsabilité du porteur d'un titre endossé en blanc qui le transmet sans le régulariser et sans y apposer sa signature 140

Section V. — L'endossement en blanc comme mode de réalisation des dons manuels. — Critique de l'assimilation faite par la jurisprudence et certains auteurs du titre à ordre endossé en blanc au titre au porteur. 146

DEUXIÈME PARTIE

De l'endossement irrégulier des titres à ordre autres que la lettre de change et le billet à ordre 157

TROISIÈME PARTIE

De l'endossement irrégulier des titres à ordre dans les législations étrangères et en droit international. 173

CONCLUSION. 185

BIBLIOGRAPHIE. 189



